



**OCVV**

Office Communautaire des Variétés Végétales

# Rapport annuel 2015







**OCVV**

Office Communautaire des Variétés Végétales

# Rapport annuel 2015

***Europe Direct est un service destiné à vous aider à trouver des réponses  
aux questions que vous vous posez sur l'Union européenne.***

**Un numéro unique gratuit (\*):  
00 800 6 7 8 9 10 11**

(\*) Les informations sont fournies à titre gracieux et les appels sont généralement gratuits (sauf certains opérateurs, hôtels ou cabines téléphoniques).

De nombreuses autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur l'internet via le serveur Europa (<http://europa.eu>).

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2016

Print	ISBN 978-92-9152-161-6	ISSN 1680-287X	doi:10.2803/993413	TG-AC-16-001-FR-C
PDF	ISBN 978-92-9152-162-3	ISSN 2363-3255	doi:10.2803/491516	TG-AC-16-001-FR-N

© Union européenne, 2016

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source

*Printed in Luxembourg*

IMPRIMÉ SUR PAPIER BLANCHI SANS CHLORE ÉLÉMENTAIRE

# TABLE DES MATIÈRES

<b>1. Message de bienvenue de Martin Ekvad, président de l'OCVV</b>	<b>5</b>
<b>2. Avant-propos d'Andrew Mitchell, président du conseil d'administration de l'OCVV</b>	<b>7</b>
<b>3. L'OCVV fête son vingtième anniversaire</b>	<b>8</b>
<b>4. Le régime de protection communautaire des obtentions végétales</b>	<b>11</b>
<b>5. Le conseil d'administration</b>	<b>13</b>
<b>6. Organisation de l'OCVV</b>	<b>19</b>
<b>7. Service d'audit qualité</b>	<b>24</b>
7.1. Évaluation des offices d'examen	24
7.2. Programme d'audit	24
<b>8. Projets de recherche et de développement</b>	<b>26</b>
8.1. Révision de la stratégie de recherche et de développement de l'OCVV	26
8.2. Projets approuvés en 2015	26
8.3. Projets en cours en 2015	27
8.4. Suivi des projets de recherche et de développement finalisés	30
<b>9. Budget</b>	<b>35</b>
9.1. Résultat	35
9.2. Recettes	35
9.3. Dépenses	36
9.4. Conclusion	36
<b>10. Évolution du régime</b>	<b>37</b>
10.1. Réglementation	37
10.1.1. Groupe de travail législatif ad hoc pour les questions législatives	37
10.1.2. Nouveau règlement sur la procédure	37
10.1.3. Taxes	38
10.1.4. Brevets et protections des obtentions végétales	38
10.2. Aspects techniques	39
10.2.1. Demandes de protection communautaire des obtentions végétales	39
10.2.2. Octroi des protections	52
10.2.3. Examens techniques	55
10.2.4. Agents de liaison techniques	63
<b>11. Dénominations variétales</b>	<b>66</b>
11.1. La base de données Variety Finder de l'OCVV: évolutions récentes	66
11.2. Coopération en matière d'examen des dénominations: augmentation confirmée en 2015	68
11.3. Coopération avec la KAVB	69
11.4. Révision des orientations relatives aux dénominations variétales	69

<b>12. Informatique</b>	<b>70</b>
12.1. Services électroniques	70
12.2. Avancées sur le plan opérationnel	70
12.3. Outils de communication	71
12.4. Développement de l'infrastructure	71
<b>13. Coopération avec la direction générale de la santé et de la sécurité alimentaire</b>	<b>72</b>
13.1. Comité permanent de la protection communautaire des obtentions végétales	72
13.2. Comité permanent des semences et plants agricoles, horticoles et forestiers	72
13.3. Comité permanent pour les matériels de multiplication des plantes ornementales	73
13.4. Comité permanent pour les matériels de multiplication et les plantes des genres et espèces de fruits	73
13.5. Groupes de travail du Conseil	74
<b>14. Relations extérieures</b>	<b>75</b>
14.1. Contacts avec les organisations extérieures	75
14.2. Formation et promotion du régime de protection communautaire des obtentions végétales	78
<b>15. Accès public aux documents</b>	<b>81</b>
<b>16. Rapport du délégué à la protection des données</b>	<b>83</b>
16.1. Contexte juridique	83
16.2. Rôle et tâches du délégué à la protection des données	83
16.3. Rapport du délégué à la protection des données pour 2015	84
<b>17. Procédures de recours</b>	<b>86</b>
17.1. Composition de la Chambre de recours de l'OCW	86
17.2. Décisions de la Chambre de recours en 2015	87
17.3. Pourvois formés devant la Cour de justice en 2015	87
17.4. Jurisprudence de l'OCW, 1995-2015	89
17.5. Recours reçus par l'OCW et décisions rendues par la Chambre de recours depuis sa création (statistiques)	90
<b>18. Conflits d'intérêts</b>	<b>94</b>
<b>Principaux acronymes et abréviations</b>	<b>95</b>
<b>Liste des tableaux</b>	<b>98</b>
<b>Liste des graphiques</b>	<b>98</b>

# 1. MESSAGE DE BIENVENUE DE MARTIN EKVAD, PRÉSIDENT DE L'OCVV



Martin Ekvad

L'année 2015 a été une année très spéciale pour l'Office communautaire des variétés végétales (OCV) puisqu'il a célébré ses vingt ans d'existence. À cette occasion, l'OCV a organisé, en octobre, un séminaire durant lequel sont intervenus des orateurs de marque tels que Vytenis Andriukaitis, commissaire à la santé et à la sécurité alimentaire, Francis Gurry, directeur général de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) et secrétaire général de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV), et le député Czesław Siekierski, président de la commission de l'agriculture et du développement rural du Parlement européen. Cet événement festif a été l'occasion pour l'OCV de revenir sur les réalisations passées, qui n'auraient pas été possibles sans la coopération et le soutien constants des obtenteurs, des secteurs de l'agriculture et de la production végétale, des organisations partenaires au sein des États membres, du conseil d'administration (CA), de la Commission européenne et du Parlement européen.

L'OCV souhaite les remercier pour les progrès accomplis ensemble.

En vingt années seulement, l'OCV est passé d'un projet de démarrage mené par une poignée d'enthousiastes à une agence européenne stable, efficace et de grande qualité. L'OCV et le régime de protection des obtentions végétales de l'Union européenne (UE) jouissent d'une excellente réputation dans l'ensemble de la communauté des obtenteurs, à la fois au sein et en dehors de l'UE. Les conférenciers ayant participé au séminaire susmentionné ont souligné que le régime de protection des obtentions végétales de l'UE est devenu le plus important régime de ce genre dans le monde, invitant d'autres organisations internationales à atteindre l'excellence en matière de protection des obtentions végétales.

Ce vingtième anniversaire a également été l'occasion pour l'OCV de regarder vers l'avenir. Je suis convaincu que, outre l'important travail technique et juridique effectué par l'OCV, l'élaboration d'outils et de bases de données informatiques au profit des parties prenantes et du grand public jouera un rôle essentiel dans le futur de l'Office et dans le développement du régime de protection des obtentions végétales.


Quels que soient les défis que l'avenir nous réserve, soyez sûrs que l'OCV ne ménagera pas ses efforts pour aller de l'avant en s'appuyant sur les réussites du passé et pour veiller à ce que les vingt prochaines années soient tout aussi fructueuses que ces vingt premières.

Je suis ravi d'annoncer que le nombre de demandes reçues est resté élevé en 2015, avec 3 111 demandes au total. Le traitement de plus de 54 000 demandes depuis 1995 est un bon indice de la stabilité et de la viabilité du système.

L'OCV est parvenu à réduire sa réserve libre. Un résultat négatif escompté a été obtenu à la suite de réductions des taxes en 2013 et 2014. L'objectif à long terme de l'OCV est de maintenir la taxe de demande et la taxe annuelle à leur niveau actuel, tandis que les taxes relatives aux examens techniques seront ajustées aux coûts liés à la réalisation d'examens de la distinction, de l'homogénéité et de la stabilité (DHS). Cela témoigne à nouveau de l'engagement de l'Office de fournir un service à un coût minimal.

À la suite de décisions rendues par la Grande Chambre de recours de l'Office européen des brevets (OEB), qui ont mis en évidence les limites de ce qui peut être breveté en ce qui concerne les innovations dans le domaine végétal, l'OCW a organisé un séminaire sur le sujet à l'intention du CA et des observateurs au CA. Un autre séminaire sur le sujet, accessible à un plus large public, sera organisé par l'Office en 2017.

En 2015, l'OCW a organisé la réunion du groupe de travail technique de l'UPOV pour les espèces potagères (TWW) au centre d'affaires de Terra Botanica. Des experts du monde entier ont participé à cet événement, qui a duré une semaine. La ville d'Angers, en France, et sa région environnante se sont prêtées à cette visite. La visite du Groupe d'étude et de contrôle des variétés et des semences (GEVES) a par exemple été très appréciée. À la suite de l'organisation du TWW en 2015, que j'estime couronnée de succès, il a été demandé à l'OCW d'organiser la réunion du groupe de travail technique de l'UPOV sur les plantes fruitières (TWF) du 14 au 18 novembre 2016, demande à laquelle l'Office a répondu favorablement.

Pour obtenir des informations actualisées sur les activités de l'OCW, vous pouvez vous rendre sur le site internet de l'Office, parcourir son bulletin d'information, ainsi que suivre et dialoguer avec l'Office sur Twitter:  @CPVOTweets.

Enfin, je souhaiterais remercier tous ceux qui ont contribué aux travaux de l'OCW et l'ont soutenu tout au long de l'année 2015, en particulier le personnel de l'Office pour son excellent travail.



## 2. AVANT-PROPOS D'ANDREW MITCHELL, PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'OCW



Andrew Mitchell

J'ai eu l'immense plaisir d'accepter le rôle de président du conseil d'administration en octobre 2015, et je remercie mes collègues pour la confiance qu'ils m'ont accordée. J'ai eu l'honneur de présider ma première réunion à l'occasion du vingtième anniversaire de l'OCW et j'apprécie grandement le soutien du CA. J'aimerais en particulier remercier M<sup>me</sup> Bronislava Bátorová pour son excellent travail en tant que présidente au cours des trois dernières années.

Dans le courant de l'année 2015, le conseil d'administration a adopté un nombre important de décisions. Lors de sa réunion en mars, il a accepté de diminuer la taxe pour les demandes en ligne, qui est ainsi passée de 650 à 450 euros, à compter de janvier 2016. L'introduction du système de demandes en ligne par l'OCW en mars 2010 a été grandement appréciée par les clients. En 2015, un peu moins de 80 % de toutes les demandes ont été soumises en ligne, et l'objectif est de parvenir à 100 %. Il est important de souligner que le nombre élevé de demandes en ligne a permis à l'OCW de réduire ses délais de traitement et de rationaliser le travail administratif pour se concentrer davantage sur le service au client.

Le CA soutient pleinement l'engagement de l'Office en faveur de l'amélioration continue des examens DHS réalisés par son réseau d'offices d'examen. Un aspect spécifique de cet engagement est la recherche et le développement (R & D), qui visent à renforcer la qualité des examens DHS sans augmenter les coûts dans le réseau des essais. En 2015, le CA a fait un pas important dans cette direction en adoptant une stratégie de R & D révisée pour 2015-2020. Dans le cadre de la stratégie, le CA a adopté le mandat du groupe de travail ad hoc pour l'intégration de données moléculaires dans les examens DHS (Imoddus), dont la première réunion se tiendra en avril 2016. Le groupe de travail rassemblera des experts DHS, des chercheurs en biologie moléculaire et des obtenteurs afin de développer une nouvelle approche du développement et de l'intégration de techniques moléculaires dans les examens DHS.

Lors de sa réunion d'octobre, le CA a pris des décisions concernant les nouvelles règles pour les agents de liaison techniques, une politique révisée sur le matériel végétal soumis à des fins d'examen DHS et l'approbation des nouveaux membres de la Chambre de recours de l'OCW.

Je me réjouis particulièrement du fait que les nouvelles règles relatives à l'admission d'observateurs permettront de renforcer la transparence et la contribution lors des réunions des offices d'examen de l'OCW et des experts techniques.

Les offices d'examen saluent en particulier la modification du règlement financier de l'OCW, qui autorisera le paiement anticipé pour les examens techniques. Celui-ci sera mis en œuvre à travers le traitement et le paiement électroniques des factures afin de pouvoir faire face à l'augmentation éventuelle des tâches administratives.

Après la clôture du deuxième cycle d'audit des offices d'examen, qui a duré trois ans, il a été décidé de revoir les exigences de l'OCW en matière d'habilitation et de qualité. Le CA a aujourd'hui adopté les exigences révisées, qui fournissent des précisions et des ajustements pratiques sur la base de l'expérience de l'OCW et de ses offices d'examen. Ces exigences fixent les normes relatives aux examens DHS et le fonctionnement des offices d'examen, et régulent donc le régime de protection des obtentions végétales de l'UE. On ne peut trop insister sur l'importance et les avantages de l'exercice d'habilitation pour garantir la qualité des examens DHS dans l'Union européenne.

J'aimerais enfin remercier le personnel de l'OCW et les membres du CA et ses observateurs pour leur dévouement, leur travail acharné et leur précieuse contribution au cours de l'année.

### 3. L'OCVV FÊTE SON VINGTIÈME ANNIVERSAIRE

Le 1<sup>er</sup> octobre 2015, l'OCVV a célébré ses vingt années d'existence consacrées à la protection européenne des obtentions végétales. Vous trouverez ci-après une sélection de photos de cet événement. L'OCVV est heureux de remercier et de féliciter tous ceux qui ont contribué à ses activités et à ses réalisations au cours des vingt années passées. Il espère que sa collaboration fructueuse avec ses partenaires et parties prenantes se poursuivra pendant de très nombreuses années et que, ensemble, ils continueront de développer un environnement réglementaire mondial pour la protection des obtentions végétales.











## 4. LE RÉGIME DE PROTECTION COMMUNAUTAIRE DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

Le régime de protection communautaire des obtentions végétales (PCOV) a célébré ses vingt années d'existence en 2015. Depuis ses débuts, l'existence d'une procédure centralisée a rendu le régime de protection des obtentions végétales dans l'Union européenne très attractif pour les obtenteurs.

Ce régime accorde un droit d'exploitation exclusif sur une variété végétale, dans l'ensemble du territoire de l'UE, à travers la soumission d'une demande unique à l'OCVV.

L'objectif du régime de protection communautaire des obtentions végétales n'est pas de remplacer ni même d'harmoniser les systèmes nationaux, mais plutôt de coexister en tant qu'alternative. En effet, il est impossible pour le titulaire d'une variété d'exploiter simultanément une PCOV et un droit national ou un brevet lié à cette variété. Lorsqu'une PCOV est octroyée à une variété pour laquelle un droit ou un brevet national a déjà été accordé, ce dernier reste sans effet pour la durée de la PCOV.

Le régime de protection communautaire des obtentions végétales trouve sa base juridique dans le règlement (CE) n° 2100/94 du Conseil instituant un régime de protection communautaire des obtentions végétales (ci-après le «règlement de base»). À la réception d'une demande de PCOV, l'Office doit déterminer si la variété est nouvelle et si elle satisfait aux critères DHS. À la suite de l'examen formel et de fond de la demande, l'Office demande aux offices compétents des États membres ou à d'autres agences appropriées établies en dehors de l'UE de réaliser un examen technique pour déterminer les critères DHS. Pour éviter toute duplication inutile des tâches, lorsqu'un examen technique de ce genre est en cours — ou a déjà été effectué — pour cette variété à des fins officielles, l'Office peut, sous réserve de certaines conditions, en accepter les résultats en reprenant le rapport en question.

Toute personne peut adresser à l'Office une objection écrite à l'octroi d'une PCOV dans les délais spécifiés. Les motifs d'objection sont limités à l'allégation de non-satisfaction aux critères définis dans les articles 7 à 11 du règlement de base (DHS, nouveauté ou droit à la protection communautaire) ou d'inadéquation de la dénomination variétale proposée en raison de la présence de l'un des obstacles visés à l'article 63. Les auteurs des objections deviennent parties à la procédure de demande et peuvent avoir accès aux documents du dossier.

À l'exception de deux circonstances spécifiques permettant de former directement un recours devant la Cour de justice de l'Union européenne contre des décisions de l'Office, le droit de recours à l'encontre de ces décisions s'exerce devant une chambre de recours composée d'un président nommé par le Conseil de l'Union européenne et de deux autres membres sélectionnés par le président dans une liste établie par le conseil d'administration. Le destinataire d'une décision, ou toute autre personne directement et individuellement concernée par cette décision, peut former un recours à l'encontre de cette dernière. Après avoir examiné le recours, la Chambre de recours peut exercer tout pouvoir relevant de la compétence de l'Office ou remettre l'affaire entre les mains de ce dernier, qui est lié par la décision de la Chambre. Les décisions de la Chambre de

recours peuvent faire l'objet d'un recours devant la Cour de justice de l'Union européenne basée à Luxembourg. Les décisions de la Chambre de recours et de la Cour de justice sont publiées sur le site internet de l'OCW, dans la base de données de la jurisprudence de la protection des obtentions végétales (POV).

Le tableau figurant dans le chapitre 17 indique le nombre de recours déposés auprès de l'Office et les décisions prises par la Chambre de recours.

Une fois octroyée, la protection communautaire des obtentions végétales a une durée de vingt-cinq ans ou, dans le cas des pommes de terre, des vignes et des arbres, de trente ans. Ces périodes peuvent être prorogées pour cinq ans par voie législative pour des genres ou espèces spécifiques. Une PCOV a pour conséquence que certaines activités spécifiées liées aux constituants variétaux ou au matériel récolté de la variété nouvellement protégée nécessitent l'autorisation préalable du titulaire de la protection, sous réserve de certaines conditions et limites. La contrefaçon d'une PCOV habilite le titulaire de la protection à intenter une action de droit civil à l'encontre de l'auteur de la contrefaçon.

Les registres, ouverts au public, contiennent les détails de toutes les demandes reçues ainsi que de toutes les PCOV octroyées par l'Office. Tous les deux mois, l'Office publie le *Bulletin officiel de l'Office communautaire des variétés végétales*, qui contient les données consignées dans les registres. Les informations relatives aux demandes et aux titres en vigueur sont également disponibles dans une base de données accessible sur le site internet de l'Office.

## 5. LE CONSEIL D'ADMINISTRATION



Andrew Mitchell, Bistra Pavlovska, Martin Ekvad

L'Office est supervisé par un conseil d'administration composé de représentants de chaque État membre, de représentants de la Commission européenne, et de leurs suppléants respectifs. Le conseil d'administration contrôle les activités de l'Office. En particulier, il est responsable de l'examen du rapport de gestion du président, de l'adoption du budget de l'Office et de la décharge du président en ce qui concerne l'exécution du budget. De surcroît, il peut fournir des conseils, établir des règles concernant les méthodes de travail au sein de l'Office et publier des orientations en ce qui concerne les examens techniques, les comités de l'Office et des questions d'ordre général.

Le conseil d'administration s'est réuni à deux reprises à Angers en 2015, les 10 et 11 mars ainsi que les 30 septembre et 1<sup>er</sup> octobre.

Lors de la réunion des **10 et 11 mars**, les membres du conseil d'administration ont élu leurs nouveaux président et vice-président pour les trois années à venir. M. Andrew Mitchell, originaire du Royaume-Uni, a été élu président du conseil d'administration et M<sup>me</sup> Bistra Pavlovska, originaire de Bulgarie, a été élue vice-présidente. Les deux mandats courent à partir du 12 mars 2015.

Au cours de cette session, les membres du conseil d'administration ont adopté:

- l'analyse et l'évaluation du CA, incluses à partir de 2015 dans le rapport d'activité annuel consolidé;
- la décharge du président de l'OCW pour l'exécution du budget 2013;
- la proposition visant à modifier le règlement (CE) n° 1238/95 de la Commission du 31 mai 1995 établissant les règles d'exécution du règlement (CE) n° 2100/94 du Conseil en ce qui concerne les taxes dues à l'Office communautaire des variétés végétales (ci-après le «règlement sur les taxes») pour fixer la taxe de demande à 450 euros pour les demandes en ligne et à 650 euros pour les demandes sur support papier à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016;
- la stratégie de R & D révisée en lien avec le (co)financement de l'OCW de projets de R & D pour la période 2015-2020;
- le mandat du groupe de travail Imoddu;
- les lignes directrices de la Commission concernant les cadeaux et les offres d'hospitalité destinés aux membres du personnel de l'OCW;
- la liste des 31 experts techniques impliqués dans le service d'audit qualité de l'OCW pour la période 2015-2018;
- l'habilitation des offices d'examen suivants:
  - a) l'Agence exécutive pour l'examen des variétés — Inspection sur le terrain et contrôle des semences (Bulgarie),
  - b) le GEVES (France);
- le rapport d'examen du service d'audit qualité pour 2014;
- huit nouveaux protocoles techniques: CPVO-TP/089/1 — *Brassica napus* L. var. *napobrassica* (L.) Rchb.; CPVO-TP/106/1 — *Beta vulgaris* L. var. *cicla* L. (Ulrich); CPVO-TP/116/1 — *Scorzonera hispanica* L.; CPVO-TP/155/1 — *Cucurbita maxima* Duch.; CPVO-TP/269/1 — *Vriesea* Lindl.; CPVO-TP/279/1 — *Canna* L.; CPVO-TP/298/1 — *Mandevilla sanderi* (Hemsl.) Woodson, *Mandevilla xamabilis* (Backh. & Backh. f.) Dress; CPVO-TP/299/1 — *Hosta* Tratt;

- la révision de six protocoles techniques: CPVO-TP/198/2 — *Allium schoenoprasum* L.; CPVO-TP/007/2 Rev. — *Pisum sativum* L.; CPVO-TP/064/2 Rev. — *Raphanus sativus* L. var. *sativus*, *Raphanus sativus* L. var. *niger* (Mill.) S. Kerner; CPVO-TP/108/3 — *Gladiolus* L.; CPVO-TP/053/2 Rev. — *Prunus persica* (L.) Batsch.; CPVO-TP/187/2 — *Prunus* L.;
- l'habilitation des offices d'examen proposés par l'OCW pour l'examen de 36 nouvelles espèces.

Les membres du conseil d'administration ont également pris acte:

- du rapport d'activité annuel consolidé pour 2014;
- des comptes provisoires pour 2014;
- du projet d'ordre du jour du séminaire de juin 2015 sur l'interface entre les brevets et les protections d'obtentions végétales;
- du rapport relatif au projet de R & D sur la rose pour la période 2011-2014; ils ont approuvé le report pour un an de l'adoption de la proposition visant à mettre un terme au stockage systématique d'échantillons d'acide désoxyribonucléique (ADN) de roses au profit d'un stockage sur une base volontaire, les coûts étant supportés par le demandeur/l'obteneur;
- de la demande de coopération de l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) (une proposition de coopération détaillée devrait être élaborée et présentée lors d'une prochaine réunion du CA);
- des informations relatives au vote au sein du Parlement européen concernant les excédents des agences autofinancées devant être versés au budget général de l'Union européenne. Les membres du CA s'attendent à être tenus informés du suivi qu'il y a lieu d'assurer;
- des dernières évolutions concernant le traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture et le protocole de Nagoya.

Ils ont en outre:

- convenu d'adopter la planification pluriannuelle des effectifs par procédure écrite, puisque certaines modifications devaient être incluses par l'OCW lors de la réunion;
- accepté la proposition faite par l'OCW de poursuivre, pour une période de temps illimitée, la coopération avec l'Association royale néerlandaise de bulbiculture (KAVB) dans le cadre de la coopération renforcée en matière de dénominations variétales;
- accepté la proposition de l'OCW visant à modifier les règles relatives aux agents de liaison techniques;
- pris acte de l'élaboration d'une politique d'indépendance axée sur les secteurs plus sensibles (y compris le CA) par l'OCW dans le but d'identifier les risques au sein de l'Office et d'agir pour gérer ces risques;
- pris acte du retrait formel de la proposition relative au matériel de reproduction des végétaux le 7 mars 2015 et de l'absence, jusqu'à présent, de décision quant à la marche à suivre;
- été informés du fait que l'OCW aura désormais recours aux services de l'auditeur interne de l'Office de l'harmonisation dans le marché intérieur (marques, dessins et modèles) (OHMI) pour réaliser ses audits internes;
- reçu suffisamment de preuves démontrant que la réorganisation des examens DHS en Irlande du Nord n'aura pas d'incidence négative sur les examens en cours.



Enfin, les membres du conseil d'administration ont été invités à transmettre des observations écrites à l'OCW concernant deux documents qui seront adoptés lors d'une prochaine réunion:

- le rapport du groupe de travail législatif ad hoc pour les questions législatives;
- le projet d'exigences révisées en matière d'habilitation (dans le cadre du système d'audit qualité).

Lors de la réunion des **30 septembre et 1<sup>er</sup> octobre**, les membres du conseil d'administration ont adopté:

- le règlement financier révisé de l'OCW et ses modalités d'application;
- le projet de budget pour 2016;
- la décision relative à l'admission d'observateurs aux réunions annuelles des experts techniques et des offices d'examen de l'OCW;
- la politique sur le statut du matériel végétal utilisé à des fins d'examen DHS;
- la politique en matière de prévention et de gestion des conflits d'intérêts;
- les règles modifiées relatives à la désignation d'agents de liaison techniques;
- l'habilitation des offices d'examen suivants:
  - a) le Bundesamt für Ernährungssicherheit (BAES) (Autriche),
  - b) l'université d'Aarhus-Aarslev (AU) (Danemark),
  - c) l'Autorité finlandaise de la sécurité alimentaire (EVIRA) (Finlande),
  - d) le Centro di Ricerca per la Frutticoltura (CRA-FRU) (Italie),
  - e) le Department of Agriculture, Food and the Marine (Irlande),
  - f) le Centro di Ricerca per la Viticoltura (CRA-VIT) (Italie),
  - g) l'Office suédois de l'agriculture (Suède),
  - h) le Consiglio per la Ricerca in Agricoltura e l'analisi dell'economia agraria, Centro di Sperimentazione e Certificazione delle Sementi (CRA-SCS) (Italie);
- le manuel de procédure révisé du service d'audit qualité, qui comprend l'accès du public aux documents figurant dans le système d'audit qualité;
- les exigences révisées en matière d'habilitation (dans le cadre du système d'audit qualité);



Réunion du conseil d'administration, mars 2015, Angers, France

- la révision de sept protocoles techniques: CPVO-TP/016/3 Rev. — *Oryza sativa* L.; CPVO-TP/019/4 Rev. — *Hordeum vulgare* L. *sensu lato*; CPVO-TP/020/2 Rev. — *Avena sativa* L., *Avena nuda* L.; CPVO-TP/025/2 Rev. — *Dianthus* L.; CPVO-TP/039/1 New — *Festuca pratensis* Huds, *Festuca arundinacea* Schreb; CPVO-TP/109/1 Rev. — *Pelargonium grandiflorum*; CPVO-TP/263/1 Rev. — *Buddleja* L.;
- la décision relative à la composition des cinq comités décisionnels de l'OCW pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2016 au 31 décembre 2020;
- la liste des 23 membres qualifiés de la Chambre de recours pour la période allant du 23 février 2016 au 22 février 2021;
- une procédure pour l'adoption des procès-verbaux du CA sans débat.

Ils ont en outre:

- convenu que le rapport du groupe de travail législatif ad hoc ne serait pas formellement adopté (il en sera fait mention dans une note de couverture, et le rapport sera disponible sur demande);
- convenu de créer un groupe de travail ad hoc afin de définir la portée d'éventuels développements de la base de données Variety Finder;
- convenu de créer un groupe de travail ad hoc afin de réviser les orientations relatives aux dénominations variétales et leurs notes explicatives;
- convenu du principe d'établir une période de rodage lors de l'adoption de caractères de résistance aux maladies signalés par un astérisque ajoutés aux protocoles techniques de l'OCW pour les espèces potagères;
- décidé qu'un autre séminaire sur l'interface entre les brevets et les protections d'obtentions végétales serait organisé par l'OCW en 2017;
- décidé de ne pas modifier les règles actuelles relatives aux observateurs aux réunions du CA;
- décidé de reporter l'adoption de la stratégie antifraude de l'OCW à une prochaine réunion.

Les membres du conseil d'administration ont également pris acte:

- du rapport du président de l'OCW ainsi que de ses statistiques;
- du programme de travail annuel de l'OCW pour 2016;
- de l'avancement de deux projets de R & D cofinancés par l'OCW;
- de l'avancement du processus de centralisation de l'examen DHS pour les petites espèces ornementales;
- de la date de la première réunion du groupe de travail Imoddu, qui se tiendra le 21 avril 2016. Les personnes qualifiées possédant une expérience pertinente qui souhaitent participer à ces réunions ont été invitées à envoyer leur candidature à l'OCW;
- de la procédure actuelle d'évaluation des offices d'examen basés dans des pays tiers avant d'instaurer une coopération technique. À un stade ultérieur, le sujet devrait être examiné dans le cadre de la proposition de la Commission visant à modifier le règlement (CE) n° 874/2009 de la Commission.

Enfin, les représentants du Luxembourg au conseil d'administration ont présenté oralement le programme de la présidence luxembourgeoise du Conseil en ce qui concerne les droits des obtenteurs.

#### Président du conseil d'administration

M<sup>me</sup> B. Bátorová jusqu'au 11 mars 2015

M. A. Mitchell depuis le 12 mars 2015

#### Vice-président du conseil d'administration

M. A. Mitchell jusqu'au 11 mars 2015

M<sup>me</sup> B. Pavlovska depuis le 12 mars 2015

#### Membres du conseil d'administration

Belgique M<sup>me</sup> F. De Schutter  
M<sup>me</sup> M. Petit (suppléante)

Bulgarie M<sup>me</sup> B. Pavlovska  
M. T. Gadev (suppléant)

République tchèque M. D. Jurecka  
M<sup>me</sup> R. Safarikova (suppléante)

Danemark M. G. Deneken jusqu'au 30 juin 2015  
M<sup>me</sup> K. Riskaer depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2015  
M. E. Lawaetz (suppléant jusqu'au 30 juin 2015)  
M<sup>me</sup> M. L. Sonne (suppléante depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2015)

Allemagne M. U. von Kröcher  
M. H. Freudenstein (suppléant)

Estonie M<sup>me</sup> L. Puur  
Poste de suppléant vacant

Irlande M. D. Coleman  
M. J. Claffey (suppléant)

Grèce M. E. Pilatos  
M<sup>me</sup> A. Georgoula (suppléante)

Espagne M<sup>me</sup> E. Esteban Rodrigo  
M. L. Salaices Sanchez (suppléant)

France M. A. Tridon  
M<sup>me</sup> A. Chan-Hon-Tong (suppléante)

Croatie M. I. Delic  
Poste de suppléant vacant

Italie M<sup>me</sup> I. Pugliese  
Poste de suppléant vacant

Chypre M. C. Christou  
M. C. Nicolaou (suppléant)

Lettonie M<sup>me</sup> S. Kalinina  
M<sup>me</sup> D. Bajale (suppléante)

Lituanie M<sup>me</sup> S. Juciuvienė  
M<sup>me</sup> I. Kemeziene (suppléante)

Luxembourg M. M. Weyland  
M. F. Kraus (suppléant)

Hongrie	M. Z. Csűrös M. S. Farkas (suppléant)
Malte	M <sup>me</sup> M. Delia M. C. Leone Ganado (suppléant jusqu'au 1 <sup>er</sup> octobre 2015) M. M. Cardona (suppléant depuis le 2 octobre 2015)
Pays-Bas	M. M. Valstar M. K. van Ettekoven (suppléant)
Autriche	M. P. Zach M. H. Luftensteiner (suppléant)
Pologne	M. E. Gacek M. M. Behnke (suppléant)
Portugal	M <sup>me</sup> A. P. Cruz de Carvalho M <sup>me</sup> C. Sà (suppléante)
Roumanie	M. M. Popescu M <sup>me</sup> M. Ciora (suppléante)
Slovénie	M <sup>me</sup> J. Cvelbar M <sup>me</sup> H. Rakovec (suppléante)
Slovaquie	M <sup>me</sup> B. Bátorová M <sup>me</sup> L. Gasparova (suppléante)
Finlande	M <sup>me</sup> T. Hietaranta M. M. Puolimatka (suppléant)
Suède	M. J. Weibull M <sup>me</sup> C. Knorpp (suppléante)
Royaume-Uni	M. A. Mitchell M <sup>me</sup> E. Nicol (suppléante)
Commission européenne	M. L. Miko M <sup>me</sup> D. Simion (suppléante)

## 6. ORGANISATION DE L'OCVV

En décembre 2015, l'Office employait 45 personnes: 10 fonctionnaires et 35 agents temporaires. Douze nationalités des États membres de l'UE étaient représentées.

Sous la direction générale de son président, assisté du vice président, l'organisation interne de l'Office repose sur trois unités et plusieurs services d'appui, notamment un service responsable de l'audit qualité des offices d'examen. Placé sous la responsabilité administrative du président, ce service reste néanmoins indépendant pour ce qui est de ses activités d'audit.

Les tâches principales de l'**unité technique** sont les suivantes: coordination générale des différents secteurs techniques du régime de protection communautaire des obtentions végétales, réception et vérification des demandes de protection, organisation des examens techniques ou des reprises de rapports, organisation des examens des dénominations variétales, préparation des décisions d'octroi de protection, tenue des registres de l'Office, production de publications techniques officielles, relations avec les demandeurs, les offices nationaux, les parties prenantes et les organisations internationales, participation active aux comités internationaux d'experts techniques et coopération au développement d'analyses et d'études techniques destinées à améliorer le système (à savoir les projets de R & D de l'OCV). En outre, des conseils sont donnés aux États membres en rapport avec les propositions de dénominations variétales reçues dans le cadre des listes nationales et des droits des obtenteurs nationaux.

L'**unité «Administration»** est composée des trois sections suivantes:

- la section administrative, qui s'occupe des marchés publics, de l'organisation des publications de l'Office, de l'administration, de la gestion et du suivi de l'inventaire des biens meubles et immeubles de l'Office, et de l'administration des ressources logistiques et opérationnelles en vue d'assurer le bon fonctionnement de l'Office;
- la section financière, qui s'occupe de la gestion des transactions financières, de la gestion de la trésorerie, de la tenue de la comptabilité budgétaire et générale et de l'élaboration des budgets et des documents financiers ainsi que de la gestion du système de taxes;
- la section informatique, qui assure le bon fonctionnement de l'Office sur le plan informatique. Ses tâches incluent: l'analyse des besoins de l'Office en matière de matériel informatique et de logiciels; la conception, le développement et l'installation de nouveaux programmes spécifiques à l'Office; le développement et la maintenance des sites internet de l'Office; l'installation de programmes standards; l'entretien et la gestion du parc informatique; la sécurisation du système informatique; le service d'aide aux utilisateurs; ainsi que la collaboration interinstitutionnelle en matière informatique.

L'**unité juridique** dispense des conseils juridiques au président et aux autres membres du personnel de l'Office, en principe sur des questions liées au régime de protection communautaire des obtentions végétales, mais également sur des points d'ordre administratif. Elle émet des interprétations et des avis juridiques et rédige également des projets d'actes législatifs; elle participe à divers comités de l'OCV afin de veiller au respect des procédures et du droit de l'UE; elle gère l'administration des objections aux demandes de PCOV et assure le secrétariat de la Chambre de recours de l'Office.

Le **service des ressources humaines** assure l'administration et la gestion des ressources humaines de l'Office en conformité avec le statut des fonctionnaires de l'Union européenne et le régime applicable aux autres agents de l'Union.

Le **service des relations publiques** est responsable de la communication externe et des manifestations (bulletins de l'OCW, rapport annuel, salons, etc.).

Le **service d'audit qualité** est chargé de vérifier que les offices d'examen satisfont aux normes de qualité requises pour la fourniture de services à l'OCW, s'agissant de la vérification de la conformité des variétés candidates aux critères de distinction, d'homogénéité et de stabilité (DHS), en plus de la nouveauté.

En 2015, l'OCW a accueilli sept stagiaires qui ont intégré l'Office dans le cadre du programme de stages permettant aux jeunes diplômés universitaires d'y acquérir une expérience pour une période maximale de six mois. Au 31 décembre 2015, trois d'entre eux étaient toujours présents. L'OCW a également employé deux agents intérimaires (contrats pour des périodes limitées), l'un au sein du service des ressources humaines et l'autre au sein de l'unité juridique, ainsi qu'un consultant externe en informatique à mi-temps. Un expert national détaché, originaire d'Allemagne, est également arrivé à l'Office le 1<sup>er</sup> octobre.

En 2015, l'OCW a préparé un rapport social contenant des informations relatives au renouvellement du personnel, à l'environnement de travail et à des questions sociales concernant l'OCW. Les différents thèmes abordés dans le rapport étaient: l'emploi (membres du personnel, procédure de recrutement, personnel rejoignant ou quittant l'OCW, promotions, absentéisme, équilibre hommes/femmes); les conditions de travail (heures prestées, temps partiel, congé parental, télétravail); la formation (formations linguistiques, informatiques et autres); les relations professionnelles (comité du personnel). Les rapports sociaux de l'OCW de 2006 à 2015 peuvent être consultés sur le site internet de l'OCW sous la rubrique «Rapports annuels».



**Stefan Haffke**  
Expert national détaché  
Unité technique



**Alejandra Aluja**  
Agent intérimaire  
Unité juridique



**Rosamund Gilonis**  
Agent intérimaire  
Service des ressources  
humaines



**Sara Kalvachova**  
Stagiaire  
Unité «Administration»



**Dimitra Koulinopoulou**  
Stagiaire  
Délégué à la protection  
des données

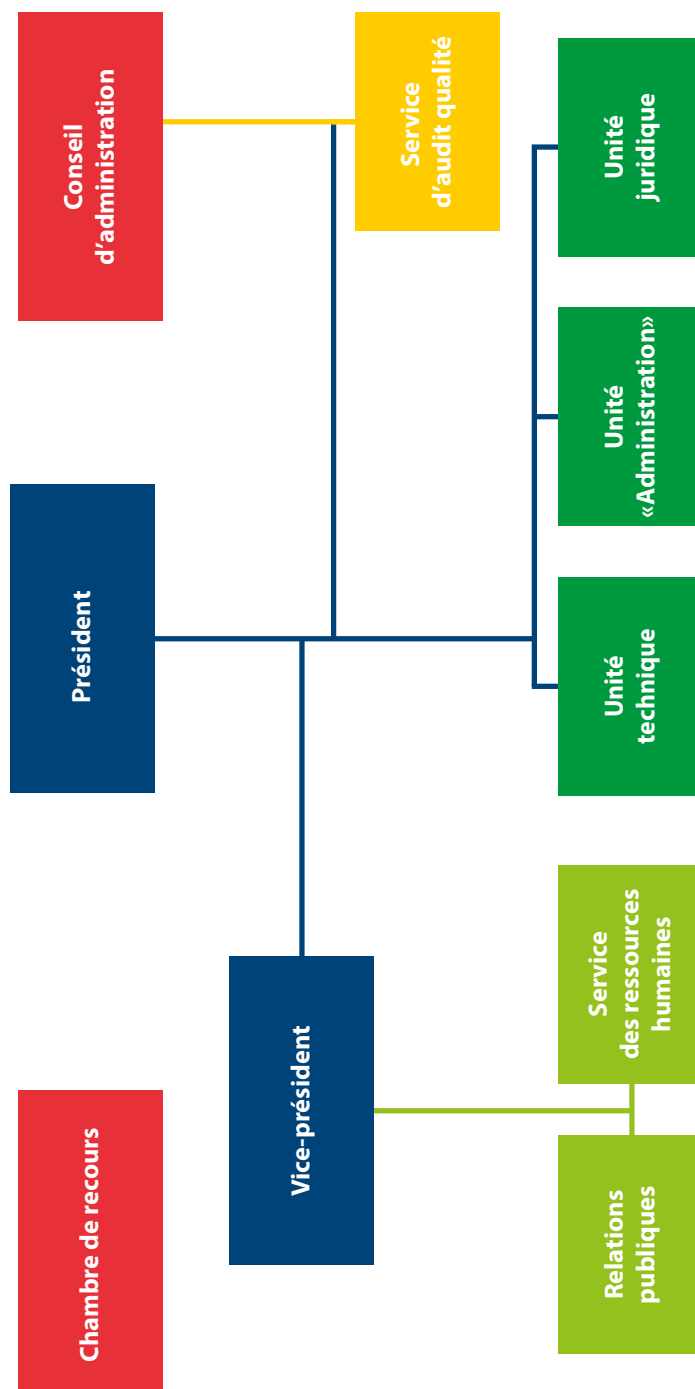


**Jakub Puzniak**  
Stagiaire  
Unité «Administration»



**Maël Godard**  
Consultant externe  
Unité «Administration»  
(section informatique)

## ORGANIGRAMME DE L'OCVV





# PRÉSIDENCE



**Président**  
Martin Ekvad



**Vice-président**  
Carlos Godinho



**Assistante  
de la présidence**  
Cyrille Antoine



**Assistante  
de la présidence**  
Aoife Kearney

# SERVICE D'AUDIT QUALITÉ



**Chef du service d'audit qualité/  
Délégué à la protection des données**  
Gerhard Schuon

# SERVICES D'APPUI



**Service des ressources  
humaines**  
Deirdre Killeen



**Service des ressources  
humaines**  
Anna Verdini



**Relations publiques/  
Formation**  
Fabienne Santoro

# UNITÉ JURIDIQUE



**Chef de l'unité juridique**  
Francesco Mattina



**Assistante de l'unité  
juridique**  
Marleen  
Van de Meulebroeke



**Conseillère juridique**  
Muriel Lightbourne



**Chambre de recours/  
Audit qualité**  
Véronique Doreau

# UNITÉ «ADMINISTRATION» (UA)



**Chef de l'UA**  
James Moran



**Assistante du chef  
de l'UA**  
Béatrice Hodet



**Comptabilité**  
Valérie De Caestecker



**Comptabilité**  
Laurence Dumont



**Comptabilité**  
Anne-Marie Fernandez



**Administration/  
Logistique**  
Thierry Cluzeau



**Administration/  
Logistique**  
Isabelle Lanteri



**Administration/  
Logistique**  
Gil Oliveira



**Administration/  
Logistique**  
Manuel Soares Teixeira



**Évaluation/Audit  
et contrôles internes**  
Roseline Fagel



**Finances**  
Ekaterina Mantziaris



**Service informatique**  
Sébastien Beugnier



**Service informatique**  
Patrick Lecoq

















**Service informatique**  
Laura Naie



**Service informatique**  
Marc Rouillard



# UNITÉ TECHNIQUE (UT)

	<b>Chef de l'UT</b> Dirk Theobald		<b>Chef adjoint de l'UT</b> Jean Maison		<b>Assistante du chef de l'UT</b> Aline Noguès		<b>Espèces agricoles</b> Anne Weitz		<b>Dénominations</b> Carole Bonneau		<b>Dénominations</b> Rudi Caes		<b>Dénominations</b> Bénédicte Legrand
	<b>Espèces fruitières et ornementales</b> Urszula Braun-Młodecka		<b>Espèces fruitières et potagères</b> Sergio Semon		<b>Espèces ornementales</b> Laetitia Denécheau		<b>Espèces fruitières et ornementales</b> Jens Wegner		<b>Registre</b> Pierre-Emmanuel Fouillé		<b>Registre</b> Anne Gardener		<b>Registre</b> Nadège Grantham
	<b>Registre</b> Francesco Saldi		<b>Assistante de l'UT</b> Ghislaine Guilbert		<b>Assistante de l'UT</b> Francesca Rampazzi		<b>Assistante de l'UT</b> Laurence Théodore						

NB: L'organigramme ci-dessus reprend les membres du personnel de l'OCVV occupant, au 31 décembre 2015, un poste de fonctionnaire ou d'agent temporaire.

## 7. SERVICE D'AUDIT QUALITÉ

Le service d'audit qualité est chargé de l'exécution du programme d'audit de qualité de l'Office. Il mène des évaluations régulières au niveau des offices d'examen afin de vérifier que ces derniers satisfont aux exigences en matière d'habilitation lorsqu'ils examinent la conformité des variétés candidates aux critères DHS. Les évaluations portent sur tous les travaux liés aux activités DHS pour les espèces relevant du champ d'habilitation des offices.

### 7.1. Évaluation des offices d'examen

Chacune des treize évaluations réalisées en 2015 comprenait des visites d'audit régulières conformément au cycle triennal, mais également des évaluations réalisées à la suite de demandes d'extension du champ d'habilitation introduites par des offices d'examen. Le cas échéant, des observations d'audit ont été adressées aux offices d'examen. Les recommandations d'habilitation présentées aux membres du conseil d'administration étaient toutes positives, malgré la réduction de plusieurs champs d'habilitation.

Un examen des exigences en matière d'habilitation a été réalisé en 2015, et une version actualisée a été adoptée par le CA en octobre.

### 7.2. Programme d'audit

Les audits réalisés en 2015 sont venus compléter le deuxième cycle d'audits (2013-2015). Le calendrier des visites suivait de près celui du premier cycle, avec cependant un décalage pour s'assurer que les audits des différents offices habilités étaient réalisés à un autre moment de l'année que l'audit initial. Dans la même perspective, les équipes d'évaluation et les échantillons d'évaluation différaient pour donner une vue complète des travaux des offices d'examen.



Formation d'audit pour les experts techniques, janvier 2016



Formation d'audit pour les experts techniques, janvier 2016

La diminution du nombre d'experts techniques impliqués dans les évaluations, qui avait déjà été remarquée en 2014, a donné lieu au lancement anticipé de l'appel à manifestations d'intérêt. Les experts techniques identifiés par le biais de cette procédure ont été nommés par le CA pour le restant du deuxième cycle et pour le prochain cycle, soit jusqu'à la fin de 2018. Ces experts, originaires de 14 États membres, constituent une réserve d'expertise technique dans tous les domaines de l'examen des variétés. Une formation à l'intention des experts techniques a été organisée à la fin de 2015. En raison des préoccupations en matière de sécurité au moment où devait se tenir la réunion à Paris (France), celle-ci a dû être reportée au début de 2016.

Le CA a décidé de récupérer 50 % des coûts du programme d'audit à travers des honoraires d'audit. En préparation à la mise en œuvre de ces honoraires au début de 2016, des estimations détaillées du montant des taxes individuelles ont été fournies aux offices d'examen dans le cadre de l'exercice de calcul des coûts de 2015.

#### Liste des experts techniques pour le programme d'évaluation du service d'audit qualité 2015-2018 (situation au 31 décembre 2015)

Prénom	Nom	Nationalité	Mandat jusqu'à la fin de
John	Austin	UK	2015
Lubomir	Basta	SK	2018
Luigi	Bavaresco	IT	2018
Henk	Bonthuis	NL	2018
Julia	Borys	PL	2018
Richard	Brand	FR	2018
David	Calvache	ES	2018
Andreja	Cerenak	SI	2018
Alexandra	Chatzigeorgiou	EL	2018
Pedro Miguel	Chome Fuster	ES	2015
Anne-Lise	Corbel	FR	2018
Henk	de Greef	NL	2018
Miguel	Diaz Morant	ES	2018
Anabela	dos Santos Rodrigues Rocha	PT	2018
Antonio	Escolano	ES	2018
Zsuzsanna	Füstös	HU	2018
Trevor	Gilliland	UK	2015
Joël	Guiard	FR	2018
Marianna	Jakubova	SK	2018

Prénom	Nom	Nationalité	Mandat jusqu'à la fin de
Bogna	Kowalczyk	PL	2018
Karolina	Lenartowicz	PL	2018
Clarisse	Maton	FR	2018
Andrea	Menne	DE	2018
Jesus	Merida	ES	2018
Daniel	Palmero	ES	2015
Hilary	Papworth	UK	2018
Andrea	Povolna	CZ	2018
Karin	Riemer	DE	2018
Ivana	Rukavina	HR	2018
Erik	Schulte	DE	2018
Elizabeth	Scott	UK	2018
Zsolt	Szani	HU	2018
Jutta	Taferner-Kriegl	AT	2018
Swenja	Tams	DE	2018
Amanda	van Dijk	NL	2015
Nico	van Marrewijk	NL	2015
Arnold JP	van Wijk	NL	2015
Brian George	Waters	UK	2015
Jennifer	Wyatt	UK	2018

## 8. PROJETS DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT

En 2015, l'Office a reçu plusieurs demandes de (co)financement de projets de recherche et de développement (R & D) au titre des règles, établies par le conseil d'administration en 2002 et révisées en 2009, relatives au soutien financier de projets revêtant un intérêt pour le régime de protection communautaire des obtentions végétales. Dans le présent chapitre, l'Office présente des informations actualisées sur les projets en cours et les mesures de suivi qui ont été prises en 2015 au sujet des projets déjà achevés.

### 8.1. Révision de la stratégie de recherche et de développement de l'OCVV

Dans le but d'optimiser la qualité tout en réduisant les coûts des examens DHS au sein du réseau d'offices d'examen de l'OCW, de renforcer la protection des obtentions végétales dans l'UE et de faciliter l'application, le conseil d'administration a adopté en mars 2015 une stratégie de R & D révisée en lien avec le (co)financement de l'OCW de projets de R & D pour la période 2015-2020.

La nouvelle stratégie de R & D considère les développements suivants comme prioritaires:

- la mise en place de bases de données partagées en ligne des collections de références accessibles aux offices d'examen habilités;
- l'utilisation de techniques biomoléculaires pour la gestion des collections de référence, l'identification de matériaux de référence et l'application et le soutien des évaluations DHS;
- l'amélioration et l'harmonisation des méthodologies et des procédures incluses dans les protocoles techniques de l'OCW.

L'OCW considère ces développements comme extrêmement importants pour l'amélioration continue du régime de protection des obtentions végétales de l'UE. Afin de contribuer à la mise en œuvre du deuxième objectif, le CA a décidé de créer le groupe de travail ad hoc Imoddis. Ce groupe de travail est ouvert aux experts des offices d'examen habilités possédant des connaissances et une expérience pratique de l'utilisation des techniques biochimiques et moléculaires dans l'examen DHS, ainsi qu'aux spécialistes du secteur de l'obtention végétale et des universités possédant une expérience de l'utilisation de ces techniques dans le cadre d'études de variétés végétales. La première réunion devrait avoir lieu en avril 2016.

### 8.2. Projets approuvés en 2015

#### «Étude de cas sur les distances minimales entre les variétés ornementales et fruitières reproduites par voie végétative»

Ce projet a été approuvé en novembre 2015. Il se concentrera sur les effets possibles de l'introduction de distances minimales conformément à la position de la Communauté internationale des obtenteurs de plantes ornementales et fruitières à reproduction asexuée





Examens DHS sur le pelargonium, Allemagne



Examens DHS sur la pomme de terre, Allemagne

(Ciopora) sur les distances minimales pour trois espèces reproduites par voie végétative: la pomme (fruit), la rose (fleur coupée et roses d'extérieur) et le Pelargonium (plante en pot). Le nouveau projet est coordonné par le Naktuinbouw (Pays-Bas), avec la collaboration des partenaires suivants: le Bundessortenamt (Allemagne), le GEVES (France), l'Institut central de contrôle et d'examen des produits agricoles (ÚKZÚZ) (République tchèque), l'Institut national de botanique agricole (NIAB) (Royaume-Uni) et la Ciopora. Le rapport final devrait être prêt en novembre 2016.

Le document de position de la Ciopora sur les distances minimales introduit le souhait de passer de la définition actuelle, axée sur la botanique, de l'exigence selon laquelle une variété doit être clairement distincte à un système qui tient uniquement compte des caractères qui présentent une certaine importance commerciale convenue pour les espèces concernées. Ce projet vise à tester la faisabilité de l'application de cette approche et à identifier les éventuels problèmes. La réunion de démarrage s'est tenue le 1<sup>er</sup> décembre 2015.

L'analyse sera fournie dans des projets de rapport pour chaque office d'examen, qui feront l'objet d'une discussion lors d'une réunion conjointe avec les participants, la Ciopora et l'OCW. Un rapport final sera élaboré en 2016.

### 8.3. Projets en cours en 2015

#### **«Une base de données européenne sur les pommes de terre en tant que collection centralisée de variétés notoirement connues»**

Ce projet, approuvé au début de 2014, fait suite au projet achevé intitulé «Construction d'un microsatellite intégré et élaboration d'une base de données des caractères morphologiques clés des variétés de pommes de terre dans le catalogue commun de l'UE». Il a été lancé par l'OCW (coordinateur) et implique les neuf offices d'examen habilités pour la pomme de terre: le Naktuinbouw (Pays-Bas), l'institut de science et de conseil pour l'agriculture écossaise (SASA) (Royaume-Uni), le Bundessortenamt (BSA) (Allemagne), le Centre de recherche pour les examens de cultivars (Coboru) (Pologne), l'Office espagnol des variétés végétales (OEW) (Espagne), le Service pour l'agriculture et l'alimentation

(DAF) (Irlande), l'Agence autrichienne pour la santé et la sécurité alimentaire (AGES) (Autriche), l'ÚKZÚZ (République tchèque), l'Institut central de contrôle et d'examen des produits agricoles (UKSUP) (Slovaquie) et l'Association européenne des semences (ESA).

Il a pour but de créer et de tenir à jour une base de données européenne pour les variétés de pommes de terre, contenant des données morphologiques et moléculaires et des images de germes, ainsi qu'une collection d'échantillons d'ADN de ces variétés.

La base de données complète et actualisée en tant que collection centralisée des données morphologiques et moléculaires des variétés notoirement connues constituerait un outil précieux pour l'organisation efficace des examens DHS par les offices d'examen en fournissant des résultats fiables pour une culture sans collection de référence vivante. Le recours à une base de données centralisée améliorerait la qualité et devrait réduire les coûts des examens DHS en l'absence de maintien de plusieurs bases de données nationales. De plus, outre son utilité pour les examens DHS, une partie de la base de données (profils moléculaires) pourrait être utilisée par les détenteurs de titres pour défendre leurs droits.

La quatrième réunion d'experts en pommes de terre a été organisée les 27 et 28 mai 2015 par l'AGES à Vienne, en Autriche. Elle a réuni 26 participants provenant d'offices d'examen habilités et de deux associations d'obteneurs (l'ESA et Plantum). La base de données sur les pommes de terre étant un projet pilote de collaboration entre un nombre important de partenaires, des discussions intenses ont eu lieu. Celles-ci portaient essentiellement sur les accords à conclure entre les partenaires du projet (les offices d'examen et l'ESA), d'une part, et les laboratoires effectuant les travaux moléculaires, d'autre part, ainsi que sur des questions très pratiques en matière de collecte des données, telles que la soumission d'échantillons, la diffusion des résultats obtenus et le fonctionnement de la base de données. La cinquième réunion a eu lieu à Angers, en France, le 23 septembre, en coordination avec la réunion annuelle des experts agricoles de l'OCV, principalement pour débattre des accords.

Le rapport final relatif à ce projet de R & D sera disponible au début de 2016. Il a été convenu que les travaux seront poursuivis dans le cadre d'un projet de suivi en 2016-2017.

**«Création d'une base de données commune sur le maïs pour les études DHS dans le cadre d'un partenariat entre la République tchèque, la Hongrie, la Slovaquie et l'Office communautaire des variétés végétales»**

Ce projet a été formellement approuvé par l'OCV en mars 2014. Il est coordonné par l'ÚKZÚZ et fait l'objet de partenariats avec l'Office national pour la sécurité de la chaîne alimentaire (NÉBIH) (Hongrie) et l'UKSUP (Slovaquie).



Maïs

Il a pour but d'établir une base de données commune sur le maïs pour les études DHS dans le cadre d'un partenariat entre la République tchèque, la Hongrie, la Slovaquie et l'OCW. Cette base de données devrait contenir des descriptions morphologiques harmonisées des lignées de maïs et hybrides provenant de tous les pays participants conformément au protocole technique de l'OCW. Elle sera mise à jour régulièrement et pourra être consultée en ligne par chaque partenaire et l'OCW. Chaque partenaire pourrait donc être uniquement responsable de la conservation physique sur son propre site des semences des variétés correspondant à ses conditions climatiques qui ne seraient pas conservées dans les autres offices d'examen. Durant l'exécution du projet, un échange d'informations et d'expériences est prévu avec des experts des trois offices d'examen partageant déjà une base de données sur le maïs. Le projet sera finalisé en février 2016.

#### **«Analyse de l'impact des endophytes sur le phénotype des variétés de *Lolium perenne* et *Festuca arundinacea*»**

Ce projet, lancé en janvier 2013, est coordonné par l'OCW et l'Agence de recherche de l'environnement et de l'alimentation (FERA) (Royaume-Uni), avec les partenaires suivants: le Bundessortenamt (Allemagne), l'ESA (obteneurs: DLF Trifolium et Barenbrug), et le GEVES (France). Ce projet a pour objectif de préciser l'impact potentiel de la présence d'endophytes sur le phénotype des variétés *Lolium perenne* (Lp) et *Festuca arundinacea*, et donc l'expression des caractères observés lors des tests DHS, ainsi que les conséquences éventuelles sur le plan des exigences de qualité du matériel à soumettre lors des tests. Le projet prévoit l'évaluation de quatre variétés de chaque espèce, à deux stades d'infection par les endophytes (0 % et 100 % endophytes). Ces variétés seront intégrées aux tests DHS routiniers pendant deux cycles de croissance en recourant au protocole technique approprié de l'OCW. La période d'installation du matériel végétal a eu lieu en 2013. Un premier rapport intermédiaire semble indiquer l'absence d'impact significatif. Cependant, l'évaluation finale sera réalisée en 2015. Le rapport final est attendu pour la fin de janvier 2016.



Roses

#### **«Projet sur les roses: constitution d'échantillons, analyses et stockage d'échantillons d'ADN»**

En juin 2011, l'OCW a proposé au conseil d'administration d'entamer la mise en œuvre d'un projet pilote sur l'échantillonnage et le stockage de l'ADN de roses. Il a été décidé de conserver obligatoirement un échantillon de l'ADN du matériel végétal original présenté pour chaque examen technique. Une utilisation possible de cet échantillon serait d'autoriser la vérification, en cas de doute et pour autant que les techniques actuelles le permettent, de l'identité du matériel commandé en vue d'être cultivé comme référence lors d'un examen DHS, en comparant l'empreinte ADN du matériel reçu comme variété de référence avec l'empreinte de l'ADN stocké pour la même variété. Cet échantillon pourrait également être utilisé à la demande de l'obteneur en rapport avec l'application de ses droits. À l'avenir, cet échantillon pourrait être utilisé dans la gestion de la collection de référence.

Une procédure définissant les détails de l'échantillonnage de l'ADN dans le cadre de l'examen technique a été établie. Sur la base de cette procédure, un appel d'offres pour sélectionner un laboratoire a été lancé. En 2011, le Naktuinbouw a été habilité pour une période de quatre ans prenant fin en février 2015. L'échantillonnage a débuté au cours de l'examen DHS de 2011.

Il était obligatoire de conserver, conformément à la procédure établie, un échantillon de l'ADN du matériel végétal original présenté pour chaque examen technique durant ces quatre années. Les feuilles ont été collectées dans les différents offices d'examen habilités (Bundessortenamt, Naktuinbouw et NIAB) avant d'être envoyées au laboratoire habilité (Naktuinbouw). C'est dans ce laboratoire qu'ont été réalisés l'extraction et le stockage de l'ADN. Depuis le début du projet, 732 échantillons d'ADN ont été stockés.

L'OCW a réalisé une analyse interne des résultats du projet et des commentaires reçus des partenaires du projet et des organisations d'obteneurs (Ciopora et Plantum). Durant cette période, aucun des échantillons n'a été utilisé par les offices d'examen habilités ou les obteneurs. Différentes raisons peuvent expliquer cette situation.

En mars 2015, le conseil d'administration de l'OCW a accepté de prolonger le projet pour une année supplémentaire afin d'éviter une interruption dans l'échantillonnage de l'ADN, un nouveau projet sur les roses étant en préparation. Le nouveau projet consiste à tester l'utilisation de nouveaux marqueurs moléculaires dont on considère qu'ils présentent de l'intérêt pour la gestion des collections de référence de roses cultivées sous serre.

## **8.4. Suivi des projets de recherche et de développement finalisés**

### **«L'effet du traitement d'amorçage des semences sur l'examen DHS des variétés potagères (*priming*)»**

Ce projet, lancé par l'OCW, a été approuvé en janvier 2014 pour une durée d'un an. L'Office assure sa coordination, les autres partenaires du projet étant l'ESA et les offices d'examen habilités sélectionnés: le Naktuinbouw (Pays-Bas), l'OEVV/INIA (Instituto Nacional de Investigación y Tecnología Agraria y Alimentaria) (Espagne) et le GEVES (France). Le projet étudie les effets potentiels du traitement d'amorçage des semences sur l'expression des caractères des porte-greffes de tomates et d'aubergines dans les offices d'examen désignés habilités pour ces espèces. Bien que celles-ci ne figurent pas parmi les espèces potagères les plus importantes en termes de demandes dans le régime de protection communautaire des obtentions végétales, sur le plan commercial, elles sont généralement amorcées. Le projet de R & D étudie également les effets potentiels du traitement d'amorçage des semences sur la réduction du taux de germination sur une période de six mois.





Essais DHS sur l'aubergine, France

Le projet a débuté par la planification de l'essai et l'envoi par les membres de l'ESA d'échantillons amorcés et non amorcés pour trois porte-greffes de tomates et d'aubergines. Le Naktuinbouw a effectué des essais sur les porte-greffes de tomates et d'aubergines, tandis que le GEVES en a réalisé sur l'aubergine et l'OEWW/INIA sur les porte-greffes de tomates. L'essai mis en place était identique chez les deux partenaires pour chaque espèce, y compris l'utilisation des protocoles de l'OCW applicables aux porte-greffes de tomates et d'aubergines. Les semences ont été semées en temps utile, et des observations ont été formulées sur le matériel végétal en fonction des conditions locales.

Les résultats du projet ont montré que la technique d'amorçage des semences n'avait eu aucune influence induite sur l'expression des caractères des variétés à l'étude, et qu'aucune de ces variétés n'aurait donc été déclarée distincte de l'autre lors d'une comparaison côte à côte dans le cadre d'un examen DHS. Il a été observé que les échantillons amorcés de semences de toutes les variétés de l'étude ont germé plus tôt et de manière plus régulière que leurs équivalents non amorcés.

Certaines questions restent en suspens après la conclusion de ce projet de R & D, notamment les implications pratiques de la maintenance et du renouvellement de l'échantillon amorcé dans des collections de variété sur le long terme. Il s'agit d'une question qui n'a pas été entièrement examinée dans le projet en raison du délai que cela requiert; par conséquent, les offices d'examen devront suivre cet aspect de près. À la suite de la réunion annuelle d'experts en espèces potagères qui s'est tenue en décembre, lors de laquelle les résultats du projet ont été débattus, les offices d'examen habilités pour les porte-greffes d'aubergines et de tomates ont été invités à envisager d'accepter au niveau individuel la livraison d'échantillons de semences amorcées. Dans l'affirmative, une proposition sera avancée à l'OCW pour les exigences de soumission du matériel végétal relatives aux semences amorcées pour les offices d'examen habilités intéressés. Après un examen par l'OCW, ces exigences seront publiées dans le *Bulletin officiel de l'Office communautaire des variétés végétales* «S2» et entreront en vigueur pour la période de soumission de 2017.

### **«Harmonisation des essais concernant les résistances aux maladies des plantes potagères 2 (Harmores 2)»**

Ce projet, lancé en 2012, était coordonné par le GEVES (France) et réalisé en partenariat avec les partenaires suivants: l'ÚKZÚZ (République tchèque), le Bundessortenamt (Allemagne), l'OEWW (Espagne), le NÉBIH (Hongrie), le Naktuinbouw (Pays-Bas), l'institut SASA (Royaume-Uni) et l'Association européenne des semences (ESA). Il est la continuation du précédent projet d'«harmonisation des essais concernant les résistances aux maladies des plantes potagères», achevé en 2008, même si le nouveau projet traite



Plantes de pois

de sept résistances aux maladies des poivrons, des pois et des laitues. Il a pour objectif de permettre aux offices d'examen et aux obtenteurs effectuant les essais concernant les résistances aux maladies sélectionnées de recourir à des méthodologies communes et d'interpréter de façon uniforme les symptômes des maladies émanant de ces essais. En juin 2012, une première rencontre a été organisée par le GEVES, coordinateur du projet, en vue d'obtenir un consensus parmi les partenaires du projet en ce qui concerne le calendrier des travaux, ainsi que les races/isolats et les variétés à utiliser à titre d'exemple. Au cours de la seconde moitié de 2012, les travaux réalisés ont été axés sur la description et la comparaison des tests existants en ce qui concerne les résistances analysées. Une deuxième réunion du groupe a eu lieu en mai 2013 et l'Office a reçu le premier rapport intermédiaire en août 2013.

La troisième réunion du groupe s'est tenue en avril 2014 à Roelofarendsveen (Pays-Bas). Les partenaires ont rendu compte des progrès qu'ils avaient accomplis concernant les races et isolats au cours des douze mois précédents. Ils ont également identifié les domaines continuant de nécessiter une attention particulière afin de garantir une interprétation correcte des résultats en fonction du laboratoire. Lors de cette réunion, l'OCW a également présenté les résultats d'une enquête de l'ESA/OCW réalisée quelque mois auparavant sur les problèmes rencontrés par les entreprises de semences potagères lors de la réalisation de certains des tests de résistance aux maladies décrits dans les protocoles de l'OCW pour les espèces potagères. L'OCW a souligné que certains de ces problèmes pourraient former la base d'un futur projet «Harmores 3».

Au cours du deuxième semestre de 2014, les partenaires du projet ont poursuivi les échanges de résultats en vue d'affiner les méthodes harmonisées d'essais de résistance aux maladies faisant l'objet d'un examen dans le cadre du projet «Harmores 2». C'est dans cet esprit que le GEVES a organisé au début de novembre, à Angers, deux ateliers au cours de journées consécutives pour les partenaires du projet. L'un comprenait des travaux pratiques en laboratoire sur les symptômes de *Bremia lactuca* chez la laitue. Les participants ont travaillé ensemble en petits groupes sur les symptômes du cotylédon lors d'essais sur des «cas difficiles», afin de déterminer de quelle manière chacun faisait ses observations en vue de parvenir à des interprétations communes. Le second atelier comprenait également des travaux pratiques en laboratoire sur le *Fusarium oxysporum* chez le pois. Deux échelles d'observation étaient comparées l'une à l'autre, tandis qu'une échelle d'observation était harmonisée pour les deux méthodes d'inoculation validées dans les essais comparatifs pour la phase 3 du projet. Le rapport intermédiaire pour la deuxième année du projet a été reçu en septembre 2014.

La réunion finale entre les partenaires du projet a eu lieu en avril 2015, à l'INIA, à Madrid (Espagne). Les partenaires ont convenu de méthodologies communes améliorées pour chacune des résistances aux maladies qui seraient proposées dans le rapport final. Un examen a également été effectué sur d'autres méthodologies éventuelles de résistance aux maladies pour lesquelles une harmonisation serait souhaitable si un troisième projet «Harmores» devait être conçu.

Le projet s'est achevé à la fin de 2015 avec la présentation du rapport final à l'OCW. Le coordinateur du projet a présenté les conclusions lors de la réunion des experts en espèces potagères de l'OCW, en décembre 2015, et a décrit les différentes méthodologies améliorées pour chacune des méthodologies de résistance aux maladies du projet. Ces méthodologies améliorées devraient être mises en œuvre dans des révisions partielles des protocoles techniques de l'OCW pour le pois, le poivron et la laitue lors de la prochaine réunion des experts en espèces potagères de l'OCW, en automne 2016. Elles seront ensuite adoptées par le conseil d'administration au début de 2017. Les mêmes propositions relatives aux méthodologies améliorées seront également présentées au groupe de travail technique sur les plantes potagères de l'UPOV en 2016-2017, de sorte qu'elles puissent être incluses dans les lignes directrices correspondantes de l'UPOV.

#### **«Réduire le nombre de périodes obligatoires d'observation dans l'examen des critères DHS pour les variétés candidates du secteur fruitier»**

Ce projet était coordonné par l'OCW, avec la collaboration des partenaires suivants: le Bundessortenamt (Allemagne), le Coforu (Pologne), le CRA FRU (Italie), l'OEVV (Espagne), le GEVES (France), le NÉBIH (Hongrie), l'ÚKZÚZ (République tchèque), la Ciopora et Plantum. Le projet a été lancé au début de 2013 et a été finalisé à la fin de la même année. Les coûts engendrés par l'examen des critères DHS pour les variétés candidates fruitières sont relativement élevés par rapport aux variétés relevant d'autres secteurs. Le projet visait: a) à déterminer s'il est réellement techniquement justifié d'avoir deux récoltes satisfaisantes de fruits pour tirer des conclusions en ce qui concerne les critères DHS, b) à élaborer une description subséquente fiable de la variété. Cinq espèces ont été considérées dans le cadre du projet: la pêche, la fraise, la pomme, la framboise et la vigne. Les variétés soumises au protocole technique de l'OCW et enregistrées (liste nationale, protection nationale des obtentions végétales, PCOV) depuis cinq ans ont été examinées. Les résultats ont indiqué que, dans une grande majorité des cas, la deuxième année d'observation confirme les résultats de la première année pour les critères DHS dans un contexte où les descriptions de variétés sont réalisées sur la base de deux années d'observation. Toutefois, si l'examen DHS était limité au premier cycle fruitier, d'autres conséquences devraient être prises en compte. Premièrement, au cours du premier cycle fruitier satisfaisant, les arbres sont encore jeunes et n'expriment pas certains des caractères visés dans le présent protocole comme ils le feraient durant la seconde année d'observation. Deuxièmement, la transition vers un système limitant habituellement les observations au premier cycle fruitier aurait des conséquences lors de la comparaison avec des descriptions de variétés fondées sur des observations durant la deuxième année d'examen qui sont stockées dans les bases de données. Une comparaison entre variétés



Helleborus

décrites à différents âges du matériel végétal est moins fiable et aurait probablement des conséquences s'agissant de déterminer les variétés à inclure dans l'essai en culture pour une comparaison côte à côte.

En guise de suivi, les offices d'examen sont invités à transmettre des rapports après un an d'examen en l'absence de doute quant au critère de distinction. L'OCW a travaillé sur la proposition à soumettre à l'UPOV en vue de modifier la formulation type sur la durée des examens, offrant la possibilité de les clôturer au terme d'une année d'observation. Cette proposition a fait l'objet d'un débat lors de la réunion de 2015 du TWF de l'UPOV. Elle a reçu un accueil favorable, et les participants ont invité l'Union européenne à peaufiner le projet en tenant compte des commentaires formulés.

#### **«Modification du régime de culture et des exigences de matériel végétal pour *Helleborus*»**

Le projet a été lancé par l'OCW et inclut un autre partenaire, le Naktuinbouw (Pays-Bas). Il a été lancé en mars 2013, et le rapport final a été rédigé à la fin de 2014.

Actuellement, l'examen DHS des variétés d'*Helleborus* effectué dans le cadre d'une demande de PCOV est centralisé au Naktuinbouw, où les plantes sont cultivées en plein air et en pleine terre. Ce régime de culture ne semble pas optimal, car, dans le passé, le mauvais drainage du sol a causé des dommages, et certains hivers froids ou de mauvaises conditions météorologiques peuvent endommager les variétés candidates et la collection de référence. En outre, le mode de production commercial le plus courant semble être plus adapté à la culture en pots qu'à la culture en pleine terre. Ce projet a pour but d'étudier la pertinence d'un régime de culture alternatif, c'est-à-dire de s'orienter vers la culture en pots, avec une livraison en avril, sur la base d'expériences réalisées sur douze variétés de référence.

Les résultats du projet pilote ont révélé que:

- les plantes cultivées en pot étaient plus uniformes;
- la modification du traitement n'avait qu'un effet limité sur l'expression des caractères.

À la lumière de ces faits, l'office d'examen a proposé de modifier les conditions d'examen et le régime de culture pour une culture en pots débutant en plein air en avril pour être ensuite transférée vers une serre froide à la fin de novembre. Ce nouveau régime est utilisé pour toutes les futures variétés candidates entamant la première année d'examen DHS à partir d'avril 2015.

## 9. BUDGET

### 9.1. Résultat

Le résultat de l'exécution du budget pour 2015 révèle une réduction par rapport à 2014, principalement en raison d'une augmentation des dépenses opérationnelles faisant suite au nombre élevé d'examens effectués. Les recettes ont été légèrement supérieures à celles des années précédentes, ce qui est imputable à une augmentation du nombre total de titres octroyés.

Résultat net de l'exercice 2015	En millions d'euros
Recettes budgétaires (a)	12,84
Dépenses budgétaires (b)	13,98
<b>Solde budgétaire (c) = (a) – (b)</b>	<b>– 1,14</b>
Recettes non budgétaires (d)	0,09
<b>Résultat net de l'exercice budgétaire 2015 (e) = (c) + (d)</b>	<b>– 1,05</b>

Le résultat net de l'exercice est légèrement supérieur à – 1 million d'euros, alors qu'il était de – 0,46 million l'année précédente. Cette diminution est parfaitement conforme à la politique de l'OCW de réduire la réserve libre accumulée.

### 9.2. Recettes

Les recettes perçues par l'Office sont essentiellement composées de diverses taxes payées par les demandeurs et les titulaires d'une PCOV, et du produit des intérêts sur les comptes bancaires. Le montant total des recettes perçues en 2015 s'élevait à 12,84 millions d'euros.

	Variation (en %)	2015 (en millions d'euros)	2014 (en millions d'euros)
Taxes	3,01	12,66	12,29
Intérêts bancaires	– 45,32	0,16	0,29
Autres recettes	—	0,02	0,14
<b>Total des recettes</b>	<b>0,93</b>	<b>12,84</b>	<b>12,72</b>

Le montant total des taxes perçues en 2015 s'est élevé à 12,66 millions d'euros, ce qui représente une augmentation de 3,01 % par rapport à l'année précédente. Les taxes annuelles ont augmenté par rapport aux années précédentes, avec un nombre plus élevé de titres en vigueur et une légère augmentation des taxes d'examen. Les recettes générées par les taxes de demande ont cependant légèrement diminué en raison de la diminution du nombre de demandes, les demandeurs ayant anticipé la réduction de la taxe de demande pour les demandes en ligne qui est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2016. Les autres recettes incluent une subvention reçue en 2014 de la Commission européenne pour un montant de 130 000 euros dans le cadre du programme multibénéficiaire, mais aucune subvention n'a été reçue en 2015.

### 9.3. Dépenses

En 2015, le montant total des dépenses actées et des engagements reportés s'est élevé à 13,98 millions d'euros, contre 13,25 millions en 2014.

	Variation (en %)	2015 (en millions d'euros)	2014 (en millions d'euros)
Dépenses de personnel	6,09	6,15	5,80
Dépenses administratives	8,02	1,40	1,29
Dépenses opérationnelles	4,36	6,43	6,16
<b>Total des dépenses</b>	<b>5,47</b>	<b>13,98</b>	<b>13,25</b>

La grille des salaires du personnel de l'Office, régie par les niveaux fixés par le Conseil de l'Union européenne, est également susceptible de varier en fonction de l'inflation et de l'évolution des carrières.

L'augmentation des dépenses administratives est principalement due à la hausse des dépenses consacrées au développement informatique et aux dépenses liées aux réunions.

Les dépenses opérationnelles reprennent pour l'essentiel les rémunérations des agents des offices d'examen. L'augmentation de ces dépenses est due à la hausse du nombre de demandes l'année précédente et à la hausse du nombre d'examens qui en a résulté.

### 9.4. Conclusion

Le résultat net pour 2015 est nettement inférieur à celui de l'année précédente. La réduction des taxes annuelles, entrée en vigueur au début de 2014, a contribué à réduire le résultat net par rapport à 2013 et 2014, ce qui est parfaitement conforme à la politique à moyen terme de l'OCW de réduire sa réserve libre. Cette réduction devrait se poursuivre en 2016.



# 10. ÉVOLUTION DU RÉGIME

## 10.1. Réglementation

### 10.1.1. Groupe de travail législatif ad hoc pour les questions législatives

Le groupe de travail législatif a mis fin à ses activités en janvier 2015. Il avait été créé en mars 2012 par le conseil d'administration de l'OCW à la suite de la publication du rapport final sur l'évaluation de l'acquis en matière de protection communautaire des obtentions végétales (*Evaluation of the community plant variety right acquis — Final report*) en avril 2011. Le groupe de travail législatif était composé d'experts nommés par le conseil d'administration, d'organisations d'obteneurs et de représentants de la Commission européenne participant à titre personnel en qualité d'experts et non de représentants de l'État membre ou de l'organisation pour laquelle ils travaillent.

Vingt points ont été identifiés et ont fait l'objet de débats: six forment l'objet d'une proposition visant à modifier la législation, quatre ont été proposés au CA pour suivi, trois ont été suspendus et nécessiteront un suivi dans le futur, deux ne devraient pas être suivis sur le plan législatif à moins que la convention de l'UPOV ne soit modifiée, et cinq ont été clôturés sans qu'un suivi législatif ne soit nécessaire. Un rapport final a été présenté au CA, dont le but était d'informer les membres du CA du statut de chaque point et d'une éventuelle voie de progression. Le rapport intégral est disponible sur demande, et un lien vers le résumé est fourni sur le site internet de l'OCW.

### 10.1.2. Nouveau règlement sur la procédure

En 2015, la Commission européenne a entamé la révision du règlement (CE) n° 874/2009 de la Commission du 17 septembre 2009 établissant les modalités d'application du règlement (CE) n° 2100/94 du Conseil en ce qui concerne la procédure devant l'Office communautaire des variétés végétales (ci-après le «règlement sur la procédure»). Lors de sa réunion des 30 septembre et 1<sup>er</sup> octobre 2015, le conseil d'administration a rendu un avis



Séminaire sur les brevets et les POV, juin 2015, Bruxelles, Belgique

favorable sur la révision. L'objectif est d'actualiser les règles applicables à la lumière de la jurisprudence la plus récente de la Cour de justice de l'Union européenne et des pratiques de l'OCW. Certaines des propositions de modification plus substantielles concernent la clarification de la notion de parties à la procédure, les décisions relatives aux protocoles techniques, la procédure pour la reprise d'autres rapports d'examen publiés par des autorités basées en dehors de l'Union européenne au titre de l'article 27, la procédure en nullité et en annulation et la signification de documents par voie électronique ou tout autre moyen technique.

### **10.1.3. Taxes**

En 2015, la Commission européenne a achevé la révision du règlement sur les taxes. Le règlement d'exécution (UE) 2015/2206 de la Commission du 30 novembre 2015, qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2016, a modifié le règlement sur les taxes en conséquence. L'une des modifications les plus importantes est le montant de la taxe de demande due à l'Office pour le traitement des demandes soumises par voie électronique par l'intermédiaire du système de demande en ligne disponible sur le site internet de l'OCW. La taxe de demande a été réduite à 450 euros pour les demandes soumises en ligne. La taxe due à l'Office pour le traitement des demandes soumises par d'autres moyens est toujours de 650 euros. La taxe de demande doit être versée à l'OCW avant ou à la date à laquelle la demande est déposée. Le montant de la taxe de demande conservé par l'Office en cas de demande non valide conformément à l'article 50 du règlement de base a, quant à lui, été réduit à 150 euros. Enfin, la taxe due aux offices d'examen pour la reprise de rapports sur les résultats d'examens techniques doit être fixée par le président de l'OCW après consultation du conseil d'administration.

### **10.1.4. Brevets et protections des obtentions végétales**

Le 24 juin 2015, l'OCW a organisé un séminaire à Bruxelles, en Belgique, afin de débattre de l'impact des affaires «Tomate» et «Brocoli» de l'OEB. L'objectif du séminaire était de réunir des experts dans le domaine des protections d'obtentions végétales et des brevets pour informer les membres du CA des dernières évolutions en la matière et des effets potentiels de la récente décision de la Grande Chambre de recours de l'OEB. Dans la lignée du séminaire, l'OCW a prévu de renforcer le dialogue avec l'OEB afin que les experts dans le domaine des brevets et des obtentions végétales des deux institutions puissent échanger des connaissances techniques.



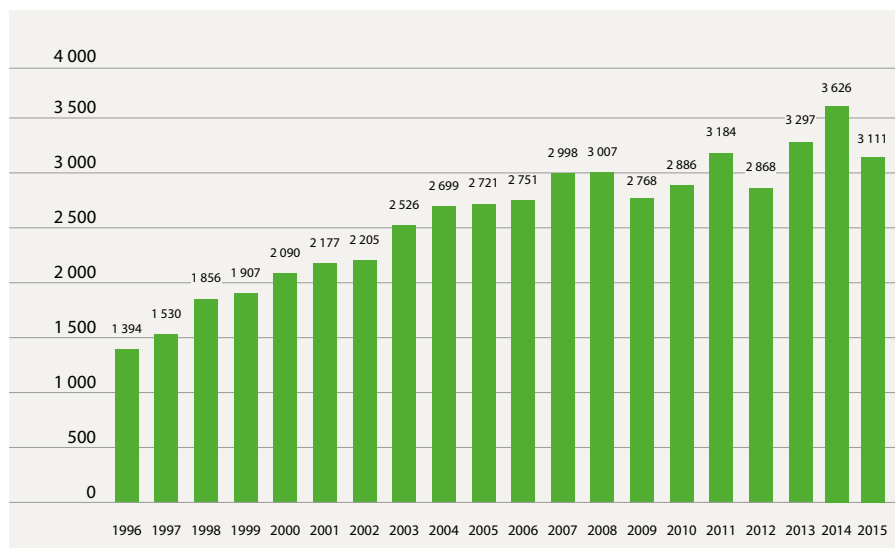
## 10.2. Aspects techniques

### 10.2.1. Demandes de protection communautaire des obtentions végétales

En 2015, l'Office a reçu 3 111 demandes de protection communautaire des obtentions végétales, ce qui représente une baisse de 14 % par rapport à l'année précédente. Le graphique 1 présente l'évolution du nombre de demandes reçues par l'Office (tous les chiffres étant basés sur la date de réception des documents de demande par l'Office). Après le nombre record de demandes enregistré en 2014, dû en partie à la volonté des demandeurs d'éviter l'augmentation des taxes d'examen des demandes déposées à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015, une certaine diminution était attendue. Reste cependant à voir si cette baisse, qui a été particulièrement forte au début et à la fin de l'année, peut également être imputable à la diminution de la taxe pour les demandes soumises par voie électronique qui devait entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

**Graphique 1**

Évolution du nombre annuel de demandes de protection communautaire des obtentions végétales (1996-2015)

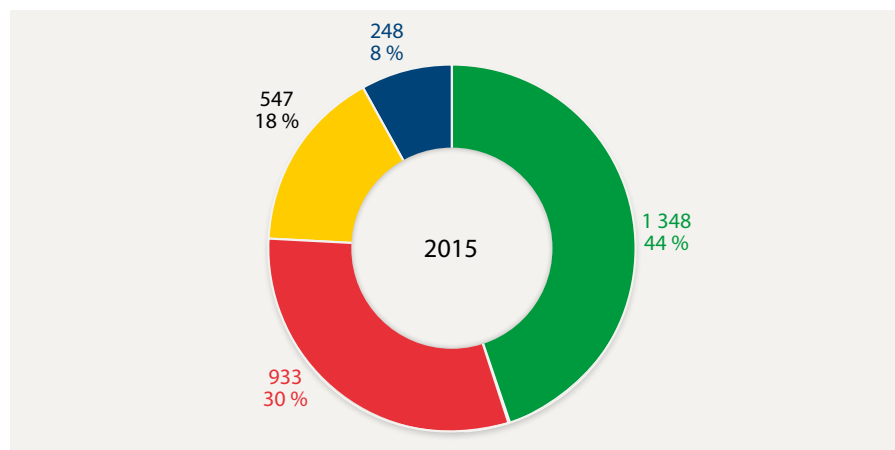


Le graphique 2 représente le nombre de demandes reçues en 2015 par secteur de culture.

**Graphique 2**

Parts du nombre de demandes par secteur de culture en 2015

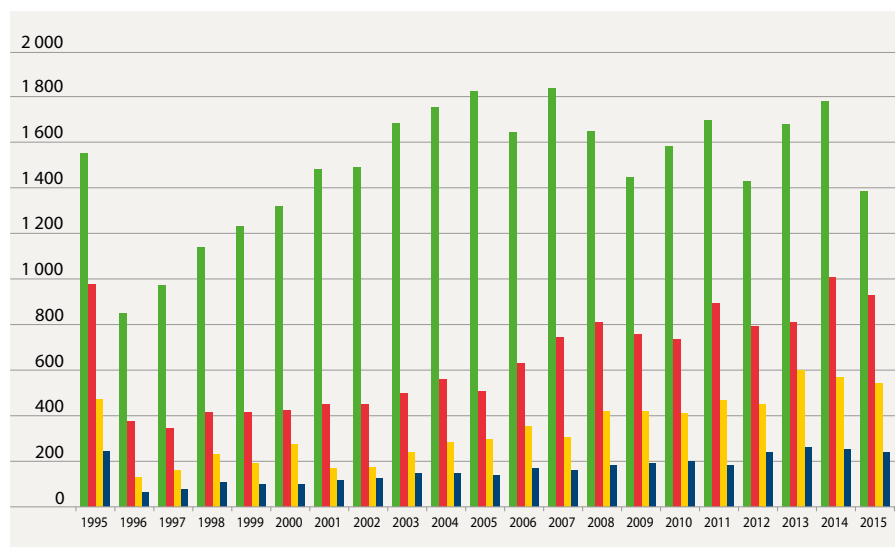
- Ornemental
- Agricole
- Potager
- Fruitier



### Graphique 3

Évolution du nombre de demandes  
par secteur de culture (1995-2015)

■ Ornemental  
■ Agricole  
■ Potager  
■ Fruitier



Le graphique 3 présente l'évolution du nombre de demandes par secteur de culture depuis 1995. En 2015, l'Office a constaté une diminution du nombre de demandes dans tous les secteurs de culture: agricole, 93 demandes (– 9,06 %); ornemental, 404 demandes (– 22,61 %); fruitier, 1 demande (– 0,40 %); potager, 17 demandes (– 3,01 %).

En 2015, 636 demandeurs ont déposé des demandes de PCOV, soit 61 de moins (– 8,8 %) qu'en 2014. Les tableaux suivants présentent, pour chaque secteur de culture, les quinze demandeurs les plus fréquents du régime communautaire, ainsi que le nombre de demandes qu'ils ont déposées en 2015. Ces quinze plus grands demandeurs se partagent comme suit les parts de demande relatives par secteur de culture (par ordre décroissant): 87,77 % (91,05 % en 2014) pour les variétés potagères, 62,92 % (61,24 % en 2014) pour les variétés agricoles, 43,48 % (49,27 % en 2014) pour les variétés fruitières et seulement 33,75 % (33,42 % en 2014) pour les variétés ornementales. Cette classification ne reflète pas seulement le degré de concentration des obtenteurs, en particulier dans le secteur potager, mais également le fait que, dans le cas des variétés ornementales, un nombre important de «petits» obtenteurs souhaitent également obtenir la protection communautaire de leurs variétés à des fins commerciales.

## Secteur agricole

Les 15 plus grands demandeurs	Pays	Nombre de demandes en 2015
Pioneer Overseas Corporation	États-Unis	101
Limagrain Europe SA	France	74
RAGT 2n SAS	France	66
KWS Saat SE	Allemagne	64
Monsanto Technology LLC	États-Unis	58
Syngenta Participations AG	Suisse	42
Pioneer Hi-Bred International Inc.	États-Unis	32
Norddeutsche Pflanzenzucht Hans-Georg Lembke KG	Allemagne	30
Adrien Momont et Fils SARL	France	29
Caussade Semences SA	France	24
Euralis Semences SAS	France	24
Deutsche Saatveredelung AG	Allemagne	18
Maisadour Semences SA	France	18
KWS Lochow GmbH	Allemagne	17
DLF SEEDS A/S	Danemark	14
<b>Total</b>		<b>611</b>

## Secteur potager

Les 15 plus grands demandeurs	Pays	Nombre de demandes en 2015
Monsanto Vegetable IP Management BV	Pays-Bas	104
Syngenta Participations AG	Suisse	79
Rijk Zwaan Zaadteelt en Zaadhandel BV	Pays-Bas	77
Enza Zaden Beheer BV	Pays-Bas	72
Nunhems BV	Pays-Bas	50
Vilmorin SA	France	37
HM.Clause SA	France	32
Hazera Seeds BV	Pays-Bas	8
Laboratoire ASL SNC	France	6
Semillas Fitó SA	Espagne	5
Bejo Zaden BV	Pays-Bas	5
A.L. Tozer Ltd	Royaume-Uni	5
Hazera Seeds Ltd	Israël	5
Top Seeds 2010 Ltd	Israël	5
LLC «Global Seeds»	Russie	5
<b>Total</b>		<b>495</b>

## Secteur fruitier

Les 15 plus grands demandeurs	Pays	Nombre de demandes en 2015
Driscoll Strawberry Associates Inc.	États-Unis	15
Rolfe Nominees Pty Ltd	Australie	14
Prunus Persica Pty Ltd	Australie	14
Jean-Pierre Darnaud	France	11
Università degli studi di Udine	Italie	11
Istituto di Genomica Applicata	Italie	10
Viveros Proseplan SL	Espagne	10
International Fruit Genetics LLC	États-Unis	8
Flevo Plant Holding BV	Pays-Bas	7
Plantas de Navarra SA (Planasa) — Sociedad Unipersonal	Espagne	6
Agro Selections Fruits SAS	France	6
Florida Foundation Seed Producers Inc. (FFSP)	États-Unis	5
État d'Israël — Ministère de l'agriculture et du développement rural — Organisation de recherche agricole (ARO)	Israël	5
C.I.V. — Consorzio Italiano Vivaisti — Società Consortile a.r.l.	Italie	4
The Regents of the University of California	États-Unis	4
<b>Total</b>		<b>130</b>

## Secteur ornemental

Les 15 plus grands demandeurs	Pays	Nombre de demandes en 2015
Dümmen Group GmbH	Allemagne	69
Syngenta Participations AG	Suisse	63
Fides BV	Pays-Bas	43
Nils Klemm	Allemagne	43
Poulsen Roser A/S	Danemark	30
Vletter & Den Haan Beheer BV	Pays-Bas	30
Testcentrum voor Siergewassen BV	Pays-Bas	28
Dümmen Group BV	Pays-Bas	27
Florist Holland BV	Pays-Bas	26
Rosen Tantau KG	Allemagne	24
Terra Nova Nurseries Inc.	États-Unis	22
Anthura BV	Pays-Bas	21
De Ruiter Intellectual Property BV	Pays-Bas	21
Suphachatwong Innovation Co. Ltd	Thaïlande	21
RijnPlant IP BV	Pays-Bas	21
<b>Total</b>		<b>489</b>

Les demandeurs hors Union européenne doivent nommer un mandataire dont le siège social ou le domicile se situe dans l'Union européenne pour traiter leurs demandes. Parfois, certaines sociétés mères situées hors des frontières de l'Union européenne désignent leur filiale dans l'Union européenne; c'est notamment le cas de Pioneer et Syngenta. Les demandeurs ressortissants de l'Union européenne n'ont pas cette obligation; toutefois, certains choisissent de confier la procédure de demande à un agent externe. En 2015, 1 377 demandes (soit 44,26 %, contre 47,9 % en 2014) ont été déposées par 144 mandataires. Le tableau ci-dessous reprend les quinze mandataires les plus actifs en 2015, avec au total 944 demandes introduites (contre 1 155 en 2014).

Nom du mandataire	Pays	Nombre de demandes en 2015
Royalty Administration International CV	Pays-Bas	226
Syngenta Seeds BV	Pays-Bas	141
Pioneer Génétique SARL	France	126
Plantipp BV	Pays-Bas	59
Hortis Holland BV	Pays-Bas	53
Hans-Gerd Seifert	Allemagne	47
Monsanto SAS	France	47
Deutsche Saatgutgesellschaft m.b.H. Berlin	Allemagne	43
Limagrain Europe SA	France	43
Syngenta UK Ltd	Royaume-Uni	35
Clarke Modet & Co.	Espagne	29
Ronald Houtman Sortimentsadvies	Pays-Bas	28
Van Zanten Breeding BV	Pays-Bas	26
WürtenbergerKunze	Allemagne	21
Limagrain Nederland BV	Pays-Bas	20
<b>Total</b>		<b>944</b>

#### 10.2.1.1. Espèces ornementales

Représentant 44 % du nombre de demandes reçues en 2015, le secteur ornemental continue de former le plus grand groupe de demandes de protection communautaire des obtentions végétales. Si, au début des activités de l'Office, la part des plantes ornementales dépassait largement 60 %, elle est passée en-dessous du seuil des 50 % pour la première fois en 2015.



Examens DHS sur l'alstroemeria, Pays-Bas



Examens DHS sur l'hydrangea, France



Cette évolution ne peut être uniquement imputée à une hausse dans les autres secteurs de culture (en particulier pour les cultures agricoles), elle est également due à plusieurs autres facteurs tels que: la fusion d'entreprises, la décision de ne pas protéger certaines variétés ou le choix de ne protéger que quelques variétés d'un ensemble donné ou la décision de solliciter la protection offerte par un autre régime — brevet (lorsque c'est possible) ou marque. Enfin, dans la mesure où les obtenteurs de variétés ornementales sont principalement des petites ou moyennes entreprises, le coût de la protection d'une variété représente une part plus élevée du budget que pour les grands acteurs.

L'une des particularités du secteur ornemental est la grande diversité des espèces. Pour bon nombre d'entre elles, le nombre de demandes est relativement bas.

**Tableau 1 — Nombre de demandes reçues par an pour toutes les espèces ornementales depuis 2011, avec un total couvrant les années 1995 à 2015**

	2011	2012	2013	2014	2015	Total (1995-2015)
<b>Ensemble des espèces ornementales</b>	<b>1 671</b>	<b>1 406</b>	<b>1 654</b>	<b>1 787</b>	<b>1 383</b>	<b>30 994</b>

Le tableau 2 présente les dix espèces ornementales les plus importantes quant au nombre de demandes reçues ces cinq dernières années. Les variations de l'importance de ces espèces sont, pour la plupart, fortuites. En 2015, les roses et les chrysanthèmes sont restés, de loin, les espèces les plus importantes. Les variétés de chrysanthèmes et de phalaenopsis ont contribué de manière significative à la diminution du nombre de demandes reçues en 2015.

**Tableau 2 — Nombre de demandes reçues pour les 10 principaux groupes d'espèces ornementales de 2010 à 2015, avec un total couvrant les années 1995 à 2015**

Espèces	2011	2012	2013	2014	2015	Total (1995-2015)
<i>Rosa</i> L.	239	131	231	181	161	<b>3 857</b>
<i>Chrysanthemum</i> L.	153	146	120	167	100	<b>3 219</b>
<i>Phalaenopsis</i> Blume et <i>xDoritaenopsis</i> hort.	84	47	110	113	44	<b>926</b>
<i>Calibrachoa</i> Llave & Lex. et <i>Petunia</i> Juss.	57	54	48	89	78	<b>1 273</b>
<i>Lilium</i> L.	63	37	68	86	58	<b>1 179</b>
<i>Pelargonium</i> L'Hér. ex Aiton	74	45	58	32	51	<b>1 501</b>
<i>Gerbera</i> L.	58	36	47	48	39	<b>1 036</b>
<i>Dianthus</i> L.	30	54	39	40	26	<b>885</b>
<i>Anthurium</i> Schott	31	21	46	49	34	<b>739</b>
<i>Hydrangea</i> L.	27	19	29	64	26	<b>415</b>
<b>Total</b>	<b>816</b>	<b>590</b>	<b>796</b>	<b>869</b>	<b>617</b>	

L'Office peut fonder sa décision d'octroyer une protection communautaire d'obtention végétale sur un examen technique effectué dans le cadre d'une précédente demande de protection d'obtention végétale ou d'inscription nationale et lorsque l'examen DHS a été effectué par un office d'examen habilité. Ces reprises de rapports concernent moins de 5 % des variétés ornementales, ce qui représente un pourcentage nettement moins élevé que



Germination du colza, Allemagne



Examens DHS sur l'orge, France

pour les variétés potagères ou agricoles, du fait de l'absence, pour les variétés ornementales, de toute obligation d'inscription nationale officielle avant la commercialisation.

L'introduction, en 2010, du principe selon lequel un office d'examen compétent peut être habilité pour l'examen DHS d'une espèce, du moment qu'il satisfait aux exigences de qualité, a engendré une situation dans laquelle, pour un certain nombre d'espèces ornementales, plusieurs offices d'examen sont désormais habilités à pratiquer l'examen DHS. Alors que, par le passé, il existait une situation de centralisation des essais, l'OCVV doit désormais désigner l'office d'examen qui sera chargé d'examiner une variété candidate donnée. C'est la raison pour laquelle le conseil d'administration de l'Office a étendu les critères que l'OCVV est tenu d'appliquer. Les experts en variétés ornementales ont néanmoins souhaité une meilleure centralisation eu égard à certaines espèces, et le conseil d'administration a confié à l'Office le soin d'élaborer une proposition. Les délibérations concernant une nouvelle centralisation des cultures enregistrant un faible nombre de demandes ont débuté en 2014 et se sont achevées en 2015. La centralisation de ces «petites» cultures devrait contribuer au renforcement de l'efficacité des examens techniques.

#### 10.2.1.2. Espèces agricoles

Le nombre de demandes déposées en 2015 dans le secteur agricole révèle une diminution de 9,06 % par rapport à 2014. En 2015, les variétés agricoles représentaient 29,99 % de toutes les demandes. Les 933 demandes reçues représentent cependant le deuxième chiffre le plus important jamais enregistré pour ce secteur.

Le tableau 3 indique le nombre de demandes reçues chaque année pour l'ensemble des espèces agricoles depuis 2011, ainsi que le chiffre total pour les années 1995 à 2015.

**Tableau 3 — Nombre de demandes reçues par année pour toutes les espèces agricoles depuis 2011, avec un total couvrant les années 1995 à 2015**

	2011	2012	2013	2014	2015	Total (1995-2015)
<b>Ensemble des espèces agricoles</b>	874	780	800	1 026	933	13 349

Le tableau 4 montre le nombre de demandes reçues pour les dix principales espèces agricoles au cours des cinq dernières années.

**Tableau 4 — Nombre de demandes reçues pour les 10 principales espèces agricoles de 2011 à 2015, avec un total couvrant les années 1995 à 2015**

Espèces	2011	2012	2013	2014	2015	Total (1995-2015)
<i>Zea mays</i> L.	264	214	147	333	299	4141
<i>Triticum aestivum</i> L. emend. Fiori et Paol.	115	83	129	139	113	1595
<i>Brassica napus</i> L. emend. Metzg.	71	107	82	115	127	1237
<i>Hordeum vulgare</i> L. sensu lato	60	72	85	73	78	1132
<i>Solanum tuberosum</i> L.	80	75	77	72	59	1431
<i>Helianthus annuus</i> L.	73	42	67	82	61	871
<i>Lolium perenne</i> L.	30	20	43	18	18	305
<i>Triticum durum</i> Desf.	32	18	15	23	7	275
<i>Beta vulgaris</i> L. ssp. <i>vulgaris</i> var. <i>altissima</i> Döll	18	17	22	18	17	315
<i>Oryza sativa</i> L.	21	20	17	17	9	188
<b>Total</b>	<b>764</b>	<b>668</b>	<b>684</b>	<b>890</b>	<b>788</b>	

Dans le secteur agricole, ces dix espèces représentent environ 85 % de toutes les demandes. Comme au cours des années précédentes, le maïs reste l'espèce la plus importante dans ce secteur, même si le nombre de demandes pour cette espèce a diminué de 34 en 2015. Les demandes pour des variétés de colza connaissent une augmentation stable au fil des ans.

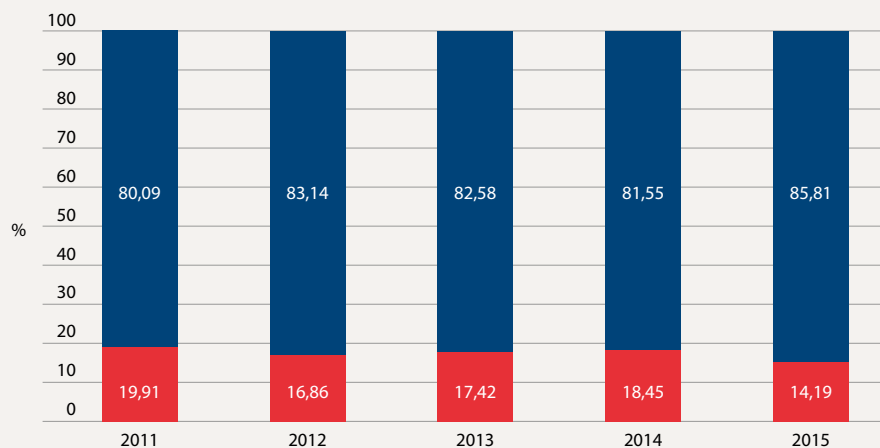
Les demandes pour des variétés de tournesol et de pomme de terre ont diminué de manière significative par rapport aux années précédentes, tandis que les demandes pour l'orge sont restées stables. Le riz est de retour à la dixième position, à la place du pois. Les demandes pour le blé dur et le ray-grass anglais restent faibles.

Étant donné que la vaste majorité des demandes font référence à des espèces relevant des directives de l'Union européenne sur les semences, une grande partie des variétés pour lesquelles une demande de PCOV est déposée ont en réalité déjà été soumises à un examen DHS — ou sont en train de le passer — lors du dépôt de la demande. L'Office peut ainsi reprendre le rapport DHS produit par les offices d'examen habilités, conformément à l'article 27 du règlement sur la procédure, s'il constitue une base suffisante pour prendre une décision. En 2015, c'était le cas pour environ 85 % de toutes les demandes agricoles. Dans le cas contraire, l'Office organise un examen technique auprès d'un office d'examen habilité (voir le graphique 4).

#### Graphique 4

Évolution (en pourcentage) du ratio des examens techniques par rapport aux reprises de rapports DHS dans le secteur agricole (2011-2015)

■ Examens techniques  
■ Reprises de rapports



#### 10.2.1.3. Espèces potagères

Le nombre de demandes déposées en 2015 dans le secteur potager traduit une diminution de 3,01 % par rapport à 2014. Toutefois, les espèces potagères représentaient 18 % de toutes les demandes reçues en 2015, soit le pourcentage le plus élevé jamais atteint. Malgré le nombre élevé de demandes concentrées dans quelques entreprises dans le secteur potager en raison de rachats et de fusions d'entreprises ces dernières années, celles-ci investissent de manière substantielle dans la recherche et le développement, ce qui signifie qu'elles devraient régulièrement produire de nouvelles variétés dans le futur.

Le nombre de demandes de protection de variétés potagères hybrides est resté élevé, et, en 2015, elles ont été presque quatre fois plus nombreuses que les demandes de protection de lignées parentales de variétés potagères. Parmi celles-ci figuraient principalement des demandes pour des variétés hybrides de tomates, bien que la tomate n'ait pas encore réussi à ravir à la laitue son titre de principale espèce potagère en termes de demandes annuelles. Le nombre de demandes pour d'autres espèces potagères comme le melon, le poivron et le concombre n'a pas été aussi élevé en 2015 que lors des années précédentes, et le haricot et le pois se sont par conséquent classés aux troisième et quatrième positions du classement des espèces potagères.

**Tableau 5** — Nombre de demandes reçues par année pour toutes les espèces potagères depuis 2011, avec un total couvrant les années 1995 à 2015

	2011	2012	2013	2014	2015	Total (1995-2015)
Ensemble des espèces potagères	461	449	587	564	547	7 051

**Tableau 6** — Nombre de demandes reçues pour les 10 principales espèces potagères de 2011 à 2015, avec un total couvrant les années 1995 à 2015

Espèces	2011	2012	2013	2014	2015	Total (1995-2015)
<i>Lactuca sativa</i> L.	118	104	135	132	141	1 891
<i>Solanum lycopersicum</i> L.	72	71	130	128	134	941
<i>Phaseolus vulgaris</i> L.	38	33	48	36	49	415
<i>Pisum sativum</i> L.	20	20	41	48	42	313
<i>Capsicum annuum</i> L.	21	22	44	30	28	299
<i>Cucumis melo</i> L.	27	24	24	19	20	405
<i>Cucumis sativus</i> L.	28	25	10	18	8	457
<i>Brassica oleracea</i> L. convar. <i>botrytis</i> (L.) Alef. var. <i>botrytis</i>	12	16	11	11	10	170
<i>Cichorium endivia</i> L.	17	9	9	14	9	147
<i>Brassica oleracea</i> L. convar. <i>capitata</i> (L.) Alef. var. <i>alba</i> DC.	6	16	16	7	10	151
<b>Total</b>	<b>359</b>	<b>340</b>	<b>468</b>	<b>443</b>	<b>451</b>	

Comme le mentionne le rapport annuel de l'année passée, une proposition formelle visant à établir une période de rodage pour tout nouveau caractère de résistance aux maladies signalé par un astérisque ajouté aux protocoles techniques de l'OCW pour les espèces potagères a été présentée au conseil d'administration de l'OCW. Celui-ci l'a approuvée, ce qui signifie que le concept peut à présent être mis en pratique. Le principe est le suivant: une fois qu'un tel caractère a été ajouté à un protocole technique révisé de l'OCW pour les espèces potagères, il est progressivement mis en œuvre au cours d'une période de temps convenue (cinq ans par exemple, mais cette période sera déterminée au cas par cas) pour les offices d'examen habilités examinant cette espèce ainsi que pour les obtenteurs créant de nouvelles variétés. Cette décision a reçu un accueil favorable de la part des parties prenantes du secteur potager, car elle permettra aux offices d'examen et aux obtenteurs de disposer de suffisamment de temps pour développer leur expertise et leur infrastructure relatives aux futurs caractères de résistance aux maladies. Ce principe a d'abord été appliqué au protocole partiellement révisé pour la laitue (isolats de *Bremia lactuca*) et au protocole partiellement révisé pour l'épinard (races *Peronospora farinosa*), pour lesquels le CA devra approuver en avril 2016 une période de rodage de trois ans pour les nouveaux caractères susmentionnés de résistance aux maladies signalés par un astérisque.



Examens DHS sur la tomate, France



Examens DHS sur la laitue, Pays-Bas



Pour le secteur potager, le temps fort de l'année a toutefois été l'organisation de la 49<sup>e</sup> réunion annuelle du groupe de travail technique de l'UPOV pour les espèces potagères (TWV/49) au centre d'affaires de Terra Botanica à Angers, en France, du 14 au 19 juin 2015. Au total, 65 participants provenant des États membres et observateurs de l'UPOV du monde entier étaient présents (certains pour la première fois), faisant de cette séance du TWV celle affichant le taux de participation le plus élevé jamais enregistré. Tout au long de la semaine, les délégués ont débattu de treize principes directeurs d'examen pour les espèces potagères ainsi que de nombreux documents de travail techniques, dont certains élaborés par l'OCW. Outre les diverses activités sociales organisées par l'OCW, les participants ont également eu l'occasion de visiter les structures d'essai DHS des plantes potagères à l'unité GEVES de Brion (notamment le test d'étalonnage sur la laitue organisé avec le Naktuinbouw afin d'analyser plusieurs des caractères discutés lors de la réunion sur les principes directeurs d'examen sur la laitue de l'UPOV) et l'entreprise de semences potagères HM.Clause SA. Les manifestations se sont déroulées comme prévu durant toute cette semaine, et les participants ont salué la très bonne organisation de l'événement par l'OCW.

#### 10.2.1.4. Espèces fruitières

Le nombre de demandes de PCOV déposées dans le secteur fruitier en 2015 est resté à un niveau élevé. Avec une demande de moins qu'en 2014, il s'agissait du troisième meilleur résultat annuel dans le secteur. Les trois principales espèces fruitières en 2015 étaient la pêche, la fraise et la vigne. Les demandes pour la pomme et la myrtille ont enregistré une baisse significative par rapport aux années précédentes.

**Tableau 7 — Nombre de demandes reçues par année pour toutes les espèces fruitières depuis 2011, avec un total couvrant les années 1995 à 2015**

	2011	2012	2013	2014	2015	Total (1995-2015)
<b>Ensemble des espèces fruitières</b>	178	233	256	249	248	<b>3 398</b>

**Tableau 8 — Nombre de demandes reçues pour les 10 principales espèces fruitières de 2011 à 2015, avec un total couvrant les années 1995 à 2015**

Espèces	2011	2012	2013	2014	2015	Total (1995-2015)
<i>Prunus persica</i> (L.) Batsch	54	46	43	71	45	<b>841</b>
<i>Fragaria x ananassa</i> Duchesne ex Rozier	35	31	39	44	35	<b>535</b>
<i>Malus domestica</i> Borkh.	17	27	15	27	19	<b>445</b>
<i>Vitis</i> L.	15	10	34	9	24	<b>204</b>
<i>Vaccinium</i> L.	8	23	19	20	13	<b>134</b>
<i>Prunus armeniaca</i> L.	7	27	11	18	17	<b>256</b>
<i>Rubus idaeus</i> L.	9	22	13	13	11	<b>150</b>
<i>Rubus</i> subg. <i>Eubatus</i> sect. <i>Moriferi</i> & Ursini	2	5	10	7	10	<b>52</b>
<i>Prunus salicina</i> Lindl.	3	3	8	4	10	<b>113</b>
<i>Prunus avium</i> (L.) L.	1	7	4	1	9	<b>106</b>
<b>Total</b>	<b>151</b>	<b>201</b>	<b>196</b>	<b>214</b>	<b>193</b>	



Examens DHS sur le melon, Pays-Bas



Fraise

Pour les demandes déposées à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015, les demandeurs doivent payer 85 % du coût total des examens techniques, et cela représente une augmentation significative pour les espèces fruitières soumises à des examens pluriannuels. Cette décision n'a toutefois pas découragé les demandeurs de déposer des demandes, comme on aurait pu s'y attendre.

L'un des défis du secteur fruitier est l'organisation des examens DHS pour les cultures fruitières tropicales comme la mangue, la vanille, la goyave, la banane, le café ou l'ananas. Afin de progresser dans les demandes de variétés appartenant à ces cultures, l'Office utilise les services d'autorités compétentes au sein de l'UE pour réaliser l'examen soit à la station d'essai, soit dans les locaux de l'obteneur, et coopère avec les autorités de pays tiers.

Les discussions avec les experts et les obtenteurs étaient axées en 2015 sur: les questions phytosanitaires; les notes explicatives de l'avis technique sur le report des règles relatives aux examens fondées sur les douze ans d'expérience de l'Office en matière de mise en œuvre des règles; les améliorations du système résultant de la journée portes ouvertes sur les pommes; l'entrée en vigueur des protocoles techniques; les progrès réalisés dans le projet de R & D; et l'expérience des offices d'examen en ce qui concerne la mise en œuvre de la directive 2008/90/CE du Conseil du 29 septembre 2008 concernant la commercialisation des matériels de multiplication de plantes fruitières et des plantes fruitières destinées à la production de fruits.

L'Office a accueilli une stagiaire dans le secteur fruitier, M<sup>me</sup> Iva Bažon, de Croatie, du 1<sup>er</sup> mars au 31 août 2015. Ses travaux étaient principalement axés sur les questions phytosanitaires. Grâce à sa contribution, l'Office a renforcé davantage les exigences relatives à la soumission et a harmonisé les noms des organismes pour lesquels un certificat spécifique est demandé dans le cadre des exigences de qualité à la suite des recommandations de l'Organisation européenne et méditerranéenne pour la protection des plantes.

L'Office a également entamé les travaux relatifs à l'organisation de la prochaine réunion du TWF de l'UPOV qui aura lieu à Angers, en France, du 14 au 18 novembre 2016. La visite technique sera organisée par le GEVES et se concentrera sur les variétés de mutation de pommes.

#### 10.2.1.5. Origine des demandes

Depuis sa création, l'Office communautaire des variétés végétales a reçu des demandes provenant de plus de 50 pays. Chaque année, pratiquement, plus d'un tiers de toutes les demandes reçues émanent des Pays-Bas, ce qui témoigne du rôle important joué par ce pays dans le secteur des obtentions. Les Pays-Bas sont suivis d'assez loin par la France, l'Allemagne et les États-Unis. En 2015, seules des fluctuations mineures de l'origine des demandes ont été relevées. Le tableau ci-dessous présente une vue d'ensemble du nombre de demandes émanant des différents pays européens en 2015.

**Tableau 9 — États membres de l'UE d'où proviennent les demandes de PCOV en 2015**

Pays du principal demandeur	Nombre de demandes reçues en 2015
Pays-Bas	985
France	466
Allemagne	464
Espagne	110
Danemark	88
Italie	79
Royaume-Uni	73
Belgique	57
Suède	24
République tchèque	20
Autriche	18
Pologne	14
Hongrie	12
Irlande	2
Slovaquie	2
Estonie	1
Finlande	1
Luxembourg	1
Slovénie	1
<b>Total</b>	<b>2 418</b>

Le tableau 10 présente le nombre de demandes issues des pays hors Union européenne.

**Tableau 10 — Pays hors UE d'où proviennent les demandes de PCOV en 2015**

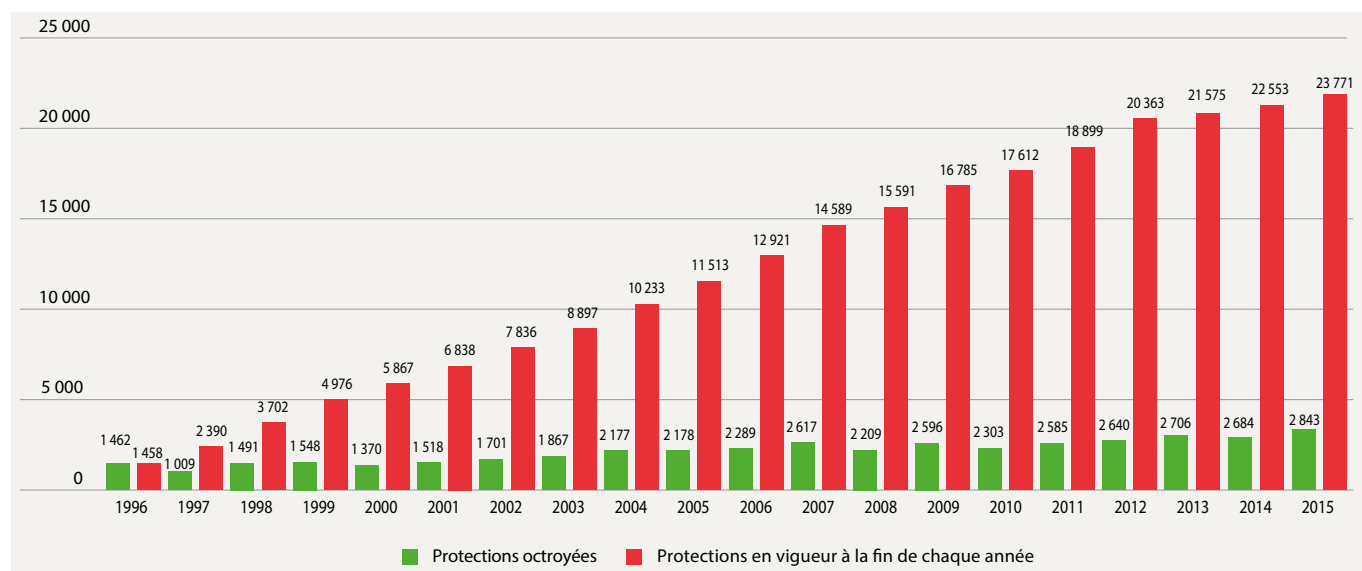
Pays du principal demandeur	Nombre de demandes reçues en 2015
États-Unis	302
Suisse	188
Israël	49
Australie	38
Japon	35
Thaïlande	21
Taiwan	12
Corée du Sud	10
Chili	6
Nouvelle-Zélande	6
Russie	5
Canada	4
Norvège	4
Costa Rica	3
Colombie	2
Porto Rico	2
Afrique du Sud	2
Argentine	1
Chine	1
Polynésie française	1
Sri Lanka	1
<b>Total</b>	<b>693</b>

### 10.2.2. Octroi des protections

En 2015, l'Office a octroyé 2 843 titres de protection communautaire, ce qui représente le nombre le plus élevé de protections jamais octroyées par l'OCV au cours d'une année civile. Une liste détaillée de toutes les variétés protégées (au 31 décembre 2015) est publiée sur le site internet de l'Office, en annexe du présent rapport annuel.

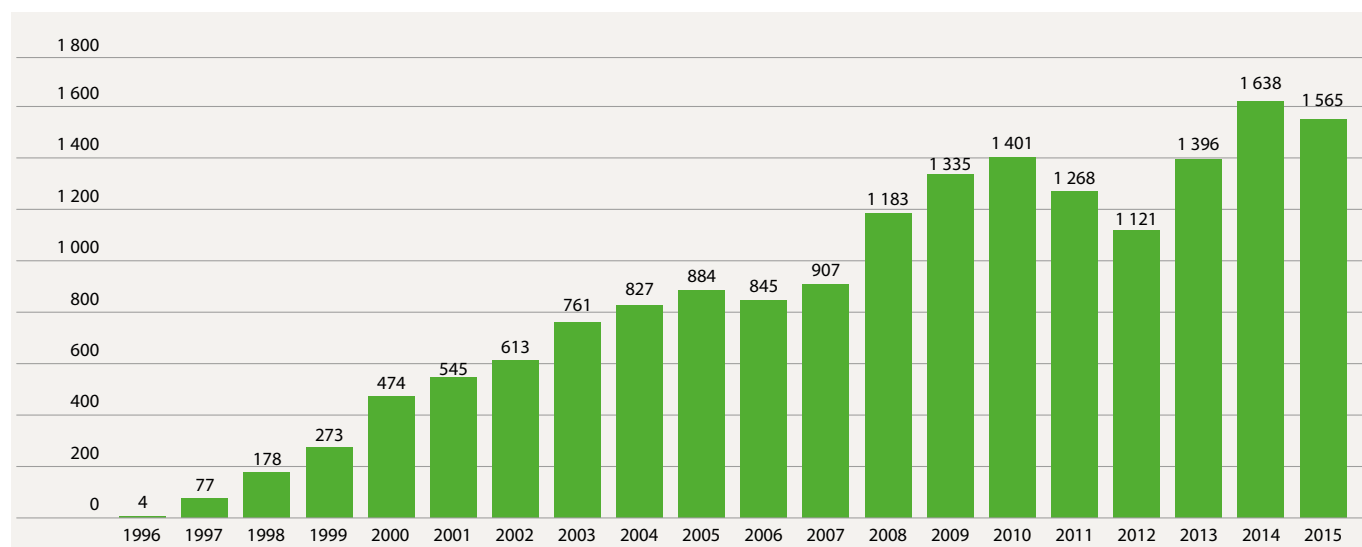
À la fin de l'année 2015, 23 771 titres de protection communautaire étaient en vigueur. Le graphique 5 présente le nombre de titres octroyés par année de 1996 à 2015 et illustre l'augmentation constante du nombre de variétés protégées par le régime communautaire.

**Graphique 5 — Protections communautaires des obtentions végétales octroyées et protections en vigueur à la fin de chaque année par rapport à celles octroyées par an (1996-2015)**



L'évolution du nombre de titres de protection communautaire des obtentions végétales en vigueur doit être considérée en conjonction avec le nombre de titres abandonnés (voir le graphique 6). Le nombre de titres octroyés l'emporte toujours aisément sur le nombre d'abandons. Dans la mesure où les variétés plus anciennes sont remplacées par de nouvelles variétés, le nombre d'abandons devrait approcher le nombre des demandes. L'augmentation régulière des abandons n'est donc pas surprenante. Aucune recherche n'a été effectuée pour identifier les raisons des plus grands écarts de la tendance linéaire; ceux-ci peuvent être associés aux fluctuations des conditions économiques, aux fusions des entreprises et à une consolidation ultérieure du portefeuille de variétés ou aux changements du montant de la taxe annuelle à payer pour maintenir une protection en vigueur.

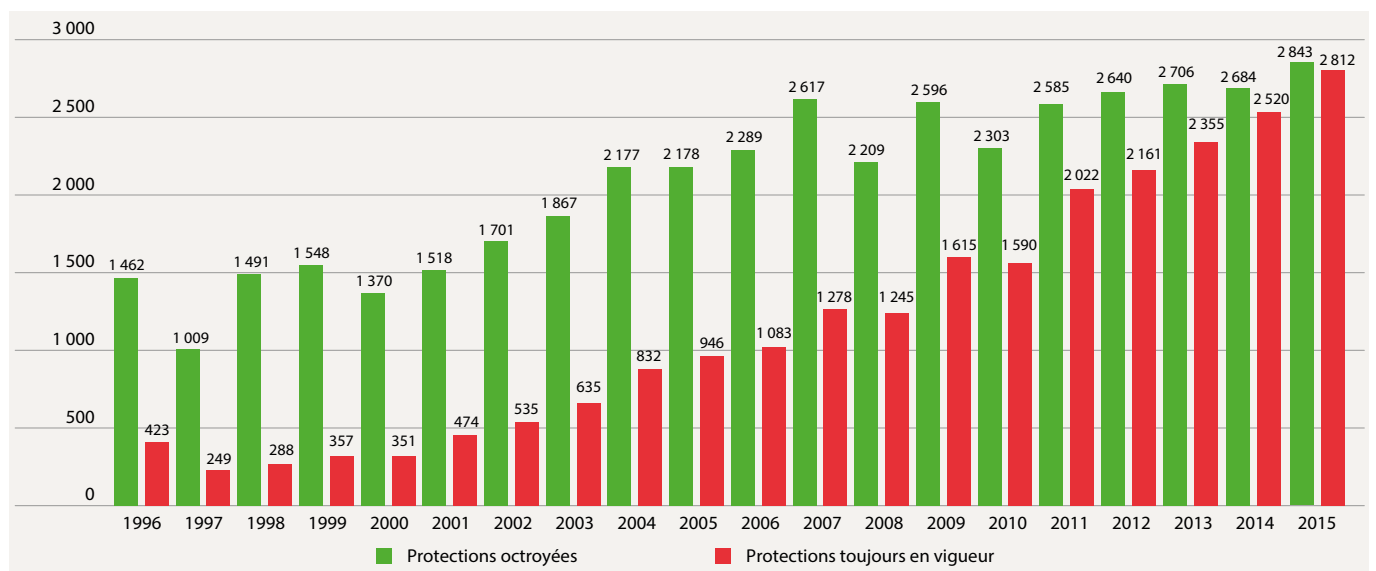
**Graphique 6 — Nombre d'abandons de PCOV (1996-2015)**





Le graphique 7 présente le nombre de protections octroyées de 1996 à 2015 et le nombre de protections toujours en vigueur au 31 décembre 2015. De nombreuses protections sont abandonnées après quelques années. Le système de protection communautaire des obtentions végétales est encore trop récent pour pouvoir déterminer le nombre de variétés dont la protection ira bel et bien jusqu'à son terme, c'est à dire vingt-cinq ou trente ans. Toutefois, les chiffres laissent entendre qu'il s'agira d'un relativement faible pourcentage de l'ensemble des variétés ayant fait l'objet d'une protection. Ils suggèrent également que la période actuelle de protection est globalement bien adaptée aux besoins des obtenteurs.

**Graphique 7 —** Nombre de protections octroyées chaque année de 1996 à 2015 et, parmi celles-ci, nombre de protections toujours en vigueur au 31 décembre 2015



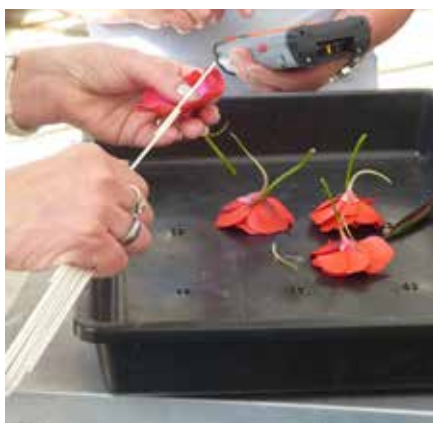
À la fin de l'année 2015, sur les 41 793 protections octroyées au total, 23 771 (56,88 %) étaient toujours en vigueur. Le tableau 11 indique que les variétés fruitières sont généralement protégées plus longtemps et que, dans chaque secteur de culture, la situation varie d'une espèce à l'autre. De nombreuses raisons peuvent expliquer ce phénomène, notamment un changement des préférences des consommateurs, les tendances en matière d'obtention, des différences d'intensité dans les activités d'obtention ou le temps et les dépenses nécessaires pour développer de nouvelles variétés ou — comme on peut le présumer pour les Phalaenopsis — leur essor récent dans le domaine de l'obtention végétale.

**Tableau 11 — Proportion des protections octroyées toujours en vigueur au 31 décembre 2015**

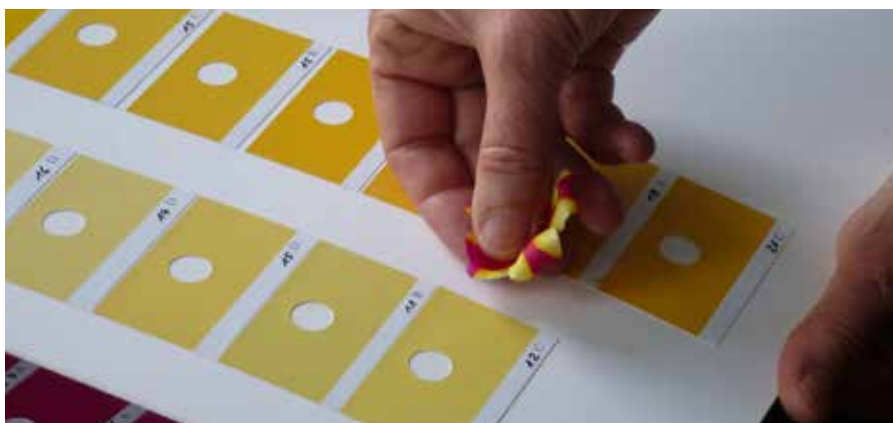
Secteurs de culture	Espèces	Proportion (%)
<b>Agricole</b>		<b>62</b>
	<i>Hordeum vulgare</i> L. sensu lato	53
	<i>Zea mays</i> L.	59
	<i>Triticum aestivum</i> L. emend. Fiori et Paol.	59
	<i>Solanum tuberosum</i> L.	66
	<i>Festuca rubra</i> L.	87
<b>Potager</b>		<b>66</b>
	<i>Cichorium endivia</i> L.	56
	<i>Lactuca sativa</i> L.	60
	<i>Solanum lycopersicum</i> L.	73
	<i>Capsicum annuum</i> L.	76
	<i>Daucus carota</i> L.	83
<b>Ornemental</b>		<b>51</b>
	<i>Gerbera</i> L.	21
	<i>Chrysanthemum</i> L.	43
	<i>Rosa</i> L.	51
	<i>Phalaenopsis</i> Blume & <i>Doritaenopsis</i> hort.	68
	<i>Clematis</i> L.	89
<b>Fruitier</b>		<b>78</b>
	<i>Fragaria x ananassa</i> Duch.	67
	<i>Prunus persica</i> (L.) Batsch	75
	<i>Prunus domestica</i> L.	75
	<i>Malus domestica</i> Borkh.	79
	<i>Prunus avium</i> (L.) L.	89

### 10.2.3. Examens techniques

En 2015, l'OCW a réalisé 1 768 examens techniques, soit 459 de moins qu'en 2014. Cette diminution est bien sûr liée à un nombre décroissant de demandes. En ce qui concerne les espèces potagères et agricoles, un grand nombre d'examen techniques ont déjà été réalisés dans le cadre de la procédure d'inscription sur les listes nationales. Pour autant que ces examens techniques aient été réalisés par un office d'examen habilité, l'OCV peut fonder sa décision d'octroyer la protection communautaire des obtentions végétales sur l'examen technique réalisé dans le cadre d'une demande nationale. Au contraire, pour les espèces ornementales, pour lesquelles la diminution du nombre de demandes était particulièrement importante, seuls quelques rapports peuvent être repris d'autres autorités et, par conséquent, le nombre moins élevé de demandes a une incidence directe sur le nombre d'examen techniques à réaliser.



Mesures morphologiques sur les espèces ornementales



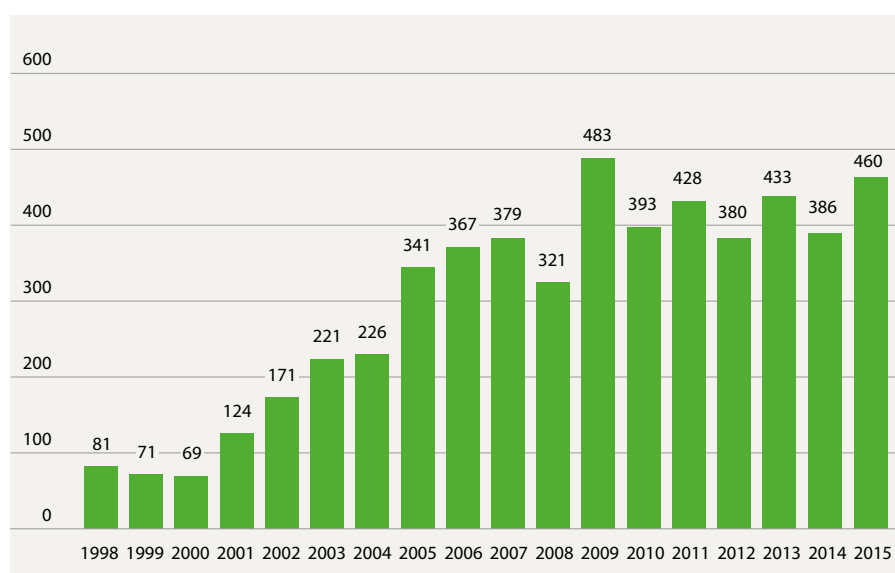
Mesures morphologiques sur les espèces ornementales

### 10.2.3.1. Ventes de rapports

Il est fréquent que les autorités nationales de nombreux pays dans le monde fondent leurs décisions relatives aux demandes de protection des obtentions végétales sur les examens techniques réalisés pour le compte de l'OCW (coopération internationale, reprise de rapports). Le graphique 8 illustre le nombre de rapports mis par l'Office à la disposition des autorités nationales.

#### Graphique 8

Évolution du nombre de rapports d'examen DHS mis à la disposition d'autres autorités de protection des obtentions végétales (1998-2015)



À la fin de 2015, l'Office avait vendu 5 334 rapports techniques à 54 pays. Au cours de cette année, les cinq pays d'où provenait la majorité des demandes de reprises de rapports DHS étaient le Kenya, le Maroc, la Colombie, le Brésil et l'Équateur. En 2015, 60,95 % de ces demandes concernaient des variétés ornementales, 26,93 % des variétés fruitières, 7,35 % des variétés agricoles et 4,77 % des variétés potagères. En 2015, l'Office a reçu 776 demandes, soit le nombre le plus élevé de demandes jamais reçues.

L'Office a adopté une approche flexible concernant la taxe convenue dans le cadre de l'UPOV pour la mise à disposition des rapports. Les pays demandeurs peuvent soit payer cette taxe directement à l'OCW, soit laisser l'Office envoyer la facture au demandeur dans son pays. Le rapport est toujours envoyé directement aux autorités nationales.

**Tableau 12** — Liste des 10 pays ayant acheté le plus de rapports techniques DHS à l'OCV (1998-2015)

Pays	Nombre de rapports achetés
Brésil	575
Israël	571
Colombie	518
Équateur	456
Suisse	383
Kenya	315
Canada	293
Norvège	253
France	239
Nouvelle-Zélande	231

### 10.2.3.2. Relations avec les offices d'examen

#### 10.2.3.2.1. Dix-neuvième réunion annuelle avec les offices d'examen

En décembre 2015, l'Office a organisé sa dix-neuvième réunion annuelle avec les offices d'examen, à laquelle ont également assisté des représentants de la Commission européenne, du bureau de l'UPOV et des organisations d'obteneurs (la Ciopora, l'ESA et Plantum), ainsi que des représentants des autorités turques de protection des obtentions végétales hors UE. Les principaux sujets de discussion ont été les suivants:

- l'assistance apportée par l'OCV aux offices d'examen pour que ces derniers reçoivent des semences de variétés de référence;
- la proposition d'enquête sur les différences entre les informations fournies dans les documents de demande (questionnaire technique) et l'apparence des plantes dans l'examen DHS;
- la centralisation des «petites» espèces ornementales;
- la procédure d'évaluation des offices d'examen basés dans des pays hors UE avant d'instaurer une coopération technique;
- la date d'entrée en vigueur des protocoles techniques;
- la révision du modèle pour les protocoles techniques de l'OCV;
- une note explicative sur le report des règles relatives aux examens;
- la publication, sur l'internet, des descriptions de variétés des lignées parentales d'espèces avec des variétés hybrides;
- la mention de variétés similaires dans la description de la variété;
- la mise à jour des descriptions de variétés;
- la mise à jour des noms de plantes scientifiques dans les registres de l'Office;
- les informations sur la révision des orientations de l'OCV relatives aux dénominations variétales et le développement de la base de données Variety Finder;
- différents points juridiques, tels que la révision de l'accord de désignation des offices d'examen, les termes «services techniquement qualifiés» et la jurisprudence récente.



Réseau des offices d'examen

Les participants ont, en outre, été informés de l'état d'avancement des projets de R & D et des projets informatiques, tels que l'échange électronique de documents avec les offices d'examen, le projet pilote de partage du système de demande en ligne et le paiement anticipé des offices d'examen.

#### 10.2.3.2.2. Élaboration des protocoles de l'OCV

En 2015, des experts des offices d'examen des États membres ont été invités à collaborer à l'élaboration ou à la révision de protocoles techniques pour les essais DHS. Ceux-ci ont ensuite été approuvés par le conseil d'administration ou devraient l'être en 2016. Les réunions suivantes ont été organisées:

- experts en espèces agricoles: en 2015, les protocoles techniques révisés pour le pois, le riz, l'orge et l'avoine ont été adoptés, de même qu'un nouveau protocole technique de l'OCV pour la fétuque des prés et la fétuque élevée. Sur la base d'une décision du conseil d'administration invitant l'Office à couvrir, à l'aide d'un protocole technique, un nombre maximal des espèces relevant également des directives sur les semences, l'OCV a poursuivi les discussions sur de nouveaux protocoles techniques, malgré le fait que très peu de demandes ont été reçues pour ces espèces. Les espèces concernées par cette activité sont les suivantes: les fèves de soja, le coton, les féveroles et la vesce commune. En 2015, les experts ont décidé de suspendre les évolutions dans le domaine jusqu'à ce que les principes directeurs techniques de l'UPOV aient été révisés;



Réunion des offices d'examen, décembre 2015, Angers, France



- experts en espèces fruitières: la révision du protocole technique pour les porte-greffes de *Prunus* a été adoptée par le conseil d'administration lors de sa réunion du printemps 2015. La révision partielle du protocole technique pour les mandarines a fait l'objet de discussions en vue de son adoption par le conseil d'administration en mars 2016;
- experts en espèces potagères: en 2015, la création de nouveaux protocoles pour la rhubarbe et la *Cucurbita moschata* et la révision partielle du protocole pour la laitue (isolats de *Bremia lactuca*), du protocole pour l'épinard (races *Peronospora farinosa*), du protocole pour le porte-greffe de tomate (suppression de l'astérisque de *Pyrenochaeta lycopersici*) et du protocole pour la tomate (méthodologie alternative pour le virus des feuilles jaunes en cuillère de la tomate) ont été débattues. Tous ces protocoles devraient être approuvés en mars 2016;
- experts en espèces ornementales: les protocoles techniques révisés pour les *Buddleja*, *Dianthus* et *Pelargonium grandiflorum* ont été débattus et ensuite adoptés par le conseil d'administration. Pour le *Populus*, une prochaine révision a été préparée, des discussions supplémentaires étant toutefois nécessaires avant l'adoption. Le protocole pour l'*Eucalyptus*, bien qu'il relève du groupe des cultures ornementales, a été débattu par les experts en espèces fruitières, étant donné que les experts pertinents participent à la réunion de ceux-ci (voir ci-dessus). Par ailleurs, la nécessité de réviser le protocole technique pour l'*Eucalyptus* a été débattue et il sera proposé à l'UPOV d'entreprendre cette révision.

#### 10.2.3.2.3. Réunions des experts en culture

Deux réunions avec des experts agricoles se sont tenues en 2015. La première a été organisée en mai à Vienne, en Autriche, afin de poursuivre les discussions dans le cadre du projet de R & D intitulé «Base de données commune sur les pommes de terre». Neuf offices d'examen et l'organisation d'obteneurs ESA y ont participé. La seconde réunion a eu lieu en septembre à Angers, en France, lors de laquelle les premiers projets des nouveaux protocoles techniques de l'OCV pour les fèves de soja, le coton, la fétuque des prés et la fétuque élevée, les féveroles et la vesce commune ont été débattus. D'autres thèmes ont été repris, notamment les questions relatives aux nouveaux caractères dans le protocole technique pour le colza, pour lequel il devient difficile d'établir la distinction. En ce qui concerne les variétés de colza hybrides, la discussion s'est poursuivie concernant la quantité de semences à soumettre à un office d'examen pour les lignées parentales lorsque la production de semences est très coûteuse. Les obtenteurs et les offices d'examen se sont penchés sur les solutions à apporter. Une enquête sera réalisée auprès des offices d'examen afin de réduire la quantité requise à un minimum. Le groupe d'experts a débattu de l'évaluation des résistances aux maladies dans les examens DHS des tournesols comme caractères supplémentaires. Cela concernait le mildiou, l'*Orobanche* et la résistance aux *Sulfonylurea*. Enfin, la question de savoir comment garantir la disponibilité d'anciennes variétés de maïs citées à titre d'exemple si celles-ci sont des lignées endogames a été abordée. La discussion se poursuivra.

Une réunion des experts en espèces ornementales a eu lieu en juin dans les locaux de l'office d'examen néerlandais Naktuinbouw pour informer les examinateurs des évolutions des travaux de l'OCV et pour discuter de points liés aux examens techniques (par exemple, le niveau d'information à fournir par les demandeurs dans les documents de demande et l'évaluation de certains caractères), ainsi que de la communication des résultats de l'examen. De nouveaux protocoles techniques ainsi que des protocoles techniques révisés ont été présentés (voir le point 10.2.3.2.2).

Une réunion des experts en espèces fruitières s'est tenue en octobre à Angers, en France, afin de discuter d'un certain nombre de points relatifs à la réalisation des examens techniques et à la notification, y compris la fourniture de davantage d'informations dans les rapports intermédiaires, la notification de l'absence de variétés similaires, la procédure de quarantaine pour le citrus, les résultats d'une enquête sur l'évaluation de l'homogénéité, des questions relatives à la santé des plantes et l'entrée en vigueur des protocoles techniques. Le suivi des projets de R & D sur la réduction du nombre de cycles de croissance et la base de données sur les pêches a été présenté. Le groupe a décidé de proposer deux projets de R & D pour la fraise et la pomme.

Une réunion des experts en espèces potagères a eu lieu les 30 novembre et 1<sup>er</sup> décembre à Angers, en France. Outre les protocoles des espèces potagères mentionnés précédemment, le groupe a débattu de nombreux autres points, notamment: «les plantes aberrantes de *Brassica oleracea*», pour lesquelles un essai de suivi sera organisé par le GEVES qui fera l'objet d'une visite par le groupe au début de novembre 2016; «les possibilités de présentation précoce et les dates de clôture»; les résultats du projet de R & D «Harmores 2» et la manière de mettre en œuvre ses recommandations dans les révisions partielles des protocoles techniques de l'OCV pour le poivron, le pois et la laitue; les résultats du projet de R & D «L'effet du traitement d'amorçage des semences sur l'examen DHS des variétés potagères (*priming*)» et la manière de mettre en œuvre ses conclusions sur la possibilité d'accepter les semences amorcées des variétés du porte-greffe de tomate et des variétés d'aubergine pour les essais DHS; et la présentation de la proposition de projet de R & D «Harmores 3» pour étudier les faiblesses relevées dans la méthodologie de certains caractères de résistance aux maladies.



Réunion des experts en espèces potagères, décembre 2015, Angers, France

#### 10.2.3.2.4. Nouvelles espèces

En 2015, l'OCW a reçu des demandes couvrant 86 taxons différents, dont certaines variétés n'ont jamais fait l'objet d'une demande à l'OCW. À la suite des inventaires des nouvelles espèces, le conseil d'administration de l'OCW a habilité des offices d'examen pour la plupart de ces nouvelles espèces. Les taxons pour lesquels de nouveaux offices d'examen ont été habilités en 2015 à réaliser l'examen technique sont repris dans le tableau 13 (73 taxons).

La procédure informatisée, lancée en août 2014, s'est avérée efficace et pratique pour les experts. Cette procédure, divisée en deux étapes distinctes, permet la transparence durant l'entièreté du processus, étant donné que tous les documents de demande sont disponibles, que les propositions des autres offices d'examen intéressés sont visibles et que des commentaires peuvent être formulés durant le processus.

En ce qui concerne les taxons pour lesquels aucune proposition n'a encore été reçue, l'OCW recherche des solutions techniques, soit au niveau de l'UE soit dans des pays tiers, en fonction de l'espèce.

Le graphique 9 montre l'évolution du nombre de taxons pour lesquels l'Office a reçu des demandes de protection communautaire des obtentions végétales depuis 1995.

#### Graphique 9

Évolution du nombre de taxons botaniques pour lesquels l'OCV a reçu des demandes (1995-2015)

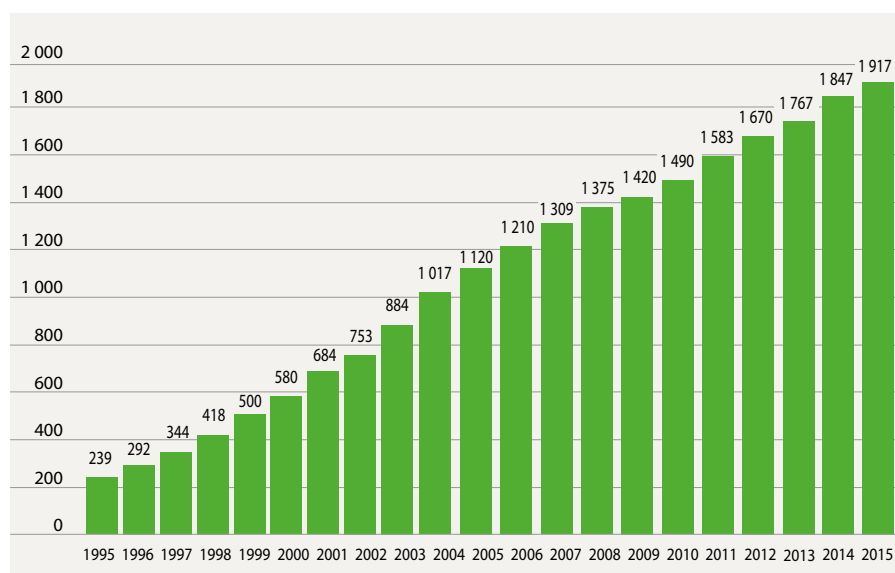


Tableau 13 — Liste des nouvelles espèces confiées aux offices d'examen en 2015

Espèces
<i>Agrimonia procera</i>
<i>Allium tuncelianum</i> (Kollmann) Özhatay et al.
<i>Aloe melanacantha</i> A. Berger
<i>Alpinia officinarum</i> Hance
<i>Aphelandra squarrosa</i> Nees
<i>Aster alpinus</i> L.
<i>Berberis</i> L.
<i>Buglossoides arvensis</i> (L.) I. M. Johnst
<i>Calathea makoyana</i> E. Morren [syn. <i>Goeppertia makoyana</i> (E. Morren) Borchs. & S. Suárez]
<i>Callisia repens</i> (Jacq.) L.
<i>Calycanthus</i> × <i>raulstonii</i> (F. T. Lass. & Fantz) F. T. Lass. & Fantz ex Bernd Schulz
<i>Campsis grandiflora</i> (Thunb.) K. Schum. × <i>C. × tagliabuana</i> (Vis.) Rehder
<i>Carex morrowii</i> Boott
<i>Castanea</i> Mill.
<i>Convallaria majalis</i> L.
<i>Correa</i> Andrews
<i>Craspedia globosa</i> (F. L. Bauer ex Benth.) Benth. (syn. <i>Pycnosorus globosus</i> F. L. Bauer ex Benth.)
<i>Crassula ovata</i> (Mill.) Druce × <i>Kalanchoe thyrsiflora</i> Harv.
<i>Daphne bholua</i> Buch.-Ham. ex D. Don × <i>Daphne odora</i> Thunb.
<i>Deutzia</i> × <i>rosea</i> (Lemoine) Rehder
<i>Diervilla</i> × <i>splendens</i> (Carrière) G. Kirchn. (syn. <i>Weigela splendens</i> Carrière)
<i>Diervilla rivularis</i> GATT.
<i>Distylium</i> Siebold & Zucc.
<i>Dracaena surculosa</i> Lindl. var. <i>surculosa</i> (syn. <i>Dracaena godseffiana</i> hort. Sander ex Mast.) × <i>Sansevieria parva</i> N. E. Br.
<i>Echeveria lilacina</i> Kimnach & R. C. Moran × <i>Pachyphytum oviferum</i> J. A. Purpus
<i>Euphorbia cyathophora</i> Murray (syn. <i>Euphorbia heterophylla</i> auct. N. Amer.)
<i>Fargesia</i> Franch.
<i>Ficus natalensis</i> Hochst.
<i>Fuchsia paniculata</i> Lindl.
<i>Genista stenopetala</i> Webb & Berthel. (syn. <i>Cytisus racemosus</i> Marnock)
<i>Haworthia maxima</i> (Haw.) Duval
<i>Hibiscus</i> L.
<i>Hylotelephium</i> H. Ohba × <i>Orostachys malacophylla</i> (Pall.) Fisch.
<i>Iberis amara</i> L.
<i>Iberis gibraltarica</i> L.
<i>Kalanchoe uniflora</i> (Stapf) Raym.-Hamet
<i>Kleinia cephalophora</i> Compton [syn. <i>Senecio cephalophorus</i> (Compton) H. Jacobsen]
<i>Lachenalia aloides</i> (L. f.) Pers. ex Engl.
<i>Leontopodium nivale</i> (Ten.) Hand.-Mazz.
<i>Leucadendron laureolum</i> (Lam.) Fourc. × <i>L. salignum</i> P. J. Bergius
<i>Malus toringo</i> (Siebold) de Vriese
<i>Matricaria recutita</i> L.
<i>Microbiota decussata</i> Kom.
<i>Molinia caerulea</i> (L.) Moench
<i>Nepenthes rafflesiana</i> Jack ex Hook. f. × <i>N. sibuyanensis</i> Nerz
<i>Pelargonium</i> × <i>domesticum</i> L. H. Bailey
<i>Peperomia albobittata</i> C. DC.
<i>Peperomia caperata</i> × <i>P. peruviana</i>
<i>Peperomia obtusifolia</i> (L.) A. Dietr.

*Pistacia atlantica* Desf. × *P. integerrima* J. L. Stewart  
*Pleurotus ostreatus* (Jacq.) P. Kumm. × *Pleurotus eryngii* (DC.) Quéf.  
*Polygala myrtifolia* L.  
*Populus* × *woobstii* (R. I. Schröd. ex Regel) Dode  
*Psidium guajava* L.  
*Rehmannia elata* N. E. Br. ex Prain × *Rehmannia glutinosa* (Gaertn.) Steud.  
*Sambucus* × *strumpfii* Gutte (*S. nigra* L. × *S. racemosa* L.)  
*Sansevieria dooneri* N. E. Br. × *S. parva* N. E. Br.  
*Sansevieria* Thunb.  
*Saxifraga callosa* Sm. × *S. longifolia* Lapeyr.  
*Sesamum indicum* L.  
*Solanum habrochaites* S. Knapp & D.M. Spooner  
*Tibouchina* Aubl.  
*Tripterygium regelii* Sprague & Takeda  
*Triticum aestivum* L. emend. Fiori et Paol. × *Triticum aestivum* L. subsp. *spelta* (L.) Thell.  
*Ulmus laevis* Pall.  
*Vaccinium vitis-idaea* L.  
*Vanilla planifolia* Andrews  
*Viburnum odoratissimum* Ker Gawl.  
*Viburnum opulus* L.  
*Vitis rotundifolia* Michx. var. *rotundifolia* × *V. rupestris* Scheele  
*Weigela middendorffiana* (Carrière) K. Koch

#### 10.2.4. Agents de liaison techniques

L'OCW s'efforce d'entretenir une relation de travail étroite et efficace avec ses offices d'examen et les offices nationaux des États membres. C'est la raison pour laquelle, en 2002, l'Office a officiellement mis en place un réseau d'agents de liaison responsables au niveau technique dans les États membres, à savoir les «agents de liaison techniques». Ces agents de liaison jouent un rôle déterminant dans les relations entre l'Office et ses offices d'examen. Une révision de la configuration du réseau des agents de liaison techniques a été approuvée par le conseil d'administration, et les modifications entreront en vigueur en janvier 2016.

Le principal changement réside dans le fait que les agents de liaison techniques étaient auparavant désignés par le membre habilité du conseil d'administration. Dès 2016, ils seront désignés par l'office d'examen lui-même.

Le rôle de l'agent de liaison technique peut en général être défini comme celui de point de contact pour l'Office à un niveau technique. Cela signifie notamment que:

- les invitations à la réunion annuelle des offices d'examen sont adressées en premier lieu à l'agent de liaison technique. Si celui-ci n'assiste pas à la réunion en personne, il communique à l'OCW le nom de la personne qui s'y rendra à sa place;

- les invitations aux réunions des groupes d'experts au niveau technique sont adressées en premier lieu à l'agent de liaison technique chargé de la nomination à l'OCW de l'expert concerné. Lorsqu'un groupe a été établi, les communications et les invitations ultérieures sont directement adressées à l'expert désigné;
- l'agent de liaison technique est la personne chargée au niveau de l'office d'examen de la diffusion des informations ayant une pertinence technique en ce qui concerne le régime de protection communautaire des obtentions végétales au sein de son office d'examen, à savoir informer les collègues (experts en culture) des conclusions dégagées lors de la réunion annuelle des offices d'examen;
- les études techniques, qui sont envoyées par l'OCW pour collecter des informations, sont communiquées aux agents de liaison techniques. Citons, à titre d'exemple:
  - les procédures relatives aux nouvelles espèces, en vue de préparer la proposition d'habilitation des offices d'examen au conseil d'administration,
  - les questionnaires concernant les dates de clôture, les exigences de qualité, les essais relatifs aux organismes génétiquement modifiés, etc.;
- pour ce qui est des communications techniques générales, l'Office contacte d'abord les agents de liaison techniques. Des problèmes spécifiques, concernant par exemple une variété donnée, peuvent être abordés, en première instance, directement avec l'expert en culture de l'office d'examen et l'expert concerné au sein de l'OCW.

La liste des agents de liaison techniques désignés (au 31 décembre 2015) est présentée ci-dessous:

John Austin	Agence exécutive pour l'examen des variétés Inspection sur le terrain et contrôle des semences Bulgarie
Bronislava Bátorová	Institut central de contrôle et d'examen des produits agricoles (UKSUP) Département d'examen des variétés Slovaquie
Alexandra Chatzigeorgiou	Ministère du développement rural et de l'alimentation Centre de recherches sur les variétés des plantes cultivées Grèce
John Claffey	Ministère de l'agriculture, de l'alimentation et de la pêche Office du contrôleur des protections d'obtention végétale Irlande
Zoltán Csurös	Office national de la sécurité de la chaîne alimentaire (NÉBIH) Direction de la production végétale et de l'horticulture Hongrie
Françoise De Schutter	Office de la propriété intellectuelle (OPRI) Belgique
Maureen Delia	Ministère du développement durable, de l'environnement et du changement climatique Unité des semences et autres matériels de multiplication Direction de la santé des végétaux Malte
Gerhard Deneken	Fondation Tystofte Danemark
Barbara Fürnweiger	Agence autrichienne pour la santé et la sécurité alimentaire (AGES) Autriche



Sigita Juciuvienė	Ministère de l'agriculture Service lituanien des végétaux Division des variétés végétales Lituanie
Sofija Kalinina	Service d'État de protection des végétaux Division de la certification des semences et de la protection des obtentions végétales Lettonie
Marcin Król	Centre de recherche pour les examens de cultivars (Coboru) Pologne
Paivi Mannerkorpi	Commission européenne Direction générale de la santé et de la sécurité alimentaire Belgique
Clarisse Maton	Groupe d'étude et de contrôle des variétés et des semences (GEVES) France
Kyriacos Mina	Ministère de l'agriculture, des ressources naturelles et de l'environnement Institut de la recherche agricole Chypre
Kaarina Paavilainen	Autorité finlandaise de la sécurité alimentaire (EVIRA) Finlande
Teresa Maria Pais Nogueira Coelho	Direction générale des services alimentaires et vétérinaires Portugal
Laima Puur	Conseil agricole Estonie
Helena Rakovec	Ministère de l'agriculture, de la sylviculture et de l'alimentation Administration phytosanitaire de la République de Slovénie Slovénie
Mara Ramans	Animal and Plant Health Agency (APHA) Royaume-Uni
Mihaela Rodica Ciora	Institut d'État des examens et de l'enregistrement des obtentions végétales (ISTIS) Roumanie
Beate Rücker	Bundessortenamt (BSA) Allemagne
Ivana Rukavina	Centre croate de l'agriculture, de l'alimentation et des affaires rurales Institut des semences et des plants Croatie
Radmila Safarikova	Institut central de contrôle et d'examen des produits agricoles (ÚKZÚZ) République tchèque
Luis Salaices Sánchez	Office espagnol des variétés végétales (OEVV) Ministère de l'agriculture, de l'alimentation et de l'environnement Espagne
Karin Sperlingsson	Office suédois de l'agriculture Division des semences Suède
Domenico Strazzulla	Ministère de l'agriculture et de la sylviculture Département des politiques concurrentielles de la vie rurale et de la qualité Italie
Kees van Ettehoven	Naktuinbouw Afdeling Rassenonderzoek Pays-Bas
Marc Weyland	Administration des services techniques de l'agriculture Service de la production végétale Luxembourg

# 11. DÉNOMINATIONS VARIÉTALES

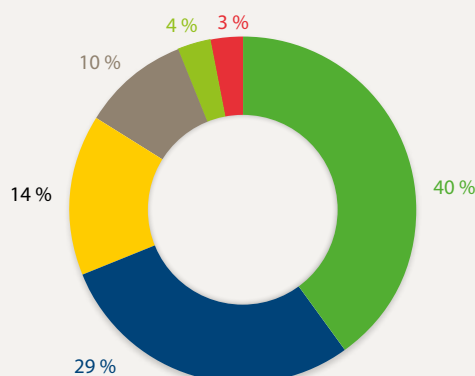
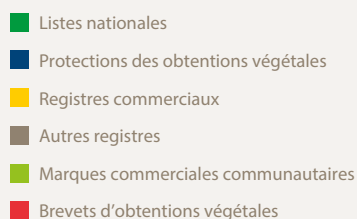
## 11.1. La base de données Variety Finder de l'OCV: évolutions récentes

Élaborée et tenue à jour par l'OCW, la base de données en ligne Variety Finder comprend un outil de recherche de similarité pour évaluer l'éligibilité des dénominations et un outil de recherche général. Elle contient des informations sur les registres de plus de 60 pays et est accessible à partir de la page d'accueil du site internet de l'OCW. Au cours des dix dernières années, le nombre d'utilisateurs (les autorités nationales, les demandeurs de protection communautaire des obtentions végétales et le grand public) de Variety Finder n'a cessé de croître.

Au total, la base de données comprend près de 940 000 entrées provenant des États membres de l'UE et de l'UPOV. Le graphique 10 montre une vue d'ensemble du contenu de la base de données avec le nombre d'enregistrements par type de registre.

**Graphique 10**

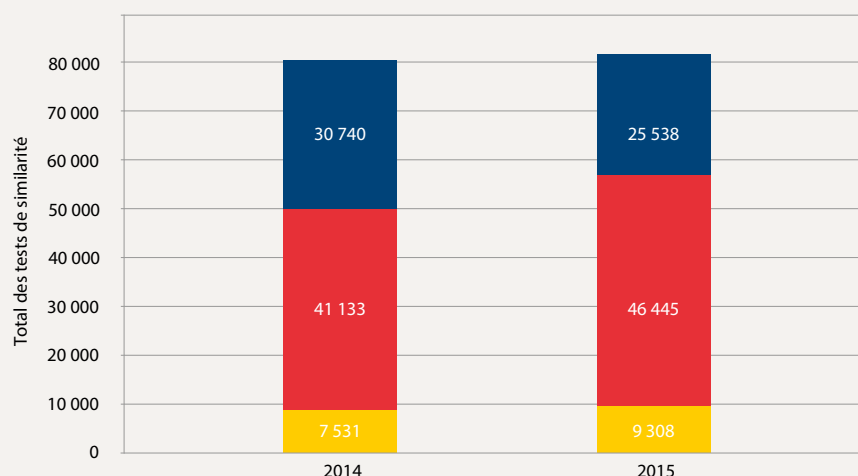
Nombre d'entrées par type de registre (au 31 décembre 2015)



Le graphique 11 présente le nombre de tests de similarité réalisés dans la base de données par des autorités nationales ou internationales, les clients de l'OCW et d'autres types de contact au cours de ces deux dernières années. L'utilisation par les demandeurs de l'OCW de l'outil de recherche de similarité a augmenté de 13 % en 2015 par rapport à l'année précédente.

**Graphique 11**

Nombre de tests de similarité réalisés dans la base de données Variety Finder (2014-2015)

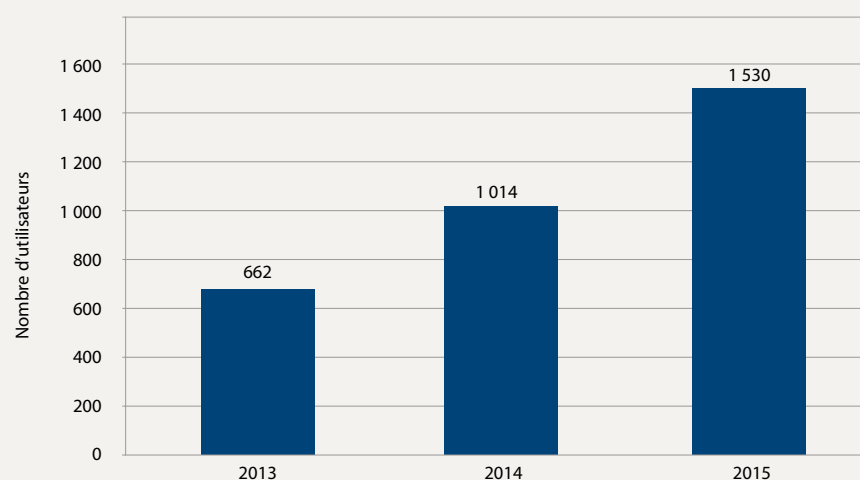


Un outil de consultation permet d'effectuer des recherches plus générales en ce qui concerne les détails des variétés ou des espèces présentes dans la base de données et sera renforcé en 2016.

En 2015, le nombre global d'utilisateurs de la base de données Variety Finder a augmenté de 50 % par rapport à 2014, comme l'illustre le graphique 12.

### Graphique 12

Nombre d'utilisateurs de la base de données Variety Finder (2013-2015)



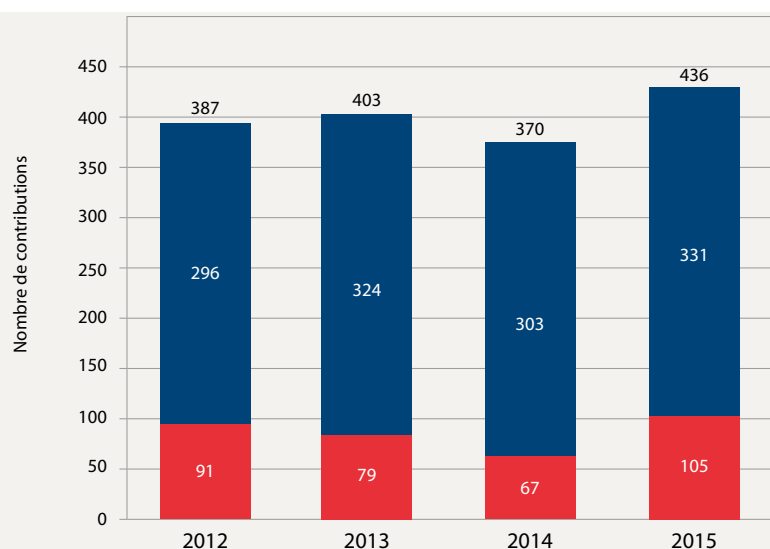
L'Office reçoit des contributions directes des États membres de l'UE, en ce qui concerne les registres officiels et commerciaux, et via l'UPOV, pour ce qui est de la plupart des pays hors UE. Pour l'année 2015, 55 organisations ont contribué à la base de données Variety Finder, pour un total de 436 contributions.

L'Office s'efforce autant que possible de tenir à jour la base de données: 96 % des contributions reçues en 2015 ont été incluses dans la base de données dans les cinq jours ouvrables.

### Graphique 13

Nombre de contributions (UE et hors UE) à la base de données Variety Finder (2012-2015)

■ Contributions UE  
■ Contributions hors UE



Le conseil d'administration a accepté, lors de sa dernière réunion tenue en octobre 2015, la proposition de l'OCW de mettre en place un groupe de travail afin de refléter les nouveaux développements à réaliser en ce qui concerne la base de données.

Le groupe sera composé de représentants de l'OCW, de la Commission, des offices d'examen, des clients de l'OCW et des organisations d'obteneurs. La première réunion est prévue à la fin du mois de mars, à Bruxelles.

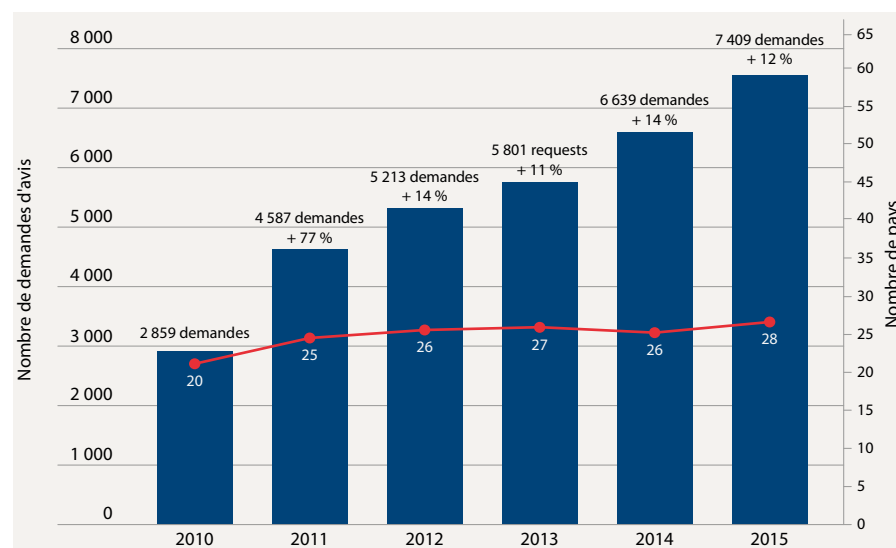
La question d'une meilleure adaptation du contenu de la base de données aux besoins des utilisateurs sera débattue. La procédure de mise à jour et le processus d'échange des données pourraient également être révisés.

## 11.2. Coopération en matière d'examen des dénominations: augmentation confirmée en 2015

L'année 2015 a battu le record du nombre de demandes d'avis établi en 2014, avec plus de 7 400 demandes reçues de la part de 28 pays participant activement au programme. Les États membres ont intégré le service dans leur procédure normale et présentent la plupart des propositions de dénomination officielle qu'ils reçoivent avant leur publication au niveau national.

### Graphique 14

Nombre de demandes d'avis reçues et États membres de l'UE contributeurs (2010-2015)



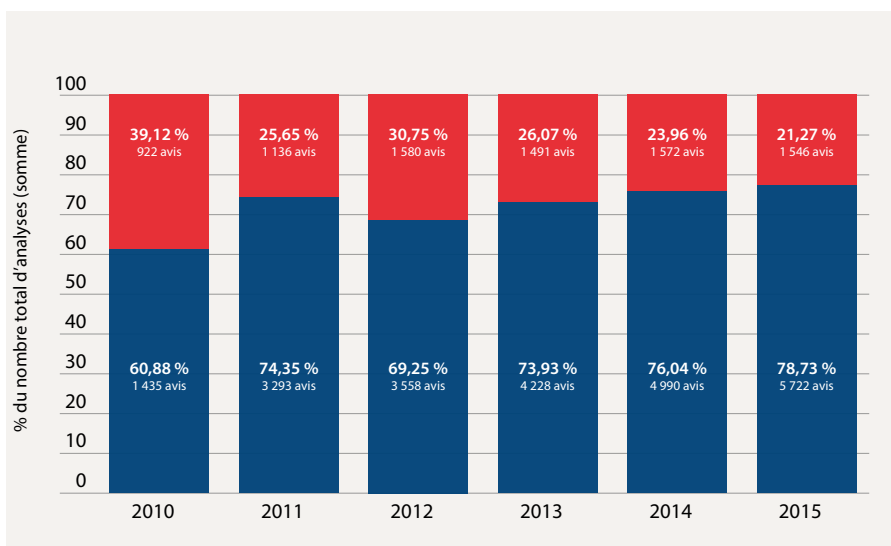
Cette augmentation n'a pas affecté le délai de traitement, qui est resté stable avec près de 89 % des demandes traitées en une demi-journée. À cet égard, il convient de souligner que la qualité des informations fournies par les pays participants au moment où ils présentent leurs propositions et le partage des informations entre l'Office et les autorités nationales jouent un rôle majeur dans le délai de traitement et permettent souvent de faire l'économie d'observations qui auraient pu être évitées quant à la pertinence des propositions.

Il convient également de noter que l'année 2015 présente le taux d'observations le plus faible depuis le lancement du service, avec 21,3 % du nombre total d'analyses.

### Graphique 15

Proportions du nombre d'observations et de l'absence d'observations (2010-2015)

■ Observations  
■ Aucune observation



## 11.3. Coopération avec la KAVB

En 2014, l'Office a conclu que la coopération avec l'Association royale néerlandaise de bulbiculture (KAVB) aux Pays-Bas était très positive et apportait une valeur ajoutée en termes de partage d'informations et d'échanges concernant l'interprétation des règles.

En 2015, le conseil d'administration a accepté la proposition de l'OCV de poursuivre la coopération avec la KAVB pour une durée illimitée.

## 11.4. Révision des orientations relatives aux dénominations variétales

Le service de coopération en matière d'examen des dénominations permet un échange de vues régulier entre l'Office et les États membres quant à l'interprétation des règles. Avec l'augmentation du nombre d'affaires, il est devenu évident au cours du temps qu'il était nécessaire de développer davantage les orientations et leurs notes explicatives.

Au cours de sa réunion d'octobre 2015, le conseil d'administration a convenu de la mise en place d'un groupe de travail en 2016 pour débattre des modifications des orientations et examiner si ces modifications produiraient un impact sur le règlement (CE) n° 637/2009 de la Commission du 22 juillet 2009 établissant des modalités d'application concernant l'éligibilité des dénominations variétales. Le groupe de travail sera composé de membres du CA, de la Commission, des organisations d'obteneurs, des offices d'examen, de l'UPOV, de la KAVB et de la Société royale d'horticulture.

# 12. INFORMATIQUE

En 2015, les évolutions informatiques ont continué, conformément à la vision globale, de travailler avec les programmes présentés comme essentiels pour l'Office. Les évolutions informatiques sont cruciales pour le bon fonctionnement de l'OCW et ses parties prenantes, et la nécessité de disposer d'un service informatique interne solide ne peut être sous-estimée.

## 12.1. Services électroniques

Le programme de services électroniques (e-services) englobe tous les projets qui doivent permettre à l'Office d'interagir en ligne avec ses parties prenantes externes (clients, offices d'examen et partenaires tels que l'OHMI, l'UPOV, etc.), en toute transparence, en évitant le recours au papier et en réduisant autant que faire se peut toute intervention manuelle dans les procédures.

En 2015, un certain nombre de projets ont été menés à bien, notamment la phase finale du système de facturation électronique pour les clients, qui permet d'envoyer des factures électroniques aux clients sur demande. Ce projet produira progressivement des effets lorsque les fonctions seront mises à la disposition des clients.

## 12.2. Avancées sur le plan opérationnel

Les outils opérationnels couvrent toutes les applications informatiques nécessaires à l'activité quotidienne de l'Office. Comme chaque année, des avancées importantes ont été réalisées en 2015 en ce qui concerne les outils opérationnels internes chargés de gérer, entre autres, le traitement des demandes, la gestion des documents, les ressources humaines et les finances.

La procédure relative aux décisions négatives au sein de l'Office a été automatisée en 2015, garantissant ainsi que le processus soit électronique et fonctionne de la même manière que la génération des titres.

Depuis la mi-2015, des outils ont été utilisés pour permettre l'intégration automatique des factures des fournisseurs dans le système de l'OCW. D'importants travaux ont été entrepris sur le projet «MyCPVO», qui deviendra un portail client pour tous les contacts avec l'Office. En 2015, des mises à jour au niveau des services d'appui ont été mises en place pour permettre une version bêta de l'outil qui sera testée par les clients au début de 2016. Cet outil permettra également à ces derniers de gérer leur propre accès aux systèmes de l'OCW, contribuant ainsi à l'automatisation des tâches de l'Office.



### 12.3. Outils de communication

Il est essentiel de disposer de solides canaux de communication interne et externe. En ce qui concerne la communication interne, l'Office a renouvelé le site interne SharePoint (l'intranet) et lancé un appel d'offres pour la mise à jour de son site internet externe, projet qui devrait être terminé en 2016.

### 12.4. Développement de l'infrastructure

L'Office continue de se concentrer sur la virtualisation des serveurs et le renforcement de la continuité des activités. Par ailleurs, la migration vers Microsoft Office 2013 a été lancée et devrait s'achever au début de 2016. Des préparatifs ont été effectués pour la migration vers Exchange 2013, prérequis pour la mise à niveau du système de courrier électronique.



Examens DHS sur le phalaenopsis, Pays-Bas



Colza, Allemagne

# 13. COOPÉRATION AVEC LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

## 13.1. Comité permanent de la protection communautaire des obtentions végétales

Ce comité de la Commission européenne s'est réuni le 30 octobre 2015 en vue de débattre de la proposition de révision du règlement sur la procédure et d'approuver les modifications proposées par le conseil d'administration de l'OCW au règlement des taxes, afin de revoir à la baisse le montant de la taxe de demande pour les demandes de protections d'obtentions végétales de l'UE déposées en ligne. Le nouveau montant réduit de la taxe vise à encourager les demandeurs à déposer les demandes par voie électronique.

## 13.2. Comité permanent des semences et plants agricoles, horticoles et forestiers

Ce comité de la Commission européenne s'est réuni à quatre reprises en 2015 à Bruxelles, et des agents de l'Office ont assisté à trois réunions dans le cadre de la délégation de la Commission.

En 2015, les points suivants ont présenté un intérêt pour l'Office:

- l'échange de vues sur les véritables semences de pommes de terre en vue de l'organisation éventuelle d'une expérience temporaire;
- les discussions relatives à l'utilisation du terme «accréditation» par l'Association internationale d'essais de semences;
- l'échange de vues sur l'indication du caractère hybride dans le catalogue commun;
- les discussions relatives à l'alignement des noms botaniques de certaines espèces sur la nomenclature internationale;
- la présentation par le Royaume-Uni de l'organisation d'une expérience temporaire sur les dérogations pour la commercialisation de populations de certaines espèces de céréales;
- l'échange de vues sur une demande d'inclusion de *Brassica napus* L. var. *napobrassica* dans le champ d'application de la directive 2002/55/CE du Conseil du 13 juin 2002 concernant la commercialisation des semences de légumes;
- le suivi de la réunion du groupe de travail de la Commission sur les techniques biochimiques et moléculaires;
- le rapport sur la mise en œuvre de la décision 2004/842/CE de la Commission du 1<sup>er</sup> décembre 2004 relative aux modalités d'exécution selon lesquelles les États membres peuvent autoriser la commercialisation de semences appartenant à des variétés pour lesquelles une demande d'inscription au catalogue national des variétés des espèces agricoles et potagères a été présentée;

- la discussion relative à une proposition de directive de la Commission modifiant les directives 2003/90/CE et 2003/91/CE de la Commission établissant des modalités d'application de l'article 7 des directives 2002/53/CE et 2002/55/CE du Conseil en ce qui concerne les caractères minimaux à prendre en compte et les conditions minimales à remplir lors de l'examen de certaines variétés des espèces agricoles et potagères;
- les informations fournies par la Commission sur les catalogues communs des espèces potagères et agricoles;
- les évolutions de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

L'OCW informe régulièrement les membres du comité permanent des évolutions au niveau de l'Office qui présentent un intérêt et, en particulier, des décisions prises par son conseil d'administration sur les protocoles techniques nouveaux ou révisés pour l'examen DHS.

### **13.3. Comité permanent pour les matériels de multiplication des plantes ornementales**

Ce comité de la Commission européenne ne s'est pas réuni en 2015.

### **13.4. Comité permanent pour les matériels de multiplication et les plantes des genres et espèces de fruits**

La directive 2008/90/CE du Conseil concernant la commercialisation des matériels de multiplication de plantes fruitières et des plantes fruitières destinées à la production de fruits a été adoptée le 29 septembre 2008 et doit être mise en œuvre par la Commission.



Aubergine



Examens DHS sur l'*impatiens*, Allemagne

Un des principaux aspects de cette directive est l'obligation d'enregistrer officiellement les variétés des plantes fruitières pour leur commercialisation au sein de l'UE à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2012. La directive indique également que les variétés fruitières bénéficiant de la protection communautaire des obtentions végétales seront automatiquement autorisées pour la commercialisation au sein de l'UE, sans autre enregistrement. Malheureusement, aucun accord sur les modalités d'application n'a pu être dégagé au 1<sup>er</sup> octobre 2012, mais celles-ci ont été adoptées en 2014 en vue de leur mise en œuvre le 1<sup>er</sup> janvier 2017.

L'OCW a assisté à la plupart des réunions du comité permanent et du groupe de travail organisées par la Commission à ce propos. Il a participé à la rédaction des procès-verbaux du groupe de travail et suivi de près l'évolution des discussions, notamment sur des aspects liés à l'examen DHS et à l'éligibilité des dénominations variétales proposées. L'Office a régulièrement communiqué ses points de vue à la Commission à cet égard.

### **13.5. Groupes de travail du Conseil**

Invité par la direction générale de la santé et de la sécurité alimentaire à intégrer la représentation de la Commission européenne, l'OCW a participé aux groupes de travail suivants du Conseil en 2015:

- coordination des réunions de l'UPOV (conseil, comité consultatif, comité technique et comité administratif et juridique);
- coordination des réunions de l'OCDE sur les systèmes de semences (réunion annuelle et groupe de travail technique).

# 14. RELATIONS EXTÉRIEURES

## 14.1. Contacts avec les organisations extérieures

### 14.1.1. Collaboration avec les organisations d'obteneurs

Une des principales priorités de l'OCW est l'interaction régulière avec les organisations d'obteneurs. L'Office entretient des relations régulières avec les organisations d'obteneurs, en particulier celles qui représentent la majorité des usagers du régime communautaire de protection des obtentions végétales. La Ciopora, l'ESA et Plantum sont des contributeurs essentiels aux travaux de l'OCW.

Des représentants de ces trois organisations assistent aux sessions du conseil d'administration de l'Office en tant qu'observateurs, ainsi qu'à toutes les réunions pertinentes d'experts techniques organisées par l'Office. Ces organisations participent activement et contribuent aux séminaires et ateliers organisés par l'OCW. Elles jouent un rôle inestimable dans la diffusion dans l'UE d'informations et de connaissances sur tous les aspects du régime de protection communautaire des obtentions végétales.

L'OCW apprécie grandement la collaboration très constructive et positive instaurée avec ces organisations, sans lesquelles il ne pourrait faire part de ses travaux concernant la protection des obtentions végétales aux obteneurs.

### 14.1.2. Contacts avec l'UPOV

L'Office participe aux activités de l'UPOV depuis 1996. En juillet 2005, la Communauté européenne est devenue membre de l'UPOV.

En 2015, les fonctionnaires de l'Office, en tant que membres de la délégation de l'Union européenne, ont participé aux travaux de l'UPOV et assisté aux réunions des instances et comités suivants de l'Union internationale:

- le conseil de l'UPOV;
- le comité administratif et juridique;
- le comité technique;
- le comité consultatif;
- les groupes de travail techniques [cultures agricoles, cultures potagères (réunion organisée par l'OCW), cultures fruitières, plantes ornementales et arbres forestiers, systèmes d'automatisation et programmes informatiques];
- le groupe de travail ad hoc sur le développement d'un prototype de formulaire de demande électronique;
- le groupe de travail ad hoc sur le développement d'un outil de recherche des dénominations variétales.

L'Office a collaboré au deuxième cycle de la «Formation des formateurs» destiné aux pays d'Amérique latine, organisé par l'UPOV, l'OMPI et les autorités espagnoles à Santa Cruz de la Sierra (Bolivie), en novembre 2015.

Il a également participé à deux séminaires organisés conjointement par l'UPOV et le ministère japonais de l'agriculture au Brunei et au Laos (les 5 décembre ainsi que les 7 et 8 décembre, respectivement) sur les protections des obtentions végétales. Il a réalisé des présentations sur le régime de protection communautaire des obtentions végétales et l'organisation des examens DHS dans l'UE.

Les hauts responsables de l'UPOV assistent régulièrement aux réunions d'experts ou à celles des groupes de travail organisées par l'OCW et traitant d'aspects techniques et juridiques revêtant un intérêt commun.

En octobre 2004, l'OCW a signé un protocole d'accord avec l'UPOV portant sur un programme de coopération. Dans ce cadre, il a échangé des informations avec l'UPOV lors de l'élaboration de sa base de données Variety Finder afin d'assurer la compatibilité avec les bases de données existantes sur les variétés végétales de l'UPOV (bases de données PLUTO et UPOV ROM). Les deux bases de données contiennent des informations sur les variétés végétales qui font l'objet d'une demande de protection ou pour lesquelles une protection a été octroyée, de même que sur celles qui sont reprises sur les listes nationales des variétés à des fins de commercialisation.

La base de données Variety Finder de l'OCW repose sur un système de codes attribués à des noms botaniques arrêtés par l'UPOV. Depuis sa mise en service en juillet 2005, l'Office et l'UPOV mettent largement en commun leurs données respectives, l'UPOV recueillant des données auprès de pays UPOV non membres de l'UE, tandis que l'Office compile les données en provenance de l'UE.

Dans plusieurs régions du monde regroupant des pays membres de l'UPOV, telles que l'Asie, l'Afrique, l'Amérique latine et les Caraïbes, on commence à s'intéresser aux aspects précis et aux résultats des régimes de protection des variétés végétales de dimension régionale ainsi qu'à l'expérience acquise en la matière. L'OCW envoie fréquemment des intervenants dans les séminaires et groupes de travail techniques organisés par l'UPOV.

#### **14.1.3. Contacts avec l'Office de l'harmonisation dans le marché intérieur (marques, dessins et modèles)**

En 2015, l'OCW et l'OHMI ont continué d'échanger leurs expériences dans le domaine de l'examen des marques, en particulier concernant l'appréciation de la similitude et du risque de confusion et l'examen des dénominations variétales. Des séances de formation ont été mutuellement organisées à cet effet avec la participation des membres des chambres de recours de l'OHMI et de l'OCW. En outre, en 2015, l'OCW a continué de participer aux groupes de travail sur l'application des droits et sur les questions juridiques de l'Observatoire européen des atteintes aux droits de propriété intellectuelle, ainsi qu'à la session plénière, où il a été proposé d'inclure également la protection des obtentions végétales dans la prochaine version de l'enquête sur la propriété intellectuelle de l'OHMI/OEB. Enfin, l'Office a participé à la préparation du projet de collecte de la jurisprudence de l'Observatoire en fournissant la jurisprudence nationale sur les protections des obtentions



végétales et sur les atteintes aux protections communautaires des obtentions végétales. Ce projet vise à collecter la jurisprudence nationale essentielle relative à l'application des droits de propriété intellectuelle dans les États membres.

#### **14.1.4. Contacts avec l'Office européen des brevets**

À la suite du séminaire sur l'interface entre les brevets et les protections des obtentions végétales qui s'est tenu à Bruxelles, en juin 2015, l'OCW a engagé des contacts avec l'OEB en vue d'établir la base d'une coopération future. Ce projet vise à échanger des connaissances techniques et des expériences pratiques entre les experts techniques des deux institutions. La formation envisagée devrait être mise en œuvre en 2016.

#### **14.1.5. Contacts avec l'Organisation de coopération et de développement économiques**

En janvier 2015, le vice-président de l'OCW a participé à la réunion du groupe de travail technique de l'OCDE sur les systèmes de semences qui s'est tenue à Paris, en France, et, en juin, le président et le vice-président de l'OCW ont participé à la réunion annuelle de l'OCDE sur les systèmes de semences, également à Paris.

#### **14.1.6. Autres contacts**

L'OCW entretient des contacts externes réguliers en participant aux réunions organisées par:

- la direction générale des ressources humaines et de la sécurité de la Commission: questions liées à la mise en œuvre du statut des fonctionnaires;
- la direction générale du budget de la Commission: mise en œuvre du nouveau règlement financier.

D'autres domaines d'activités extérieures peuvent également être mentionnés, notamment:

- les comités permanents concernés de la Commission européenne;
- le conseil d'administration du Centre de traduction des organes de l'Union européenne;
- la coordination des agences de l'UE à l'échelon de l'encadrement;
- la réunion annuelle de coordination de l'Office des publications de l'Union européenne avec les agences de l'UE;
- les réunions des délégués à la protection des données (DPD) des agences de l'UE, ainsi que d'autres groupes de travail constitués sous l'égide de la coordination des agences de l'UE.



IPM 2015, Essen, Allemagne



Salon du Végétal 2015, Angers, France

## 14.2. Formation et promotion du régime de protection communautaire des obtentions végétales

### 14.2.1. Participation aux salons internationaux

L'OCW considère que sa participation à des salons internationaux et aux journées portes ouvertes organisées par les offices d'examen est utile pour promouvoir le régime de PCOV, établir des contacts directs avec les demandeurs et fournir des informations aux obtenteurs. En 2015, l'Office a participé à deux salons:

- à la fin de janvier 2015, l'Office a participé au salon international de l'horticulture (IPM) à Essen, en Allemagne, partageant un stand avec des experts du BSA (Allemagne), du Naktuinbouw (Pays-Bas) et du NIAB (Royaume-Uni). Bien que ce salon soit ouvert à l'ensemble du secteur horticole, il se concentre plus particulièrement sur les espèces ornementales;
- le Salon du Végétal, organisé à la mi-février à Angers, en France, est un salon essentiellement consacré aux obtenteurs de plantes ornementales. L'Office y participe régulièrement en coopération avec le GEVES.

### 14.2.2. L'Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle adopte le protocole pour la protection des obtentions végétales

Le 6 juillet 2015, l'Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO) a adopté, à Arusha, en Tanzanie, le protocole d'Arusha sur la protection des nouvelles variétés végétales dans les États membres de l'ARIPO. Ce fut un honneur pour le président de l'OCW de participer à cette conférence, qui a été ouverte par le vice-président de la Tanzanie.

Une étape décisive de ce processus était l'adoption du projet de cadre juridique révisé par le conseil des ministres de l'ARIPO en novembre 2013. Ce cadre constituait la base de l'élaboration d'un protocole de l'ARIPO sur la protection des obtentions végétales. En avril 2014, le conseil de l'UPOV a affirmé la conformité du projet de protocole de l'ARIPO sur la protection des nouvelles variétés végétales avec les dispositions de l'acte de 1991 de la convention de l'UPOV. La version finale du protocole d'Arusha devrait donc être

conforme à l'acte de 1991 de l'UPOV. Toutefois, étant donné que le protocole d'Arusha prévoit une série de droits nationaux et non un droit couvrant le territoire de tous les pays qui le ratifieront, il semble que l'ARIPO ne peut devenir membre de l'UPOV en tant qu'organisation intergouvernementale.

Les membres de l'ARIPO sont: la Gambie, le Ghana, le Kenya, le Lesotho, le Liberia, le Malawi, le Mozambique, la Namibie, l'Ouganda, le Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, la Sierra Leone, la Somalie, le Soudan, le Swaziland, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe.

L'OCW entend poursuivre sa collaboration avec l'ARIPO en 2016.

#### **14.2.3. La mise en œuvre de la feuille de route de l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle**

En 2014, l'OAPI est devenue la seconde organisation intergouvernementale et le 72<sup>e</sup> membre à rejoindre l'UPOV. Elle a ensuite adopté une feuille de route quinquennale ambitieuse, couvrant la période de 2015 à 2020, qu'elle suit avec enthousiasme. L'OCW, le GEVES, le Groupement national interprofessionnel des semences et plants, le Naktuinbouw et l'Office des brevets et des marques des États-Unis sont en faveur de cette initiative et soutiennent activement sa mise en œuvre.

L'OAPI dispose d'un régime de protection des obtentions végétales qui couvre le territoire de ses 17 États membres: le Bénin, le Burkina, le Cameroun, les Comores, le Congo, la Côte d'Ivoire, le Gabon, la Guinée, la Guinée-Bissau, la Guinée équatoriale, le Mali, la Mauritanie, le Niger, la République centrafricaine, le Sénégal, le Tchad et le Togo.

L'OCW adresse ses félicitations à l'OAPI pour ses nombreuses réalisations et se réjouit de leur collaboration afin d'élargir la coopération internationale dans le domaine de la protection des obtentions végétales en 2016.

#### **14.2.4. L'Association des semenciers d'Asie et du Pacifique**

L'OCW a participé à un atelier sur les droits de propriété intellectuelle (DPI) organisé par l'Association des semenciers d'Asie et du Pacifique à Bangkok, en Thaïlande, le 18 mai 2015. Le vice-président de l'OCW a donné une présentation intitulée «Seed industry and IPRs perspective from a regional plant variety protection office» («L'industrie des semences et la perspective des DPI d'un office régional de protection des variétés végétales»).

#### **14.2.5. Faire de la protection des obtentions végétales la pièce maîtresse au niveau académique**

L'OCW poursuit sa coopération avec un réseau d'universités, dans le but de sensibiliser les étudiants et les universitaires à la protection des obtentions végétales. À cet égard, l'OCW a récemment exprimé son soutien en tant que partenaire associé, tout comme l'OHMI et d'autres entités pertinentes, telles que l'OMPI, à une proposition qui sera présentée par le réseau européen des instituts de propriété intellectuelle, dans le cadre des actions Marie Skłodowska-Curie de la Commission européenne, visant à lancer un doctorat en propriété intellectuelle. Par ailleurs, l'OCW poursuit, pour la deuxième année, sa collaboration avec les universités d'Alicante et de Strasbourg. La protection des obtentions végétales est souvent négligée dans les programmes universitaires de propriété intellectuelle classiques. Elle fera désormais partie intégrante de ces programmes. Cette coopération encouragera les spécialistes institutionnels et universitaires à se concentrer sur les questions de protection des obtentions végétales.

L'OCW a également examiné la base de données de la jurisprudence avec la collaboration précieuse de l'université Queen Mary de Londres. Ensemble, ils travaillent afin de compiler et de mettre en forme toute la jurisprudence en matière de variétés végétales dans l'UE. Une telle base de données permettra à l'OCW de développer une plus grande compréhension de la mise en œuvre nationale de la protection des obtentions végétales, tout en favorisant une culture d'excellence en la matière.

Les partenariats précités soulignent l'importance que l'OCW accorde à la formation d'experts en matière de protection des obtentions végétales et son engagement à continuer d'attirer les meilleurs éléments dans ce domaine. L'OCW tient à attirer les experts aspirants dans le domaine de la propriété intellectuelle les plus brillants en matière de protection des obtentions végétales, et la coopération avec les universités est la meilleure manière d'y parvenir.

# 15. ACCÈS PUBLIC AUX DOCUMENTS

En 2001, des règles spécifiques relatives à l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission ont été instaurées par l'adoption du règlement (CE) n° 1049/2001 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2001 relatif à l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission. Afin que cette réglementation s'applique également aux documents de l'Office, un nouvel article, l'article 33 bis, a été ajouté en 2003 au règlement de base par l'adoption du règlement (CE) n° 1650/2003 du Conseil du 18 juin 2003 modifiant le règlement (CE) n° 2100/94 instituant un régime de protection communautaire des obtentions végétales.

L'article 33 bis dispose que:

- le règlement (CE) n° 1049/2001 s'applique aux documents également détenus par l'Office. Cette disposition est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2003;
- le conseil d'administration arrête les modalités pratiques d'application du règlement (CE) n° 1049/2001. Le conseil d'administration a adopté ces modalités le 25 mars 2004. Ces règles sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2004;
- les décisions prises par l'Office concernant l'accès du public aux documents peuvent faire l'objet d'une plainte auprès du Médiateur européen ou d'un recours devant la Cour de justice.

Le règlement (CE) n° 1049/2001 et les règles adoptées par le conseil d'administration (modifiées lors de la réunion du conseil d'administration d'octobre 2014 afin de refléter la nouvelle organisation du travail au sein de l'unité juridique) sont disponibles sur le site internet de l'Office, de même que des informations sur ces règles et les formulaires de demande d'accès aux documents.

L'Office assure le suivi de la mise en œuvre et de l'application des règles régissant l'accès du public aux documents en produisant un rapport annuel sur des informations telles que le nombre de cas où l'Office a refusé cet accès et les motifs de ces refus.

Année de réception	Nombre de demandes d'accès reçues	Nombre de refus	Motifs du refus	Demandes de confirmation
2004	30	6 (partiels)	Questionnaire technique confidentiel non envoyé	
2005	55	2 (partiels)	Questionnaire technique confidentiel non envoyé	
2006	58	6 (partiels)	Questionnaire technique confidentiel non envoyé	
2007	55	17 (partiels)	Questionnaire technique confidentiel non envoyé/ informations d'intérêt commercial non envoyées	2 (réussies)
2008	57	19 (partiels)	Questionnaire technique confidentiel non envoyé/ photo non envoyée/désignation non envoyée	1 (échouée)
2009	54	28 (partiels)	Questionnaire technique confidentiel non envoyé/ informations d'intérêt commercial non envoyées/ photos non disponibles	2 (réussies)
2010	63	29 (partiels)	Questionnaire technique confidentiel non envoyé/ informations d'intérêt commercial non envoyées	1 (échouée)
2011	71	27 (partiels)	Questionnaire technique confidentiel non envoyé/ informations d'intérêt commercial non envoyées	2 (1 échouée et 1 réussie)
2012	88	57 (partiels)	Questionnaire technique confidentiel non envoyé/ informations d'intérêt commercial non envoyées	8 (3 échouées et 5 réussies)
2013	63	18 (partiels)	Questionnaire technique confidentiel non envoyé/ informations d'intérêt commercial non envoyées	1 (échouée)
2014	81	27 (partiels)	Questionnaire technique confidentiel non envoyé/ informations d'intérêt commercial non envoyées	4 (1 échouée et 3 réussies)
2015	75	17 (partiels)	Questionnaire technique confidentiel non envoyé	3 (2 échouées et 1 réussie)



# 16. RAPPORT DU DÉLÉGUÉ À LA PROTECTION DES DONNÉES

## 16.1. Contexte juridique

Le règlement (CE) n° 45/2001 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2000 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions et organes communautaires et à la libre circulation de ces données a été adopté dans le but de se conformer à l'article 16 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. L'article 16 dispose, en effet, que les actes de l'Union relatifs à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données sont applicables aux institutions et organes de l'UE.

Le traitement des données a une signification relativement vaste et n'implique pas seulement le transfert des données à des tiers, mais aussi la collecte, l'enregistrement et le stockage des données, que ces opérations se fassent ou non par voie électronique.

## 16.2. Rôle et tâches du délégué à la protection des données

Le règlement (CE) n° 45/2001 exige la nomination d'au moins un DPD au sein des institutions et agences de l'UE, chargé de garantir, de manière indépendante, l'application interne des dispositions du règlement et de veiller à ce que les droits et libertés des personnes concernées ne soient pas susceptibles d'être affectés négativement par les opérations de traitement de données.

Le DPD tient un registre de tous les traitements effectués par l'OCW et notifiés soit au DPD, soit au Contrôleur européen de la protection des données (CEPD). Ce registre, qui doit contenir des explications sur la finalité et les conditions des traitements concernés, est accessible à toute personne intéressée.

À la suite de l'expiration du mandat de l'ancien DPD, un DPD à temps partiel a été désigné pour un mandat de deux ans et demi par décision du président de l'OCW du 2 avril 2014.



Examens DHS sur les roses, Pays-Bas



Rhododendron, Belgique

À partir de mars 2015, un stagiaire a été placé sous la responsabilité du DPD dans le cadre du programme de formation interne de l'OCW.

## **16.3. Rapport du délégué à la protection des données pour 2015**

### **16.3.1. Registre des traitements de données**

Le délégué à la protection des données tient un registre des traitements de données à caractère personnel sous la forme d'une base de données, disponible sur l'intranet de l'OCW, sous la section «Délégué à la protection des données». Ce registre contient les notifications (article 25) reçues des responsables du traitement, ainsi que les opérations de contrôle préalable (article 27) envoyées pour avis au CEPD.

À la fin de 2015, le registre contenait 66 entrées, composées de 46 notifications et de 20 opérations de contrôle préalable, toutes ayant reçu un avis du CEPD.

### **16.3.2. Inventaire des traitements de données**

Un inventaire des traitements de données nouveaux ou modifiés au sein de l'OCW est régulièrement mis à jour. Plus particulièrement, les modifications du statut des fonctionnaires et les nouvelles modalités d'exécution adoptées au niveau de la Commission ont engendré la nécessité d'adapter l'ensemble de notifications de l'Office. À la fin de 2015, l'inventaire contenait 21 traitements en cours de mise en œuvre. Huit traitements de données portaient sur des décisions de la Commission et suivront la procédure de notification lancée par le DPD de la Commission. Le CEPD avait précédemment fait observer qu'aucune notification supplémentaire n'était requise par les institutions et agences pour toute modalité d'exécution déjà notifiée par le DPD de la Commission.

### **16.3.3. Recommandations thématiques du Contrôleur européen de la protection des données**

Le CEPD publie des recommandations sur des thèmes spécifiques afin d'orienter les institutions et organes de l'UE dans certains domaines qui les concernent. En outre, ces recommandations facilitent le contrôle préalable par le CEPD des traitements dans les agences de l'UE dans la mesure où elles servent de document de référence aidant les agences à aligner leurs pratiques actuelles sur les règles de protection des données.

Le CEPD a adopté une recommandation thématique portant sur le traitement des données à caractère personnel et les dispositifs mobiles. Il a également publié une recommandation sur les communications électroniques et des bulletins d'information réguliers contenant des mises à jour relatives aux affaires judiciaires pertinentes.

#### **16.3.4. Informations fournies aux personnes concernées et aux responsables du traitement**

L'intranet du délégué à la protection des données, régulièrement mis à jour, permet aux membres du personnel de l'OCW d'être informés sur des sujets relatifs à la protection des données. Il reprend les principes de la protection des données, les droits des personnes concernées, les obligations du responsable du traitement, le règlement, certains documents et décisions du président liés à la protection des données, des informations sur la protection des données et des déclarations de confidentialité, le registre et les formulaires de notification.

Les personnes dont les données sont traitées par l'OCW sont systématiquement informées de la nature, de la portée et des limites du traitement des données au moyen d'informations spécifiques sur la protection des données, qui sont mises à la disposition des personnes concernées avant le traitement des données à caractère personnel.

Par ailleurs, le DPD a organisé deux réunions avec les responsables du traitement/chefs d'unité de l'OCW, qui ont eu lieu en juin et en juillet 2015. L'équipe du DPD a souligné les obligations du responsable du traitement en ce qui concerne le traitement des données à caractère personnel, et a présenté le règlement (CE) n° 45/2001 ainsi que les obligations de mise en œuvre.

Des réunions avec les membres du personnel impliqués ont également été organisées et portaient sur un large éventail de procédures, notamment: la procédure relative aux conflits d'intérêts, l'évaluation comparative, la dénonciation, le traitement des données en lien avec la politique des utilisateurs des technologies de l'information et des communications de l'OCW, les demandes en ligne et la procédure disciplinaire.

#### **16.3.5. Réunions du réseau des délégués à la protection des données en 2015**

La fonction de délégué à la protection des données — désormais commune à l'ensemble des institutions et organes de l'Union européenne — est aujourd'hui bien établie, et les délégués se réunissent deux fois par an dans le cadre d'un réseau. Ces réunions sont organisées afin qu'ils puissent partager leurs savoir-faire et bonnes pratiques, et comprennent généralement un module de formation et une session avec le CEPD.

Le délégué à la protection des données de l'OCW a assisté à deux réunions du réseau des DPD en 2015, à Luxembourg (en juin) et à Athènes, en Grèce (en novembre).

# 17. PROCÉDURES DE RECOURS

## 17.1. Composition de la Chambre de recours de l'OCVV

La Chambre de recours de l'OCV se compose d'un président, d'un suppléant du président ainsi que de membres qualifiés.

### 17.1.1. Président et suppléant du président de la Chambre de recours

Le mandat de président de la Chambre de recours de M. Paul van der Kooij a été renouvelé pour cinq ans par décision du Conseil du 4 décembre 2012 (JO C 378 du 8.12.2012, p. 2). Sa suppléante, M<sup>me</sup> Sari Haukka, a été nommée par décision du Conseil du 12 juillet 2011 (JO C 209 du 15.7.2011, p. 17). Son mandat s'étend du 15 octobre 2011 au 14 octobre 2016.

### 17.1.2. Membres qualifiés de la Chambre de recours

Conformément à la procédure prévue à l'article 47, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 2100/94, le conseil d'administration de l'OCV, réuni en session le 16 février 2011, a adopté la liste suivante de 19 membres qualifiés de la Chambre de recours pour une durée de cinq ans à compter du 23 février 2011 (21 membres ont été nommés, mais 2 membres ont démissionné, le 24 novembre 2011 et le 12 novembre 2012).

#### Liste des membres qualifiés (23 février 2011-22 février 2016)

- |                                    |  |
|------------------------------------|--|
| 1. Cornelis Joost Barendrecht      | 11. Michaël Köller                         |
| 2. Pier Giacomo Bianchi            | 12. Miguel Angelo Pinheiro de Carvalho     |
| 3. Richard Bianchi                 | 13. Dirk Reheul                            |
| 4. Beatrix Boenisch                | 14. Kurt Riechenberg                       |
| 5. Richard Brand                   | 15. Timothy Wace Roberts                   |
| 6. Zoltán Csurös                   | 16. Elizabeth Scott                        |
| 7. Krieno Adriaan Fikkert          | 17. Hanns Ullrich                          |
| 8. Huibert Cornelis Helmer Ghijsen | 18. Nicolaas Petrus Antonius Van Marrewijk |
| 9. Joël Guiard                     | 19. Arnold Jan Piet Van Wijk               |
| 10. Helen Johnson                  |  |



Examens DHS sur les espèces ornementales, Allemagne

## 17.2. Décisions de la Chambre de recours en 2015

La Chambre de recours a rendu six décisions en 2015.

- Le 24 février 2015, dans le cadre du recours A007/2009 («Sumost 02»), la Chambre de recours a rejeté le recours, et le requérant a dû supporter les frais de la procédure de recours.
- Le 24 février 2015, dans le cadre du recours A002/2010 («Seimora»), la Chambre de recours a déclaré le recours irrecevable, et le requérant a dû supporter les frais de la procédure de recours.
- Le 24 février 2015, dans le cadre du recours A003/2010 («Seimora»), la Chambre de recours a rejeté le recours, et le requérant a dû supporter les frais de la procédure de recours.
- Le 24 février 2015, dans le cadre du recours A002/2014 («Seimora»), la Chambre de recours a rejeté le recours, et le requérant a dû supporter les frais de la procédure de recours.
- Le 15 décembre 2015, dans le cadre du recours A002/2015 («Hort04»), la Chambre de recours a confirmé le recours et annulé la décision R1344 de l'OCVW du 9 février 2015. La Chambre a demandé à l'Office de prévoir une troisième période d'examen conformément aux orientations relatives aux cultures du requérant, laissant au Bundessortenamt le soin de décider si le requérant devait également présenter du nouveau matériel végétal aux fins de la poursuite de l'examen. Enfin, la Chambre de recours a décidé que les frais de la procédure de recours et de la troisième période d'examen devaient être supportés par le requérant.
- Le 15 décembre 2015, dans le cadre du recours A001/2015 («Braeburn 78»), la Chambre de recours a rejeté le recours, et le requérant a dû supporter les frais de la procédure de recours.

Des synthèses et les décisions complètes des affaires mentionnées ci-dessus sont disponibles dans la base de données de la jurisprudence de l'OCVW.

## 17.3. Pourvois formés devant la Cour de justice en 2015

Conformément à l'article 73 du règlement (CE) n° 2100/94, les décisions de la Chambre de recours sont susceptibles d'un pourvoi devant la Cour de justice.

### 17.3.1. Pourvois formés en 2015

En 2015, quatre pourvois ont été formés devant le Tribunal de l'Union européenne.

- L'affaire T-140/15 a été portée devant le Tribunal le 23 mars 2015 contre la décision A010/2013 du 26 novembre 2014 de la Chambre de recours de l'OCVW pour la variété «M02205».

- Les affaires T-425/15 et T-426/15 ont été portées devant le Tribunal le 29 juillet 2015 contre les décisions A003/2010 et A002/2014 de la Chambre de recours de l'OCW pour la variété «Seimora».
- L'affaire T-428/15 a été portée devant le Tribunal le 30 juillet 2015 contre la décision A007/2009 de la Chambre de recours de l'OCW pour la variété «Sumost 02».
- L'affaire C-625/15 P a été portée devant la Cour de justice le 23 novembre 2015 contre les décisions T-91/14 et T-92/14 du 10 septembre 2015 pour la variété «Gala Schnitzer».

### **17.3.2. Arrêts rendus par le Tribunal de l'Union européenne en 2015**

Le 10 septembre 2015, dans les affaires T-91/14 et T-92/14 pour la variété «Gala Schnitzer», le Tribunal a rejeté les recours et a condamné Schniga Srl à supporter, outre ses propres dépens, les dépens de Brookfield New Zealand Ltd et d'Elaris SNC. L'OCW a dû supporter ses propres dépens.

Des synthèses ainsi que les décisions complètes de ces affaires sont disponibles dans la base de données de la jurisprudence de l'OCW.

### **17.3.3. Arrêt rendu par la Cour de justice de l'Union européenne en 2015**

Le 21 mai 2015, dans l'affaire jointe C-546/12 P pour les variétés «Lemon Symphony» et «Sumost 01», la Cour de justice a rejeté le recours et condamné M. Ralf Schröder aux dépens.

Un résumé ainsi que la décision complète de l'affaire sont disponibles dans la base de données de la jurisprudence de l'OCW.



Examens DHS sur le vanda, Pays-Bas



### 17.3.4. Situation des pourvois formés devant la Cour de justice de l'Union européenne

N° de l'affaire devant le Tribunal	Décision attaquée	Dénomination de la variété	Date de l'arrêt du Tribunal	Date du pourvoi devant la Cour de justice	N° de l'affaire devant la Cour de justice	Date de l'arrêt de la Cour de justice
T-95/06	A001/2005	Nadorcott	31.1.2008	sans objet (s.o.)	s.o.	s.o.
T-187/06	A003/2004	Sumcol 01	19.11.2008	29.1.2009	C-38/09 P	15.4.2010
T-187/06 DEP I	Non-paiement des dépens récupérables T-187/06	Sumcol 01	16.9.2013	s.o.	s.o.	s.o.
s.o.	s.o.	Sumcol 01	s.o.	7.2.2013	C-38/09 P-DEP	10.10.2013
T-133/08	A007/2007	Lemon Symphony	18.9.2012	28.11.2012	C-546/12 P	21.5.2015
T-134/08	A006/2007	Lemon Symphony	18.9.2012	28.11.2012	C-546/12 P	21.5.2015
T-135/08	A003/2007 et A004/2007	Gala Schnitzer	13.9.2010	15.11.2010	C-534/10 P	19.12.2012
T-177/08	A005/2007	Sumost 01	18.9.2012	28.11.2012	C-546/12 P	21.5.2015
T-242/09	A010/2007	Lemon Symphony	18.9.2012	28.11.2012	C-546/12 P	21.5.2015
T-367/11	A007/2010	Southern Splendour	21.10.2013	s.o.	s.o.	s.o.
T-91/14	A004/2007	Gala Schnitzer	10.9.2015	23.11.2015	C-625/15 P	En attente
T-92/14	A003/2007	Gala Schnitzer	10.9.2015	23.11.2015	C-625/15 P	En attente
T-767/14	A007/2013	Oksana	En attente			
T-140/15	A010/2013	M02205	En attente			
T-425/15	A003/2010	Seimora	En attente			
T-426/15	A002/2014	Seimora	En attente			
T-428/15	A007/2009	Sumost 02	En attente			

## 17.4. Jurisprudence de l'OCVV, 1995-2015

En 2015, l'OCV et l'université Queen Mary de Londres ont uni leurs forces pour améliorer la base de données de la jurisprudence de l'OCV en matière de protection des obtentions végétales, base de données créée par l'OCV pour faciliter l'accès à la jurisprudence des États membres et des instances de décision sur les questions relatives aux protections des obtentions végétales.

Pendant un an, l'OCV et l'université Queen Mary ont travaillé afin de compiler et de mettre en forme toute la jurisprudence en matière de variétés végétales dans l'UE, dans le but de développer une plus grande compréhension de la mise en œuvre nationale de la protection des obtentions végétales, tout en favorisant une culture d'excellence en la matière.

Comme premier projet commun, et pour célébrer les vingt ans de protection des nouvelles variétés végétales dans l'UE, une brochure sur la jurisprudence de la Chambre de recours a été publiée. Cette brochure fait partie des efforts croissants consentis par l'OCV pour encourager la connaissance du système de PCOV et pour sensibiliser aux règles régissant le système. Elle fournit une vue d'ensemble des décisions de la Chambre de recours, ainsi que des décisions relatives aux pourvois formés devant la Cour de justice et le Tribunal de l'Union européenne.



Toutes les affaires mentionnées dans cette brochure, ainsi que d'autres affaires liées aux variétés végétales, sont disponibles dans la base de données de la jurisprudence sur le site internet de l'OCV.

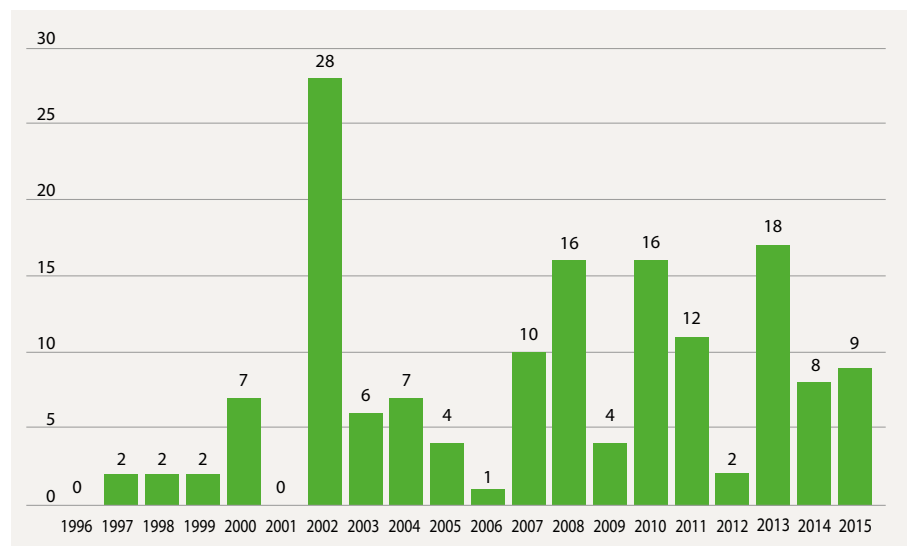
## 17.5. Recours reçus par l'OCVV et décisions rendues par la Chambre de recours depuis sa création (statistiques)

### 17.5.1. Nombre de recours déposés par an entre 1996 et 2015

Au total, 154 recours ont été introduits auprès de l'OCV depuis la création de l'Office. Leur répartition est illustrée dans le graphique 16.

#### Graphique 16

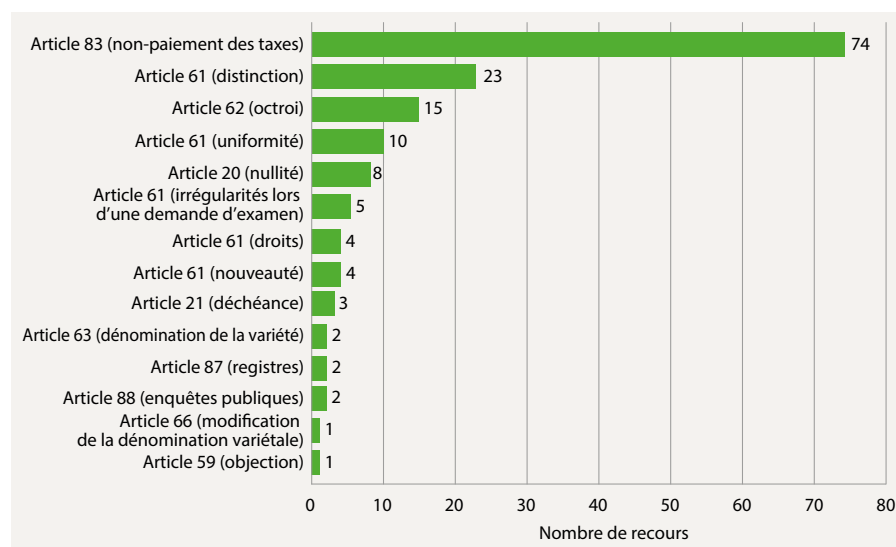
Nombre de recours déposés  
auprès de l'OCV par an  
entre 1996 et 2015



### 17.5.2. Base juridique des recours introduits depuis 1996 [avec référence au règlement (CE) n° 2100/94 du Conseil]

#### Graphique 17

Base juridique des recours introduits  
auprès de l'OCV depuis 1996

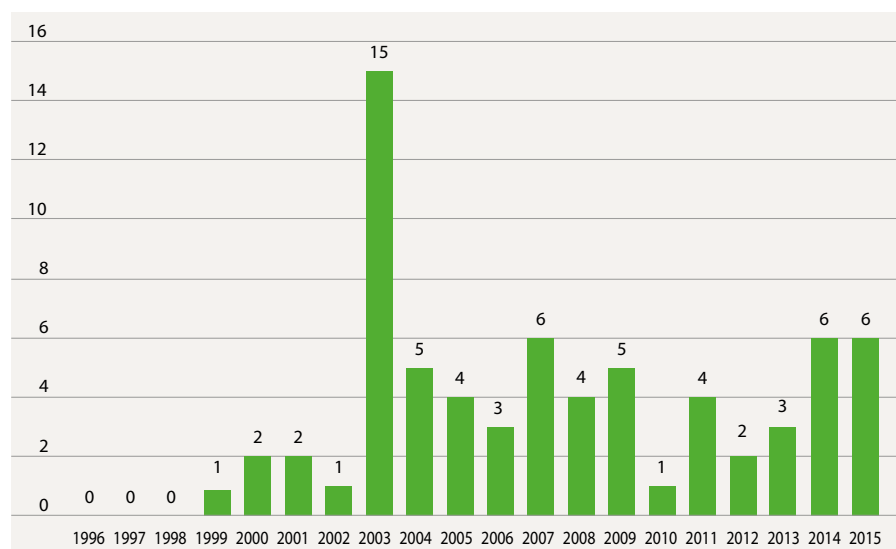


### 17.5.3. Décisions de la Chambre de recours de l'OCV, par année

Au total, 70 décisions ont été rendues par la Chambre de recours de l'OCV entre 1996 et 2015. Le graphique 18 en présente la répartition.

#### Graphique 18

Nombre de décisions rendues  
par la Chambre de recours  
par année depuis 1996

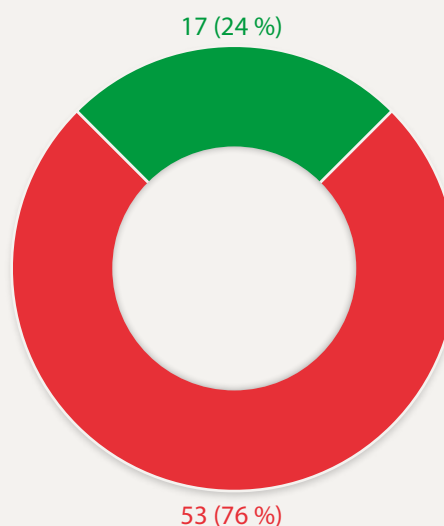


#### 17.5.4. Résultats des 70 décisions rendues par la Chambre de recours pour la période 1996-2015

**Graphique 19**

Résultats des décisions rendues  
par la Chambre de recours  
(1996-2015)

- Recours rejetés
- Recours confirmés



Les références des décisions rendues par la Chambre de recours figurent dans le tableau suivant.

Année	Numéro du recours et date de la décision de la Chambre de recours
<b>1999</b>	A002/1998 du 14.9.1999
<b>2000</b>	A001/1999 du 25.1.2000 A002/1999 du 19.5.2000
<b>2001</b>	A002/2000 du 27.3.2001 A004/2000 du 6.12.2001
<b>2002</b>	A005/2000 du 28.5.2002
<b>2003</b>	A005/2002 du 2.4.2003 A001/2002, A002/2002 et A003/2002 du 1.4.2003 A018/2002 du 14.5.2003 A008/2002, A009/2002, A010/2002, A011/2002, A012/2002 et A013/2002 du 15.5.2003 A017/2002 du 3.4.2003 A023/2002 du 8.10.2003 A031/2002 du 8.12.2003 A021/2002 du 9.12.2003
<b>2004</b>	A003/2003 et A004/2003 du 4.6.2004 A005/2003 et A006/2003 du 28.9.2004 A001/2004 du 16.12.2004
<b>2005</b>	A006/2004 du 15.6.2005 A005/2004 du 16.6.2005 A004/2004 du 18.7.2005 A001/2005 du 8.11.2005

Année	Numéro du recours et date de la décision de la Chambre de recours
<b>2006</b>	A003/2004 du 2.5.2006 A004/2005 du 13.10.2006 A007/2005 du 7.7.2006
<b>2007</b>	A001/2007 du 11.9.2007 A003/2007 et A004/2007 du 21.11.2007 A005/2007, A006/2007 et A007/2007 du 4.12.2007
<b>2008</b>	A011/2007 du 9.9.2008 A009/2008 du 2.12.2008 A001/2008 et A002/2008 du 4.12.2008
<b>2009</b>	A010/2007 du 23.1.2009 A004/2008 et A005/2008 du 21.4.2009 A010/2008 et A011/2008 du 8.10.2009
<b>2010</b>	A018/2008 du 15.3.2010
<b>2011</b>	A001/2010, A005/2010, A006/2010 et A007/2010 du 18.2.2011
<b>2012</b>	A009/2011 du 17.1.2012 A001/2012 du 10.10.2012
<b>2013</b>	A003/2007 et A004/2007 du 20.9.2013 (nouvelles décisions pour les mêmes recours à la suite du renvoi de la Cour de justice) A007/2011 du 23.4.2013
<b>2014</b>	A006/2013 du 13.1.2014 A004/2013 du 4.4.2014 A008/2013 du 1.7.2014 A007/2013 du 2.7.2014 A016/2013 du 11.9.2014 A010/2013 du 26.11.2014
<b>2015</b>	A007/2009 du 24.2.2015 A002/2010 du 24.2.2015 A003/2010 du 24.2.2015 A002/2014 du 24.2.2015 A001/2015 du 15.12.2015 A002/2015 du 15.12.2015

Les décisions détaillées de la Chambre de recours sont disponibles dans la base de données de la jurisprudence de l'OCW, accessible depuis le site internet de l'OCW.

# 18. CONFLITS D'INTÉRÊTS

En 2015, l'OCW a poursuivi sa participation aux travaux de l'équipe spéciale «Interinstitutions» sur les conflits d'intérêts, mise en place par la direction générale de la santé et de la sécurité alimentaire, dans le but de mettre en œuvre les lignes directrices de la Commission de décembre 2013 sur «la prévention et la gestion des conflits d'intérêts dans les agences décentralisées de l'Union» (pour les membres du conseil d'administration, les directeurs généraux, les experts des comités scientifiques ou d'autres organes similaires et les membres des Chambres de recours).

Outre le processus décisionnel concernant le cœur du métier de l'OCW, à savoir la délivrance de droits de propriété intellectuelle pour les obtentions végétales, il existe au sein de l'OCW d'autres décisions et procédures dans le cadre desquelles l'impartialité et l'objectivité sont essentielles, telles que les procédures de recrutement, les marchés publics et le financement des projets de R & D. En ce qui concerne les procédures de recrutement, notamment, les membres du personnel de l'OCW sont soumis au statut des fonctionnaires, qui contient diverses dispositions relatives aux situations de conflit d'intérêts. Toutefois, au fil des ans, des procédures, ainsi que des dispositions énoncées dans les accords et des déclarations d'absence de conflit d'intérêts, ont été introduites afin de rappeler aux personnes concernées l'importance d'agir de façon indépendante, dans la transparence, et avec intégrité.

Ayant tenu compte des lignes directrices de la Commission, l'OCW a, en 2015, rassemblé et mis à jour ses règles internes sur la prévention et la gestion des conflits d'intérêts, qui ont été adoptées par le conseil d'administration.



Pommes



Lys, Pays-Bas



# PRINCIPAUX ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

## A

ADN	Acide désoxyribonucléique
AGES	Österreichische Agentur für Gesundheit und Ernährungssicherheit (Agence autrichienne pour la santé et la sécurité alimentaire)
ARIPO	Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle

## B

BSA	Bundessortenamt (Allemagne)
-----	-----------------------------

## C

CA	Conseil d'administration de l'OCW
CEPD	Contrôleur européen de la protection des données
(la) Chambre	(la) Chambre de recours de l'OCW
Ciopora	Communauté internationale des obtenteurs de plantes ornementales et fruitières
Coboru	Centralny Ośrodek Badania Odmian Roślin Uprawnych [Centre de recherche pour les examens de cultivars (Pologne)]
CRA-FRU	Consiglio per la ricerca in agricoltura e l'analisi dell'economia agraria — Centro di Ricerca per la Frutticoltura [Conseil de recherche agricole — Unité de recherche sur les arbres fruitiers (Italie)]
CRA-SCS	Consiglio per la ricerca in agricoltura e l'analisi dell'economia agraria — Centro di sperimentazione e certificazione delle sementi [Conseil de recherche agricole — Unité de certification et d'examen des semences (Italie)]

## D

DAF	Department of Agriculture and Food (Service pour l'agriculture et l'alimentation)
DHS	Distinction, homogénéité et stabilité
DPI	Droits de propriété intellectuelle

## E

ESA	Association européenne des semences
EVIRA	Elintarviketurvallisuusvirasto [Autorité finlandaise de la sécurité alimentaire (Finlande)]

## F

FERA	Food and Environment Research Agency (Agence de recherche de l'environnement et de l'alimentation)
------	--

## G

GEVES	Groupe d'étude et de contrôle des variétés et des semences (France)
-------	---

## I

Imoddis	Groupe de travail ad hoc pour l'intégration de données moléculaires dans l'examen DHS
INIA	Instituto Nacional de Investigación y Tecnología Agraria y Alimentaria [Institut national de recherche et de technologie agraires et alimentaires (Espagne)]
ISTIS	Institutului de Stat pentru Testarea si Inregistrarea Soiurilor [Institut d'État des examens et de l'enregistrement des obtentions végétales (Roumanie)]

## J

JO	<i>Journal officiel de l'Union européenne</i>
----	---

## K

KAVB	De Koninklijke Algemeene Vereeniging voor Bloembollencultuur [Association royale de bulbiculture (Pays-Bas)]
------	--

## N

NÉBIH	Nemzeti Élelmiszerlánc-biztonsági Hivatal [Office national de la sécurité de la chaîne alimentaire (Hongrie)]
NIAB	National Institute of Agricultural Botany [Institut national de botanique agricole (Royaume-Uni)]

## O

OAPI	Organisation africaine de la propriété intellectuelle
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OCW	Office communautaire des variétés végétales
Office	Office communautaire des variétés végétales
OHMI	Office de l'harmonisation dans le marché intérieur (marques, dessins et modèles)
OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle

## P

PCOV	Protection communautaire des obtentions végétales
Plantum	Association néerlandaise du secteur du matériel de reproduction végétale
POV	Protection des obtentions végétales

## R

R & D	Recherche et développement
Règlement de base	Règlement (CE) n° 2100/94 du Conseil du 27 juillet 1994 instituant un régime de protection communautaire des obtentions végétales
Règlement sur la procédure	Règlement (CE) n° 874/2009 de la Commission du 17 septembre 2009 établissant les modalités d'application du règlement (CE) n° 2100/94 du Conseil en ce qui concerne la procédure devant l'Office communautaire des variétés végétales
Règlement sur les taxes	Règlement (CE) n° 1238/95 de la Commission du 31 mai 1995 établissant les règles d'exécution du règlement (CE) n° 2100/94 du Conseil en ce qui concerne les taxes dues à l'Office communautaire des variétés végétales

## S

SASA	Science and Advice for Scottish Agriculture [Science et conseil pour l'agriculture écossaise (Royaume-Uni)]
------	---

## T

TWF	Groupe de travail technique de l'UPOV sur les plantes fruitières
TWV/49	49 <sup>e</sup> réunion annuelle du groupe de travail technique de l'UPOV sur les plantes potagères

## U

UE	Union européenne
UKSUP	Ústredný kontrolný a skúšobný ústav poľnohospodársky [Institut central de contrôle et d'examen des produits agricoles (Slovaquie)]
ÚKZÚZ	Ústředního kontrolního a zkušebního ústavu zemědělský [Institut central de contrôle et d'examen des produits agricoles (République tchèque)]
UPOV	Union internationale pour la protection des obtentions végétales

## LISTE DES TABLEAUX

Page

<b>Tableau 1</b> — Nombre de demandes reçues par an pour toutes les espèces ornementales depuis 2011, avec un total couvrant les années 1995 à 2015	44
<b>Tableau 2</b> — Nombre de demandes introduites pour les 10 principaux groupes d'espèces ornementales de 2010 à 2015, avec un total couvrant les années 1995 à 2015	44
<b>Tableau 3</b> — Nombre de demandes reçues par an pour toutes les espèces agricoles depuis 2011, avec un total couvrant les années 1995 à 2015	45
<b>Tableau 4</b> — Nombre de demandes reçues pour les 10 principales espèces agricoles de 2011 à 2015, avec un total couvrant les années 1995 à 2015	46
<b>Tableau 5</b> — Nombre de demandes reçues par an pour toutes les espèces potagères depuis 2011, avec un total couvrant les années 1995 à 2015	47
<b>Tableau 6</b> — Nombre de demandes reçues pour les 10 principales espèces potagères de 2011 à 2015, avec un total couvrant les années 1995 à 2015	48
<b>Tableau 7</b> — Nombre de demandes reçues par an pour toutes les espèces fruitières depuis 2011, avec un total couvrant les années 1995 à 2015	49
<b>Tableau 8</b> — Nombre de demandes reçues pour les 10 principales espèces fruitières de 2011 à 2015, avec un total couvrant les années 1995 à 2015	49
<b>Tableau 9</b> — États membres de l'UE d'où proviennent les demandes de PCOV en 2015	51
<b>Tableau 10</b> — Pays hors UE d'où proviennent les demandes de PCOV en 2015	52
<b>Tableau 11</b> — Pourcentages des protections octroyées toujours en vigueur au 31 décembre 2015	55
<b>Tableau 12</b> — Liste des 10 pays ayant acheté le plus de rapports techniques DHS à l'OCW (1998-2015)	57
<b>Tableau 13</b> — Liste des nouvelles espèces confiées aux offices d'examen en 2015	62

## LISTE DES GRAPHIQUES

<b>Graphique 1</b> — Évolution du nombre annuel de demandes de protection communautaire des obtentions végétales (1996-2015)	39
<b>Graphique 2</b> — Parts du nombre de demandes par secteur de culture en 2015	39
<b>Graphique 3</b> — Évolution du nombre de demandes par secteur de culture (1995-2015)	40
<b>Graphique 4</b> — Évolution (en pourcentage) du ratio des examens techniques par rapport aux reprises de rapports DHS dans le secteur agricole (2011-2015)	47
<b>Graphique 5</b> — Protections communautaires des obtentions végétales octroyées et protections en vigueur à la fin de chaque année par rapport à celles octroyées par an (1996-2015)	53
<b>Graphique 6</b> — Nombre d'abandons de PCOV (1996-2015)	53
<b>Graphique 7</b> — Nombre de protections octroyées chaque année de 1996 à 2015 et, parmi celles-ci, nombre de protections toujours en vigueur au 31 décembre 2015	54
<b>Graphique 8</b> — Évolution du nombre de rapports d'examen DHS mis à la disposition d'autres autorités de protection des obtentions végétales (1998-2015)	56
<b>Graphique 9</b> — Évolution du nombre de taxons botaniques pour lesquels l'OCW a reçu des demandes (1995-2015)	61
<b>Graphique 10</b> — Nombre d'entrées par type de registre (au 31 décembre 2015)	66
<b>Graphique 11</b> — Nombre de tests de similarité réalisés dans la base de données Variety Finder (2014-2015)	66
<b>Graphique 12</b> — Nombre d'utilisateurs de la base de données Variety Finder (2013-2015)	67
<b>Graphique 13</b> — Nombre de contributions (UE/hors UE) à la base de données Variety Finder (2012-2015)	67
<b>Graphique 14</b> — Nombre de demandes d'avis reçues et États membres de l'UE contributeurs (2010-2015)	68
<b>Graphique 15</b> — Parts du nombre d'observations/de l'absence d'observations (2010-2015)	69
<b>Graphique 16</b> — Nombre de recours déposés auprès de l'OCW par an entre 1996 et 2015	90
<b>Graphique 17</b> — Base juridique des recours introduits auprès de l'OCW depuis 1996	91
<b>Graphique 18</b> — Nombre de décisions rendues par la Chambre de recours par année depuis 1996	91
<b>Graphique 19</b> — Résultats des décisions rendues par la Chambre de recours (1996-2015)	92





**OCVV**

Office Communautaire des Variétés Végétales

3 boulevard Maréchal Foch - CS 10121  
49101 ANGERS CEDEX 2 - FRANCE  
Tél. +33 (0)2 41 25 64 00 - Fax +33 (0)2 41 25 64 10  
cpvo@cpvo.europa.eu - www.cpvo.europa.eu

Suivez-nous sur   
Rejoignez-nous sur   
Regardez nos vidéos sur 

Служба на Общността за сортовете растения  
Oficina Comunitaria de Variedades Vegetales  
Odrůdový úřad Společenství  
EF-Sortsmyndigheden  
Gemeinschaftliches Sortenamt  
Ühenduse Sordiamet  
Κοινοτικό Γραφείο Φυτικών Ποικιλιών  
Community Plant Variety Office  
Office communautaire des variétés végétales  
Ured Zajednice za zaštitu biljnih sorti  
Ufficio comunitario delle varietà vegetali  
Kopienas Augu šķirņu birojs  
Bendrijos augalų veislių tarnyba  
Közösségi Növényfajtá-hivatal  
L-Uffiċju Komunitarju dwar il-Varjetajiet tal-Pjanti  
Communautair Bureau voor plantenrassen  
Wspólnotowy Urząd Ochrony Odmian  
Instituto Comunitário das Variedades Vegetais  
Oficiul Comunitar pentru Soiuri de Plante  
Úrad Spoločenstva pre odrody rastlín  
Urad Skupnosti za rastlinske sorte  
Yhteisön kasvilajikevirasto  
Gemenskapens växtsortsmyndighet



Office des publications